

Claude Philippe Nolin

Le Legs

Changer le monde

avant qu'il ne soit trop tard...

isbn 978-2-9815550-0-7



9 782981 555007

Le Legs

Montage et édition :

C. P. Nolin,
productions graphiques et culturelles

Révision linguistique :

Services linguistiques Diane Tremblay-Audet

Illustration de la couverture :

Les cavaliers de l'apocalypse

Claude Philippe Nolin
illustration numérique, 1993

Montréal, le 29 septembre 2015

ISBN : 978-2-9815550-0-7 (PDF)

Dépôt légal : 3^e trimestre 2015

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives du Canada

© Tous droits réservés

Le Legs

**Changer le monde
avant qu'il ne soit trop tard...**

Claude Philippe Nolin

Contribution volontaire

Cet essai est publié gratuitement en format de fichier PDF. Vous êtes invité à le diffuser largement auprès de vos parents, de vos amis et de vos connaissances.

Si vous avez aimé cet ouvrage et souhaitez encourager son auteur, vous pouvez contribuer au financement de ses activités par une somme symbolique de 5,00 \$ ou plus à l'adresse suivante :

<http://nolcla.wix.com/lelegs>

Votre aide permettra à l'auteur de poursuivre ses activités, entre autres sa **production artistique**, son travail au **Forum social mondial - Montréal 2016** ainsi qu'au projet **Les Inclassables**, un centre autogéré et multidisciplinaire de création artistique dont il est le fondateur et l'un des administrateurs.

Votre contribution permettra peut-être de traduire cet essai vers l'anglais et même vers d'autres langues.

Merci de contribuer!

Table des matières

CONTRIBUTION VOLONTAIRE	6
--------------------------------	----------

AVANT-PROPOS	II
---------------------	-----------

<i>CHANGER LE MONDE</i>	19
--------------------------------	-----------

Mais, qu'est-ce que c'est, cette fameuse humanité? _____	21
Et l'individu? _____	22
Qui sommes-nous? _____	23
L'Être que nous sommes _____	24
Le rôle social _____	28
L'Avoir qu'on possède. _____	29
Le Savoir qu'on acquiert _____	32
Le contrôle de l'information et la démocratie _____	33
Les nouveaux médias _____	36

MODE D'ORGANISATION	37
----------------------------	-----------

La société _____	37
L'intégration sociale _____	40
L'autoritarisme _____	41
Sauver l'humanité? _____	44

LA QUÊTE DE LA LIBERTÉ	49
-------------------------------	-----------

La réciprocité et l'universalité des droits et libertés _____	50
Les limites des droits et libertés _____	51
La responsabilité _____	52
Le privilège _____	53
Les enfants _____	54
Vouloir être libre _____	56
Le rôle d'un gouvernement _____	57
La démocratie _____	58
La démocratie représentative _____	59
La Démocratie parlementaire _____	60
Le sondage, à l'opposé de la démocratie _____	62
La démocratie directe _____	63
La route vers la démocratie _____	64

La technologie et la démocratie	66
La science asservie idéologiquement	67
La démocratie citoyenne	69

CHANGER LE MONDE (BIS) **73**

Le peuple n'est pas une pâte à modeler	73
L'utopique révolution	74
Les compromissions	80
L'anarchisme	82
La violence dans les « manifs »	84
L'action directe radicale non violente	91
Alternative à la révolution	93
Un impôt mondial	97
Arrêter le néolibéralisme et le néoconservatisme	97
Les errements de la gauche relativement au libre-échange	99
Face au terrorisme	102
Pour arrêter la guerre	105
Que faire d'autre sans recourir à la violence?	107

LE REVENU DE CITOYENNETÉ **109**

L'exclusion sociale	112
L'exclusion financière	114
L'exclusion professionnelle	115
Choisir l'inclusion plutôt que l'exclusion	115

LE SAUVETAGE ÉCONOMIQUE PAR LE FMI DES PAYS AUX ÉCONOMIES VACILLANTES OU L'ART DE TUER UN PAYS. I I 9

LES AMÉRINDIENS, GÉNOCIDE EN LA DEMEURE... **125**

LES RELIGIONS ET LE SENS DE LA VIE **128**

Et Dieu, dans cette histoire?	132
-------------------------------	-----

LA CULTURE **136**

La société est par nature préservatrice	137
Le changement social	138

MAIS QUE FONT DONC CES ARTISTES ? **141**

Qu'est-ce que l'art ?	141
L'art, un moyen de communication ?	142
L'art, socialement engagé malgré lui ?	144
Mais l'art, à quoi ça sert ?	146
Le rôle de l'art : foutre des coups de pied dans la fourmilière !	147

LE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE ET LA GRATUITÉ SCOLAIRE **149**

Des visions antagonistes	149
L'éducation et la mondialisation de l'économie	151
Diplôme = meilleurs salaires ?	154
Voir à long terme	155
Faire sa juste part ?	156
Une proposition de solution	157
Les obstacles et les objections	159

LE NATIONALISME **161**

La question nationale au Québec	168
Des valeurs sociales inconciliables	170
La démocratie canadienne serait-elle morte ?	172
La souveraineté du Québec en perte de vitesse	173
Pour un autre Canada	176

AUTRES RÉFLEXIONS **180**

Le climat et la mondialisation économique	180
---	-----

LE VIEIL IMBÉCILE QUE JE SUIS **181**

ET POUR DESSERT : LA VÉRITABLE FORME DE NOTRE UNIVERS **185**

UN PETIT EXERCICE **187**

REMERCIEMENTS **188**

Biographie de l'auteur	189
------------------------	-----

Avant-propos

« Et si nous nous étions trompés ?

*Si la Liberté n'était surtout pas ce but que nous nous étions fixé
ou tel idéal que nous devions atteindre;*

*Et si la prison la plus pernicieuse,
c'était d'abord celle de notre propre esprit;*

*Que la Liberté, c'était simplement ce chemin, celui-là même
que nous nous proposons d'emprunter... »*

Pourquoi écrire ces réflexions ?

Personnellement, je crois que la plupart des gens ont toujours entretenu l'espoir que leurs enfants puissent jouir d'un meilleur sort que celui qu'ils avaient connu. C'est normal pour des parents aimants. C'est ainsi que nous, les humains, avons sans relâche déployé notre génie créatif à rendre le travail moins pénible, la vie plus aisée et le monde, plus sécuritaire.

Malheureusement, c'est souvent en niant le droit des « autres » que ce progrès s'est réalisé. La rareté des ressour-

ces et les iniquités économiques nous ont souvent conduits à la domination et au conflit. Que voulez-vous : devant la menace, on a toujours tendance à penser d'abord aux siens, et tant pis pour les autres ! Pour éviter que les individus choyés ressentent quelque sentiment de culpabilité que ce soit ou qu'ils se solidarisent avec les étrangers sur qui s'exerçaient contraintes ou discriminations, il suffisait d'adopter des positions idéologiques consistant à nier l'humanité de ces « autres », de les réduire à l'état de « méchants » qu'il fallait mettre au pas, anéantir ou asservir. Impies, ennemis de Dieu ou de la patrie pour les uns, voleurs ou sous-humains pour les autres ; toutes les étiquettes ont été utilisées. Il fallait que le bon peuple passe par dessus ses scrupules, qu'il évite de chercher à comprendre les motivations des autres et qu'il soit persuadé de détenir le monopole de la raison et de la légitimité. Évidemment, les idéologies servent avant tout à soutenir un système hiérarchique de pouvoir. Le « nous », c'est la raison du plus fort.

Les guerres, les famines, les exodes forcés qu'elles provoquent n'ont donc pas permis de maintenir, à chaque époque, le progrès pour tous. Et cela, c'est sans compter les catastrophes naturelles qui ont fait reculer, parfois radicalement, tant de civilisations.

Malgré tout, depuis l'aube de son histoire, l'humanité a amélioré ses conditions de vie. Nous avons acquis une meilleure connaissance de notre environnement et, parallèlement, nous avons développé une profonde conscience de notre propre valeur.

Nous avons d'abord accumulé des connaissances sur la base de l'expérience empirique ; un savoir acquis difficilement au fil des siècles que nous avons transmis de gé-

nération en génération par la tradition orale et l'écriture puis, avec l'avancement de la civilisation, à des institutions dédiées à sa conservation, sa structuration et sa diffusion. En Occident, la croissance des connaissances s'est accélérée de façon quasi exponentielle avec l'avènement du quattroceto, de l'humanisme, de l'imprimerie, de la pensée cartésienne, des besoins de l'industrialisation et... des guerres.

Avec cette progression, la valeur attribuée à la vie humaine a par conséquent connu un accroissement indéniable. De nos jours, les sociétés les plus socialement avancées reconnaissent une série de libertés et de droits qui, enchâssés dans des chartes et des lois, sont théoriquement universels et inaliénables. Malheureusement, au sein même de plusieurs de ces sociétés, la reconnaissance des droits et libertés peut encore varier selon l'origine et l'appartenance des individus.

Aujourd'hui, alors que de nombreux peuples du monde arabe, de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique du Sud semblent enfin déterminés à cheminer eux aussi vers leur émancipation, on constate que la démocratie, en Occident, connaît de profondes crises. Dans de nombreux pays, on relève de faibles taux de participation lors des élections et on constate une profonde perte de confiance envers les institutions de l'État, les politiciens et les médias. On ne vote plus pour le meilleur parti, on vote contre le pire. Dans certains pays où le libéralisme économique tarde à apporter ou maintenir la prospérité, le conservatisme radical, l'intolérance, et même le fascisme, gagnent de larges appuis.

C'est peut-être que les vieilles formes de démocratie ne répondent plus aux nouvelles aspirations qu'elles ont fait naître dans la population. De plus en plus de gens ont

l'impression que la politique n'attire plus que les opportunistes et les profiteurs. Les nombreux scandales qui leur sont révélés alimentent leur méfiance et leur cynisme. Ils contribuent au déclin de l'estime de la population pour les institutions et fragilisent la démocratie.

Cette crise survient à un bien mauvais moment, alors que notre biosphère fait face à de terribles menaces, qu'il s'agisse de l'explosion démographique des êtres humains ou des effets de la pollution produite par leurs activités sur le climat et les écosystèmes.

Selon les climatologues, la planète a connu au cours de son histoire de nombreux cycles de réchauffement et de refroidissement de sa température. Les changements se sont étalés, selon eux, sur des centaines de milliers d'années. Toujours selon ces experts, nous vivons depuis le début du XX^e siècle une nouvelle ère de changement climatique. Actuellement, la température de la Terre est en nette augmentation. Or, selon l'avis d'une large majorité d'experts scientifiques, l'importante dégradation de l'environnement occasionnée par notre civilisation est la cause principale d'une alarmante accélération de ces changements, une accélération qui terrifie de très nombreux scientifiques tant elle amplifie l'importance et la fréquence de certaines catastrophes naturelles.

Dès 1972, le Club de Rome¹ publiait un rapport, « *The limits to growth* » ou « *Rapport Meadows* »², qui remettait en question le modèle libéral de la croissance économique. Des chercheurs du *Massachusetts Institute of Technology* (MIT) prévoyaient à moyen terme une pénurie des sources énergétiques et une augmentation des conséquences néfastes du développement industriel sur l'environnement. Depuis, on ne compte plus les groupes de recherches qui ont tiré à leur tour la sonnette d'alarme.

Ainsi, à l'automne 2012, un important regroupement international de scientifiques a tenté de mettre la population en garde. Si rien n'était fait d'ici 2019, il serait trop tard pour inverser ou même ralentir le phénomène de réchauffement climatique. Les politiciens et les médias ont rapidement relégué le message aux oubliettes, comme tout ce qui ne se traduit pas par une augmentation du vote ou de l'audience, de toute façon. Encore au printemps 2013,

1 Le **Club de Rome** est un groupe de réflexion réunissant des scientifiques, des économistes, des fonctionnaires nationaux et internationaux, ainsi que des industriels de 52 pays, préoccupés des problèmes complexes auxquels doivent faire face toutes les sociétés, tant industrialisées qu'en développement. https://fr.wikipedia.org/wiki/Club_de_Rome, consulté le 18 septembre 2015

2 Le Club de Rome se fit connaître mondialement en 1972 par son premier rapport, *The Limits to Growth* (littéralement *Les limites à la croissance*), traduit en français par l'interrogation *Halte à la croissance ?* Son interpellation intervint à l'apogée de la période dite des Trente Glorieuses, une période de croissance sans précédent dans les pays développés et qui laissait penser que cette croissance était sans limite imaginable. Le concept de croissance zéro, que ce rapport ne préconisait pas, fut néanmoins une des idées fondatrices de l'écologie politique. https://fr.wikipedia.org/wiki/Club_de_Rome, consulté le 18 septembre 2015

ces scientifiques ont réitéré leur message sans réussir à susciter davantage d'attention.

Serait-ce que l'humanité est frappée d'une forme pathologique de déni, comme le suggère le romancier Dan Brown dans son récent ouvrage « *Inferno* »? L'intrigue du roman de Brown repose sur la prédiction statistique d'une explosion démographique pour la race humaine, une perspective qui pourrait être fatale pour l'humanité et la biosphère elle-même. Quand on constate sur Internet la hargne de certains détracteurs de l'auteur et l'absurdité de leurs arguments pour dénigrer les informations scientifiques à la base de son récit de fiction, on ne peut que s'inquiéter.

Si la survie de l'humanité a toujours constitué une lutte incessante, une course pour la préservation des conditions qui ont favorisé son apparition et sa progression il y a quelques millions d'années est actuellement engagée. Elle met en lice les forces vives du progrès durable contre la peur, l'ignorance, la bigoterie et les formes les plus destructrices d'égoïsme soutenues par un ordre mondial que prônent à la fois le néolibéralisme et le néo-conservatisme.

Qu'importent nos futures actions, qu'importe notre technologie, nous savons d'ores et déjà que, sur le plan de la viabilité, le monde que nous léguons à nos enfants ne sera pas meilleur que celui dont nous avons hérité.

Aurons-nous le courage de changer le cours de l'histoire? Pourrons-nous nous mettre d'accord, avant qu'il ne soit trop tard, sur des objectifs et des stratégies qui permettraient d'éviter le pire alors que nous ne partageons même pas la même vision du monde?

Trop de problèmes ont été étudiés isolément alors qu'il aurait fallu adopter plutôt une approche globale, une vision qui tienne compte à la fois de leurs causes et de leurs impacts sociaux et environnementaux. Paradoxalement, nous avons appliqué trop de solutions à grande échelle sans nous soucier de leurs effets locaux et individuels. Le fait est que les idéologies imposent toujours le port d'ocellères qui ne nous font voir que les bons côtés des décisions qui les soutiennent, celles qui nous confortent dans notre foi en elles.

Il devient urgent de provoquer une remise en question d'un nombre important d'idées reçues et de certains paradigmes désuets, de susciter une réflexion autour de notre conception du monde et de faire naître une conscience planétaire chez le citoyen. Je tenterai donc de vous proposer quelques définitions et quelques concepts de mon cru, des points de vue alternatifs sur ce que je considère comme étant les véritables enjeux sociétaux et les sources de nos tourments.

Il ne faut pas croire que j'apporte des réponses et des solutions définitives. Ce sont au mieux des pistes, des hypothèses et des questionnements pour que chacun d'entre vous réévalue la situation et réfléchisse à la portée de ses actions. J'ai mes propres ocellères; vous vous en rendrez probablement compte par vous-même.

Certains voudront croire que je suis un pessimiste. Personnellement, j'hésite plutôt entre le plus optimiste des pessimistes ou le plus pessimiste des optimistes; c'est selon mon humeur.

Cet essai sera mon legs à moi, pour mes enfants et mes petits-enfants, ces êtres humains qu'il faudra sans cesse continuer d'accueillir et d'outiller pour la vie. Parce que jusqu'à maintenant, tant qu'il y avait de la vie, il y avait de l'espoir et nous n'avons jamais su faire autrement...

Il faut qu'un autre monde soit possible!

Claude Philippe Nolin, septembre 2015

Changer le monde

Quelles motivations animent les gens qui, comme moi, rêvent de changer le monde? Le font-ils vraiment pour le mieux-être de la société ou n'est-ce pas plutôt par intérêt personnel? Sont-ils guidés par des rancunes personnelles, des certitudes idéologiques, des dogmes religieux ou par un doute salutaire?

Si ce livre s'apparente à un essai, vous n'en trouverez pas la rigueur. Je n'ai ni le temps ni les ressources pour m'atteler à trouver toutes les sources et références nécessaires étayant mes propos. Je laisserai donc à d'autres le soin de développer ultérieurement les idées et les hypothèses qui sont émises dans ce texte et de les mettre à l'épreuve.

Certains considéreront que je ne maîtrise pas suffisamment toutes les théories et les concepts dont je traite dans cet ouvrage. Je m'en excuse, mais, sur la base de ce que j'en ai compris, il m'a semblé urgent de mettre par écrit les quelques idées que j'ai développées et les quelques rares certitudes que j'ai acquises au cours de ma vie. En voici quelques-unes qui m'inspirent encore tous les jours :

- Pour changer le monde, il faut d'abord l'aimer. Misanthropes et sociopathes s'abstenir.
- Le plus souvent, le monde, ça se change une personne à la fois; il faut toucher l'individu et, de préférence, partir de son propre vécu.

- Une société, ce n'est pas une pâte à modeler qu'on peut pétrir comme bon nous semble. Elle est composée d'individus uniques et complexes qui méritent chacun notre respect et notre attention.

- Il n'existe pas d'idéologie miraculeuse ou de religion universelle qui rende le monde meilleur et les gens heureux. Alors, laissons tomber les solutions mur-à-mur.

- La meilleure des structures ne garantit pas la viabilité d'une organisation ou d'une société s'il n'y a que des gens arrivistes, serviles et égoïstes pour la soutenir.

- Son corollaire est aussi vrai : même dotée de la pire structure, une organisation ou une société reste viable tant qu'il y a des gens inspirés et dévoués pour la soutenir et servir la population. Mais qu'importe le dévouement de ceux-ci, tout sera toujours à recommencer lorsqu'ils la quitteront.

Le sens des mots

Il y a des mots que la langue de bois et le sophisme des bonimenteurs dénaturent au point de nous faire oublier les réalités qu'ils recouvrent. Il y a aussi des mensonges qui nous sont répétés tant de fois et par tant de voix que, parfois, ils finissent malheureusement par supplanter la vérité.

Puis, il y a tous les autres mots que nous entendons fréquemment ou que nous utilisons quotidiennement dans nos conversations, alors que leur véritable sens nous échappe. En réalité, en raison de leur place dans notre culture ainsi que dans notre éducation et de leur instrumentalisa-

tion abusive par les agences de communication et de publicité, nous ne partageons qu'une vague idée du véritable sens des mots.

C'est à certains de ces termes que je souhaite que vous portiez une attention particulière.

Alors, commençons par ce qui nous unit fondamentalement.

Mais, qu'est-ce que c'est, cette fameuse humanité?

L'humanité, c'est l'ensemble des générations d'êtres humains, mortels et faillibles, qui se sont succédé depuis quelques centaines de milliers d'années et qui participent frénétiquement à son histoire, celle d'hier, celle d'aujourd'hui et celle de demain. Ce sont des cohortes d'individus qui héritent malgré elles de la Terre, de l'expérience acquise, des progrès accomplis et de la culture développée par les générations précédentes. Et chacune de ces nouvelles cohortes tente d'améliorer à son tour ses chances de survie et de résoudre ses propres problèmes, frénétiquement, parce qu'il n'y a pas de mode d'emploi, seulement une vague idée de ce qu'il faut faire, un espoir partagé d'améliorer les choses, un instinct d'aller de l'avant. Mais avec le temps, de nouvelles certitudes apparaissent et d'autres s'évanouissent.

Parfois, un problème disparaît de lui-même, parfois il réapparaît alors qu'on le croyait disparu. D'autres problèmes seront écartés parce que les générations qui suivent ne

les perçoivent plus comme tels. Parfois, ce sont les solutions mêmes qui avaient été trouvées qui deviennent un problème. C'est dans l'ordre des choses. Cette longue et lente marche vers des lendemains meilleurs est jalonnée de misères et de malheurs, de grandes illusions, d'erreurs regrettables et de petites victoires, de petits pas et de petits bonheurs.

L'humanité, c'est l'espoir que nous plaçons en nous même, c'est un projet inachevé de devenir collectivement meilleur de vivre en paix entre nous et en symbiose avec notre univers. L'humanité, c'est la perfectibilité de notre race, notre prétention d'être le centre de l'Univers. L'humanité, c'est un point de vue fondamentalement ethnocentriste.

Et l'individu ?

Un individu est un être unique qui a conscience de son existence et qui se retrouve par hasard dans un environnement donné. Il est un être social, conscient qu'il y a d'autres individus dans ce même environnement, des gens avec qui il doit partager et interagir pour arriver à satisfaire ses besoins. L'individu est fondamentalement égoïste au sens que lui donnait William Godwin, considéré comme l'un des premiers théoriciens anarchistes. C'est parce qu'il est égoïste qu'il est doué pour la survie; c'est dans sa nature et il nous faut composer avec ce fait. Or, dans toute société, l'individu doit choisir : soit il s'associe aux autres individus, soit il lutte contre eux afin de combler ses besoins égoïstes.

Dans une situation normale, tout individu devrait comprendre qu'il est préférable de collaborer avec les autres

plutôt que d'être constamment en compétition avec eux. C'est une question d'économie.

Mais, en raison de circonstances particulières, d'événements vécus ou d'une éducation reçue, de nombreux individus sont incapables de faire confiance aux autres, et parfois même, de se fier à leurs proches.

Certaines personnes aiment la domination. Ce serait pour elles une question d'insécurité, de besoins affectifs ou de reconnaissance sociale. Elles ressentent un besoin viscéral de contrôler leur environnement. Pour plusieurs, il s'agit de faire la démonstration de leurs capacités; de prouver quelque chose. Enfin, d'autres personnes aiment la compétition. C'est le pouvoir en lui-même qui les intéresse, la capacité de manipuler, d'ordonner les choses, comme si les humains n'étaient que des pions sur un échiquier. De là à parler de sociopathes...

Peut-être ces individus n'ont-ils pas compris que pour qu'il y ait un vainqueur, il faut que tous les autres soient des vaincus. Ainsi, tous les autres individus sont condamnés à être des perdants. Et, à chaque génération, arrivent invariablement de nouvelles cohortes de prétendants au titre qu'il leur faudra affronter. La paranoïa, ça doit être épuisant à la longue! On peut se demander qui en sort vraiment gagnant...

Qui sommes-nous?

Qu'est-ce qui marque le passage d'un individu dans une société? Qu'est-ce qui fait qu'on reconnaît son apport,

qu'on se souvient de lui? Sont-ce ses pensées, ses actions, ses possessions? Qu'est-ce qui départage l'inné de l'acquis dans la psychologie de cet individu? Quelle est la part réelle des déterminismes et du libre arbitre?

Et qu'est-ce qui permet à un individu de penser et d'agir dans cette société? Ne serait-ce pas la connaissance qu'il a de celle-ci et de son environnement, les outils qu'il possède et la détermination qui l'anime?

Ne faut-il pas revenir à ce qui sert à décrire fondamentalement l'individu?

Cela se résume en fait à peu de choses : ce qu'il est (*l'Être*), ce qu'il possède (*l'Avoir*) et ce qu'il sait (*le Savoir*). C'est, selon moi, ce qui détermine la capacité d'agir de l'individu.

L'Être que nous sommes

L'individu est un être conscient de son individualité.

Au départ, convenons que notre hérédité, notre équilibre biochimique et psychologique sont à la base de notre individualité. Notre milieu, nos relations familiales, nos perceptions, notre culture, notre éducation, notre travail, bref, tout notre vécu se combine pour façonner notre personnalité. Ajoutons que de récentes recherches ont démontré que les traumatismes vécus par les individus pouvaient même être transmis à leurs descendants. Est-ce par la génétique ou la culture? Qui sait?

L'inné et l'acquis favorisent certains individus et en défavorisent d'autres. Une vraie loterie! Ensemble, les constituantes de notre personnalité forment un filtre au travers duquel nous percevons et interprétons la réalité. Comme chaque expérience vécue nous fait évoluer, ce filtre se transforme au gré de nos rencontres, de nos découvertes et de nos expériences. Notre conception du réel évolue avec elles. Nous demeurons inachevés jusqu'au terme de notre vie: de véritables « *Works in progress* ».

Puisque chacun est différent au départ et qu'il évolue différemment des autres, la perception de chacun ne peut que différer d'un individu à l'autre. On peut donc dire que la réalité est plurielle puisque chacun d'entre nous est à la fois unique et semblable en cela aux autres. Et comme chacun de nous se considère comme le centre de l'univers...
Ouille!

Dans la plupart des pays socialement avancés, notre individualité, nos droits et nos libertés sont reconnus par des chartes et protégés par des lois. L'individualisme a remplacé aujourd'hui les formes tribales et ethniques d'un collectivisme clanique et religieux que nos prédécesseurs tenaient par le passé comme essentielles à notre survie et au salut de notre âme. Dans ces sociétés féodales et théocratiques, la conformité des comportements aux normes strictes de la société était une obligation pour chacun.

Ici même, au Québec, il y a à peine quelques décennies, la pression sociale obligeait chaque individu à se conformer à des normes étouffantes. La société canadienne-française était sclérosée, fortement hiérarchisée, blanche, ouvrière ou paysanne, soumise au patriarcat et au catholicisme. Cette

société frileuse et bigote était elle-même dominée par une autre, celle du Canada anglais. Cette dernière était également blanche, aussi fortement hiérarchisée, mais protestante et affairiste. Toute déviance était mal vue, voire prosaite, et pouvait mener à l'exclusion sociale. L'isolement, l'exil ou la folie restaient les seules issues.

De nos jours, nous pourrions croire qu'on ne nous dicte plus notre place dans la société et il peut nous sembler que notre avenir n'est pas tout aussi tracé par la naissance. Bien sûr, l'opinion des parents, des curés et des élites ne fait plus loi. Mais la pression et les inégalités sociales sont toujours présentes, et ce, même si la transition entre les classes sociales est plus facile, même si la mainmise des religions sur les consciences s'est grandement affaiblie, même si les pressions sociales semblent moins contraignantes et si la fonction normative des institutions sociales s'est amincie. Plusieurs décennies de contestation et de volonté de se moderniser ont profondément modifié notre société. En vérité, la pression des normes sociales agit simplement sous d'autres formes, même pour ceux qui croient vivre en marge de la société. On pourrait penser qu'elle est moins verticale et hiérarchisée, mais qu'elle est davantage horizontale, c'est-à-dire, exercée par les pairs.

Notre conception de l'être humain évolue avec l'avancement de la connaissance. C'est-à-dire que plus nous connaissons le monde, plus la vision que nous en avons change et, parallèlement à cela, plus la place qu'y occupe l'être humain évolue. C'est ainsi que la valeur que nous accordons à la vie humaine progresse. La sédentarisation, l'apparition de l'agriculture, l'établissement des routes commerciales, les philosophies humanistes, la république,

la démocratie, les découvertes du quattrocento, l'industrialisation, le bond technologique du vingtième siècle, la reconnaissance universelle des droits et libertés et l'impérialisme culturel occidental figurent parmi les milliers d'événements phares. Et c'est par le biais de la circulation de l'information qu'ils ont contribué à changer notre vision du monde et à faire croître la valeur de la vie.

Ainsi, si Gandhi a pu obtenir la libération des Indes en 1945, c'est peut-être d'abord parce qu'à cette époque, l'Empire britannique ne pouvait plus perpétuer ses rapports de domination avec ses colonies. Les citoyens britanniques, qui venaient de vivre les horreurs de la Deuxième Guerre mondiale, accordaient probablement une plus grande valeur à la vie humaine qu'au prestige et à la richesse auxquels il leur fallait renoncer pour satisfaire aux revendications de la colonie. Informés par les médias de l'époque, les Britanniques ont donc fait pression sur leur gouvernement. La libération entreprise par Gandhi aurait peut-être connu le même triste sort que ses précédentes tentatives si elle s'était déroulée dix ans plus tôt ou si l'Europe n'avait pas connu le nazisme.

Même si l'esclavage, le servage, le patriarcat et le matriarcat ont pratiquement disparu aujourd'hui dans un grand nombre de pays, ils persistent encore dans bien d'autres et réapparaissent même parfois là où on ne les attendait plus, dans le sillage des crises et des contraintes économiques que provoquent la mondialisation néolibérale de l'économie et son mode de consommation. Le cas des « *restavèk* » en Haïti ou du travail forcé des enfants en Asie du Sud, en Afrique du Nord et en Amérique du Sud, le trafic de femmes en provenance des pays de l'ex-URSS ainsi que

les réseaux mondiaux de la prostitution sont de flagrantes démonstrations de l'esclavagisme moderne. L'esclavagisme, c'est la négation des droits et libertés, la négation de l'humanité des individus assujettis.

Qu'importent leurs origines et leurs croyances, les hommes, les femmes, les enfants, les adolescents, les adultes, les vieillards, les immigrants, les marginaux et même les déviants font partie de l'humanité selon la charte onusienne des droits et libertés. Et cela, c'est le principal gain du XX^e siècle!

Certaines de nos valeurs fondamentales sont encore en changement. Ainsi, en Occident, nous ne nous considérons plus soumis à la nature comme l'étaient nos ancêtres. Avec la révolution industrielle, nous avons cru pouvoir la maîtriser, la façonner selon nos besoins et nos désirs. Aujourd'hui, nous sommes de plus en plus nombreux à constater notre évidente incapacité à contenir les conséquences néfastes de notre mode de vie. Nous croyons que nous devrions plutôt chercher à vivre en harmonie avec la nature.

Le rôle social

Le rôle social de l'individu est l'un des plus grands déterminants de son identité. Mais encore une fois, il semble que la possibilité de personnaliser ce rôle est plus grande aujourd'hui qu'elle ne l'était jusqu'à la moitié du XX^e siècle, et ce, même si l'exclusion comme l'inclusion sociales s'opèrent toujours par rapport aux systèmes de valeurs dominants dans tous les pays.

Parce que les humains se construisent toujours une identité en se basant sur des modèles, il y aura constamment, dans nos sociétés, une confusion entre « *l'être* » et le « *paraître* ». Nous sommes ordinairement en deçà de l'image que nous laissons paraître et nous avons régulièrement l'occasion d'être plus grands que cette image. Malheureusement, peu de gens savent saisir cette occasion. Pourtant, je crois qu'il sera exigé d'eux qu'ils deviennent d'ici peu des héros.

En ce début de XXI^e siècle, l'humanité a la capacité de prendre enfin conscience de son rôle historique et de se libérer des tutelles tant politiques, que morales et divines. Elle est appelée à développer une nouvelle éthique sociale. Nous n'en sommes qu'au début; l'humanité se dégage lentement de sa gangue.

L'Avoir qu'on possède.

Une société, c'est d'abord un groupe de personnes qui travaillent ensemble pour combler les besoins de chacun. Il est donc question ici du partage de la richesse produite par cette société. Cette richesse comprend l'ensemble des biens matériels et immatériels que nous possédons ainsi que les services et les facilités qui sont disponibles pour répondre à nos besoins. Nous pouvons l'accumuler ou l'échanger, nous pouvons même décider de la partager ou de la léguer.

La richesse s'acquiert généralement par le produit du travail, mais également par l'investissement, la spéculation et le legs. Par les impôts, les taxes et les autres contribu-

tions, une part du revenu de chacun contribue au bien-être de tous.

Si nous convenons que nous travaillons effectivement ensemble au bien-être de chacun, le partage de la richesse produite par la société se doit d'être équitable. Et cela inclut également une répartition juste des efforts à fournir pour la produire, tels la charge et l'horaire de travail, les études requises, les responsabilités assumées, les ressources matérielles fournies, le stress et le danger encouru. Il est aussi frustrant d'être exclu du partage que de voir des oisifs ou des actionnaires s'accaparer d'une trop grande part de la richesse au détriment de ceux et celles qui la produisent.

Actuellement, Le partage est inéquitable. Le fossé qui se creuse entre les revenus des plus nantis et ceux du reste de la société n'est sûrement par étranger à la perte de confiance dans nos institutions par une part importante de la population. Si nous refusons de remettre en question les règles actuelles de partage, nous risquons de voir davantage de gens - ceux qui n'ont pas l'impression de recevoir leur juste part - démissionner de leurs responsabilités citoyennes, contester l'ordre établi ou encore quitter cette société, c'est-à-dire, *vivre selon d'autres lois*. Plusieurs groupes criminels tirent probablement leur origine de ce ressentiment. Or, dans une société donnée, il ne peut y avoir qu'une seule et même justice qui s'applique pour tous, sinon c'est le chaos et la loi du plus fort qui s'installe.

Une société doit veiller à son propre développement économique, technologique et social. Elle doit voir à rendre avantageuse pour tous les citoyens l'exploitation de ses ressources. Elle doit aussi assurer la prestation de services

collectifs afin de suppléer aux limites individuelles. Elle doit enfin constituer, gérer et préserver le bien commun tout en garantissant le respect de la propriété individuelle de même que la sécurité de ses citoyens.

Le bien commun est constitué de toutes les ressources naturelles, technologiques et humaines dont dispose l'État sur son territoire et dans sa sphère d'influence. Il est lui aussi comptabilisé dans l'avoir des individus.

Si l'avoir, c'est l'ensemble des richesses produites et accumulées, la monnaie en facilite la circulation et les échanges alors que l'épargne et l'investissement permettent son accumulation et sa croissance.

L'avoir, c'est donc tout ce dont nous disposons individuellement et collectivement. Il est l'outil qui nous permet d'être et d'agir dans la société. Il procure pouvoir et prestige. Il est donc normal que son partage donne lieu à des luttes sociales. Certains individus ou groupes d'individus désirent s'accaparer davantage de cette richesse alors que d'autres aspirent à son partage équitable. Ce différent est exacerbé du fait que, plus la richesse est concentrée, plus elle permet à ceux qui la détiennent d'influer sur son partage et sur l'ensemble des décisions qui concernent la société. Le déséquilibre devient facteur de troubles.

On peut posséder des biens matériels et immatériels (des idées). Toutefois, à travers l'histoire des êtres humains, il y a aussi eu la question de posséder d'autres êtres humains. Bien qu'aujourd'hui fermement condamné par l'ensemble des sociétés modernes, l'esclavagisme a toujours représenté une façon radicale de détourner le produit de la

force de travail des plus démunis, ce qui, je le répète, est la négation des droits et libertés, la négation de l'humanité des individus assujettis.

Le Savoir qu'on acquiert

Pour assurer sa pérennité, toute société doit relever les défis et résoudre avec efficacité les problèmes auxquels elle est confrontée. Pour cela, elle doit impérativement diffuser tous les savoirs utiles à son fonctionnement et à son développement. À cet égard, elle doit **créer et entretenir des institutions** pour acquérir, accumuler et structurer ces savoirs, puis former les gens chargés de les transmettre. La société ne peut en effet se permettre d'avoir à réinventer la roue à chaque nouvelle génération, car ce ne serait ni efficace ni économique. La transmission du savoir constitue également une occasion de sociabiliser les nouvelles générations de même que les nouveaux arrivants, contribuant ainsi à leur intégration sociale et idéologique. La société atteint ainsi une plus grande cohésion sociale, synonyme pour elle de stabilité.

Le savoir procure l'autonomie aux individus. S'il contribue à leur permettre d'échanger leur force de travail contre un meilleur revenu, de combler plus facilement leurs besoins, on peut penser aussi que, moins les individus dépendent des autres, moins ils auront à leur rendre de comptes. Cette autonomie contribue donc beaucoup à leur identité et à leur dignité.

Si tous les savoirs acquis par l'individu, tant les « *savoirs être* » que les « *savoirs faire* », lui permettent à la fois

de contribuer à la société, de combler ses besoins et d'acquiescer un statut social, ils lui permettent surtout d'agir au sein de la société et d'intervenir sur son environnement, de comprendre les tenants et aboutissants de ses décisions et ainsi de choisir plus efficacement. Le savoir, c'est aussi le pouvoir!

Il est essentiel, dans une société qui se prétend démocratique, de rendre accessible à tous ses citoyens l'ensemble du savoir que l'on nomme « l'information », qui est nécessaire à la vie démocratique et à une économie au service de tous.

Il est aussi primordial que la société voie au développement optimal de chacun de ses citoyens. Elle ne doit ni favoriser les uns, ni défavoriser les autres puisque, à moyen et à long terme, elle n'a aucune idée quant à son propre avenir. Elle ignore de qui, parmi ses citoyens, les talents ou aptitudes lui seront essentiels.

Le contrôle de l'information et la démocratie

Avec la profusion des médias d'information qui marque notre nouveau siècle, ne devrions-nous pas être capables de prendre en tout temps des décisions éclairées quant aux choix sociétaux que nous devons faire? La question sous-entendue ici n'est-elle pas celle de la véritable valeur que l'on doit accorder à l'information que nous recevons?

Theodor W. Adorno, chercheur à l'École de Francfort, s'inquiétait déjà il y a près de 75 ans du pouvoir des médias. Témoin des méfaits du nazisme et du communisme sovié-

tique puis, durant la guerre froide, de ceux du capitalisme et du maccarthysme, il voyait dans les médias de masse un dangereux outil de contrôle de l'opinion publique aux mains d'idéologies totalitaires et d'entreprises assoiffées de profit. Les chercheurs des Écoles de Birmingham et de Columbia ont démontré qu'il avait tort, le spectateur n'étant pas, selon les résultats de leurs recherches, aussi docile que ne le présumait Adorno. Nous avons alors été rassurés, durant quelques décennies.

Malheureusement, des recherches plus récentes nous amènent à tirer à nouveau la sonnette d'alarme. Nous devrions peut-être nous inquiéter davantage des mensonges qui sont actuellement diffusés par quelques grands conglomérats. Ceux-ci ont acquis un très important pouvoir d'influence par la concentration de journaux, de stations de radio et de télévision, de technologies de l'information et de l'Internet, et de maisons d'éditions et de production cinématographique qu'ils détiennent. Ils ont entrepris la convergence de ces médias et ont opté pour la marchandisation de l'information.

Associés aux maisons de communication, de lobbyisme et de création d'images, les conglomérats de l'information offrent aux puissants la capacité de contrôler l'information. Ils manipulent les faits, en les amplifiant ou en les taisant, en omettant de petits détails, certains discours discordants. Ensemble, ils nous répètent et relaient *ad nauseam* des mensonges qui, à force d'être répétés, deviennent trop facilement des vérités. La situation est grave au point où le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), chargé de la protection du droit du public à l'information, a même songé à assouplir, en fé-

vrier 2011, ses normes concernant l'interdiction de diffuser sciemment de l'information fautive ou trompeuse...

Et ces géants s'accaparent tellement l'espace médiatique qu'il n'y aura bientôt plus de place pour la vérité! Leur pouvoir est tel que la démocratie est pratiquement à leur merci. Pire, le gouvernement fédéral s'attaque à rogner, mois après mois, les capacités financières de son propre réseau national, la SRC-CBC. Quand on sait que la chaîne nationale reste, selon le chercheur Marc-François Bernier, le seul groupe médiatique à se démarquer en conservant encore une confiance relative de la part du public³...

Les sondages sur la confiance envers les journalistes et les médias démontrent d'année en année que la population n'est pas totalement dupe. Ainsi, dans l'incapacité de connaître la vérité, le citoyen se sent de plus en plus inapte à choisir de façon éclairée. Derrière l'érosion de la confiance du citoyen envers les médias d'information, c'est donc l'un des fondements mêmes de la vie démocratique qui se fragilise. Comment alors préserver notre droit à une information de qualité et non instrumentalisée?

Peut-être devrions-nous considérer l'information brute comme un « bien commun »? Les entreprises qui désirent exploiter cette ressource seraient alors soumises à une réglementation. Devrait-on protéger les salles de rédaction de l'emprise de la mise en marché, de la rentabilité et de la convergence?

3 Marc-François BERNIER (2008), *Journalistes au pays de la convergence. Sérénité, malaise et détresse dans la profession.*

Devrions-nous obliger les consortiums à verser des redevances pour financer davantage les médias alternatifs? Mais, quelle évaluation faisons-nous aujourd'hui de l'expérience de la télévision communautaire par exemple, celle qui reçoit son financement du Fonds des médias auquel contribuent les entreprises de distribution et de radiodiffusion par le CRTC?

Les nouveaux médias

Si les nouveaux médias offrent un plus grand accès à l'information, la validité de celle-ci ne s'en trouve pas pour autant assurée. Au contraire, les médias sociaux sont les plus à même de servir de véhicule à la désinformation, aux rumeurs et aux manipulations de l'opinion publique. L'élite financière a des moyens financiers et techniques disproportionnés dans l'usage des réseaux. Elle a une immense capacité de propager ses points de vue à grande échelle, de calomnier et de bâillonner ses opposants, de délimiter notre accès aux sources alternatives d'information et de nous mitrailler littéralement de sa propagande. Toute communication est une tentative pour propager son point de vue. Mais, dans un monde idéal de démocratie, ne pourrait-on pas avoir un accès égal et équitable aux moyens de connaître les faits, d'exprimer son point de vue, d'être entendu et, bien sûr, d'entendre ceux des autres, quels qu'ils soient?

Au CRTC, on a cru à tort que la concentration et la convergence des médias mèneraient à une plus grande variété de sources d'information. Dans les faits, elles ont plutôt conduit les grands réseaux à adopter des politiques de rationalisation des ressources afin de réduire leurs coûts

d'exploitation et, finalement, à promouvoir une information-spectacle permettant de vendre plus de spectateurs aux commanditaires. Cela se traduit par une réduction drastique des sources d'information, justifiée selon les conglomerats médiatiques par la concurrence féroce qu'ils se livrent entre eux. Les nouveaux médias ne font donc que répéter, tel un perroquet, ce que les autres médias du même consortium ou des agences de presse publient déjà. Il n'est donc pas rare de retrouver, à peine modifiés, les mêmes textes d'un média à l'autre, quand ce n'est tout simplement pas un copier-coller des communiqués de presse envoyés par les services de communication ou de relation publique gouvernementaux, les entreprises privées ou encore les organismes de la société civile.

Une guerre mondiale cachée fait actuellement rage entre les tenants d'un Internet non réglementé pour, disent-ils, libérer l'humanité et ceux qui, sous le couvert de la protection contre le terrorisme et les abus de toutes sortes, bâillonnent en fait la population et mènent l'humanité à son asservissement.

Mode d'organisation

La société

La sociologie définit la société comme étant « *la multiplicité des interactions de sujets humains qui compose le tissu fondamental et élémentaire de la société et lui confère existence* »

*et vie*⁴». Toutefois, pour cet ouvrage, la société ne constitue pas un objet d'analyse, mais plutôt ce projet dans lequel nous sommes bel et bien engagés et auquel nous devons adhérer pour améliorer collectivement nos conditions de vie. Ainsi, je préfère la définition suivante : une société est « *un regroupement de plusieurs individus qui travaille ensemble au bien-être de chacun*⁵ ». On pourrait également la définir comme étant « *un regroupement d'individus qui partagent et poursuivent un intérêt commun, la quête d'un certain bonheur* ».

Si tous les gens sont fondamentalement égoïstes, la plupart d'entre eux acceptent heureusement de faire des compromis parce qu'ils comprennent qu'en collaborant ensemble, ils auront de meilleures chances de survivre et d'atteindre ce bonheur. Nous avons tous nos faiblesses, nos ambitions. Mais la plupart du temps, notre conscience, notre jugement et notre empathie nous amènent à tempérer nos pulsions égoïstes, peut-être parce qu'individuellement, nous reconnaissons dans l'autre un individu égal à nous-mêmes. C'est une de nos valeurs sociales. Nous sommes conscients que nous avons de meilleures chances de nous en sortir ensemble qu'isolés.

Nous devons donc coordonner nos interactions, nos droits et nos libertés. C'est-à-dire, accepter que des règles interviennent pour les rendre fluides et non compétitifs avec ceux des autres, et accepter de collaborer, d'ajouter nos ef-

4 Guy Rocher, *Introduction à la sociologie générale*, tome 1, p. 16, Hurtubise HMH, 1969.

5 Définition inspirée d'un dictionnaire philosophique,

forts à ceux de la collectivité afin d'aller plus loin⁶. N'est-ce pas, en quelque sorte, la concrétisation de la théorie psychologique, philosophique et biologique de la « *gestalt* », l'idée que le tout est plus grand que (différent de) la somme de ses parties ? Or, il est évident que plusieurs citoyens n'adhèrent pas à cette idée de partage et de collaboration. Pour eux, la société est une jungle où chacun doit tenter de survivre. Ils n'acceptent pas de collaborer avec leurs concitoyens, ils sont plutôt en concurrence avec ces derniers. Si les circonstances les y obligent, ils se rallieront au groupe, mais ce sera uniquement pour atteindre leurs objectifs personnels. Pour eux, c'est toujours la loi du « *chacun pour soi* », du « *au plus fort la poche* » et du « *tasse-toi donc, mon oncle!* ».

Dans les cas bénins, ils refusent la simple coordination. Ce sont eux qui passent devant les autres, qui ne se gênent pas pour prendre la plus grande part du gâteau. Ils brûlent les feux rouges et font fi de la courtoisie. En affaires, on les voit qui recourent à la concurrence déloyale et qui exploitent sans vergogne leurs employés. Au travail, ils tirent au flan, ne font pas leur part, ils volent le lunch d'un autre dans le frigo et n'hésitent pas à écraser ou à manipuler quelqu'un pour obtenir un avancement. Dans les cas plus graves, ils trichent l'impôt, embauchent leurs ouvriers au noir, volent dans les magasins et cherchent à frauder le système.

On pourrait s'attendre à retrouver ces comportements dans des milieux défavorisés, là où la survie dépend de ce type de méfaits. Pourtant, ils sévissent également dans les

6 Lire à ce sujet le remarquable essai de David Robichaud et de Patrick Turmel, *La juste part, Repenser les inégalités, la richesse et la fabrication des grille-pains*, paru dans la collection *Documents* chez *Nouveau Projet* en 2012.

milieux les plus aisés, comme si le pouvoir conférait un statut privilégié à ceux et celles à qui sourit la fortune. Mais, ces attitudes ne se retrouvent-elles pas un peu en chacun de nous ?

Il y a aussi ceux pour qui la société est un terrain de chasse. Ceux-là sont les prédateurs. Ils cherchent le pouvoir, la richesse et l'avancement social pour leur petit confort personnel. Et ce pouvoir, ils comptent l'obtenir par l'argent et leur ascendance sur les autres. Ils misent sur les privilèges et les avantages que leur procure leur situation économique, spirituelle, politique, professionnelle ou même familiale. Ce sont pratiquement des sociopathes. Tous les moyens sont bons pour parvenir à leurs fins, quitte à corrompre les uns pour mieux écraser les autres.

Mais, je répète la question, n'avons-nous pas tous ce petit côté sombre qui nous murmure d'adopter occasionnellement de telles attitudes au fond de nous même ? Nous sommes fondamentalement des égoïstes...

L'intégration sociale

Nous naissons tous dans une société donnée. Et, par le biais de nos parents, de nos amis et des différents agents associés à notre formation, nous acquérons les différents savoirs utiles à notre insertion sociale. On ne nous demande pas notre assentiment pour nous intégrer à cette société. La question de l'adhésion ne se pose généralement pas. Autrefois, il y avait bien des cérémonies, des rituels de passage où les jeunes étaient officiellement intégrés à la société des adultes. Si certains rites perdurent encore aujourd'hui dans

de nombreuses sociétés sous différentes formes, on semble tenir cette adhésion pour acquise dans la plupart des sociétés modernes. Pourtant, la question demeure. Et la révolte cyclique des jeunes générations, n'est-elle pas le symptôme flagrant de leur réticence à se joindre au troupeau?

Dans nos sociétés, les rebelles, les marginaux et les asociaux sont relativement tolérés. Si les individus deviennent trop déviants, on tentera de les réintégrer (la normalisation) par des mesures éducatives ou relativement répressives ou même coercitives selon le degré de déviance ou le respect que l'on accorde aux droits et libertés. Mais, si ces individus persistent dans leur déviance, ils seront écartés d'une manière ou d'une autre afin de ne pas entraver le fonctionnement des activités normales de la société.

Quelle société voulons-nous léguer à nos enfants? En voudront-ils?

L'autoritarisme

Il existe deux types d'autorité. Celle qui est reconnue aux individus méritoires et celle qui est imposée.

Les premiers sont des gens qui, par leurs savoirs et leurs façons de faire, inspirent une grande confiance et une grande admiration à leurs semblables. On les consulte pour prendre des décisions en tant que « *leader d'opinion* », par exemple. À la tête d'une organisation, ils inspirent les autres et les amènent parfois à se surpasser pour atteindre des objectifs collectivement élevés. Ils ont généralement démontré de grandes capacités par le passé et nous ont convaincus de

leurs grandes compétences. On dit de ces personnes qu'elles « *font autorité* ».

Les seconds fondent plutôt leur autorité sur leurs titres, leur position hiérarchique et leurs diplômes. Ils prétendent détenir la capacité de prendre les bonnes décisions. Ce type d'autorité doit être confirmé par une institution (le patron, le conseil d'administration, le syndicat, le gouvernement ou même la tradition). Lorsque les compétences leur font défaut, ils utiliseront leur pouvoir discrétionnaire pour centraliser davantage l'information et le pouvoir qu'elle leur confère. Souvent, ils instaureront une atmosphère de suspicion et de délation dans leur organisation, intimidant et dénigrant leurs subalternes.

On nomme autoritarisme tout système où l'autorité impose son contrôle sur les individus par des moyens coercitifs, tels que la crainte de représailles, la force et la terreur. L'autoritarisme est une atteinte aux droits, aux libertés et à la dignité humaine et mène nécessairement au développement de la soumission et à l'aviilissement de ses complices, même ceux qui se bornent à se taire.

Comme tout système, ce pouvoir autoritaire repose sur une idéologie, une interprétation du réel qui, ceux qui l'exerce tentent de s'en persuader, justifie son autorité. Pour imposer sa vision du réel, l'autorité impose un contrôle strict de l'information et des moyens de communication. Elle les utilise pour sa propagande. Ce n'est qu'ainsi qu'elle peut conserver une apparence de légitimité, autant aux yeux du pouvoir supérieur qu'à ceux des individus dominés. Si la propagande, les actions exemplaires, la rumeur et la délation sont les principaux outils de l'autoritarisme,

elle n'en utilise pas moins la récompense et la flatterie pour favoriser les bons comportements. Son but inavoué est de détruire efficacement la solidarité entre individus au sein de sa société en propageant la paranoïa (peur de l'autre, peur d'être pris en défaut et de tout ce qui est étranger) et une vision manichéenne du monde (nous sommes les bons et eux sont les méchants). Le plus simple pour cela est de se trouver un ennemi, que ce soit un problème organisationnel (le gaspillage par exemple), une menace à son pouvoir (une opposition) ou une autre entité concurrente (une autre société).

Tous ceux qui ne sont pas d'accord avec le pouvoir seront automatiquement associés à l'ennemi; ce sont des traîtres dont l'existence justifie toutes les mesures d'exclusion et de répression. Souvent, pour asseoir sa domination politique, un gouvernement autoritaire et machiavélique provoquera et téléguidera d'un côté la révolte, puis la réprimera par la suite en n'oubliant pas de flatter la collaboration et la délation. Souvenons-nous de 1984, le célèbre roman d'Orson Well. En démontrant qu'elle contrôle la situation, l'autorité prétend rassurer le peuple, mais, dans le fond, elle inculque aux individus un sentiment d'impuissance face à l'omniprésence de son pouvoir.

L'utilisation de la force par l'autorité pour contrer ceux qui menacent la sécurité publique sublime les frustrations quotidiennes de la population. Le mécontentement populaire face à l'incompétence de l'autorité pourrait finir par amener le peuple inassouvi à se dresser contre cette dernière. Appliquée avec démesure, la répression peut également pousser la population à se révolter contre l'autorité. La loi 12, adoptée par le gouvernement de Jean Charest

en 2012 contre les manifestations étudiantes du Printemps érable en est un bon exemple. La tentative de révolution Syrienne aussi, mais plus tragiquement.

Sauver l'humanité?

Pourquoi avons-nous l'obligation de nous préoccuper de l'humanité?

« Pourquoi faut-il sauver le monde malgré lui? », « Pourquoi, moi, je devrais avoir l'obligation de faire quelque chose? », « Je ne veux pas avoir à endosser cette responsabilité! ».

Cela résume le sentiment de plusieurs personnes qui, de nos jours, baissent les bras devant la tâche à accomplir.

Dans les sociétés avancées, nous avons entrepris de combattre la pollution et le gaspillage des ressources. Nos efforts sont encore loin d'être suffisants, mais nous sommes relativement conscients de la gravité de la situation. Néo-libéralisme oblige, les gouvernements ont choisi de miser davantage sur la responsabilisation des individus et l'auto-régulation de l'industrie plutôt que de contrôler et de réguler l'industrie. Les OSBL et les commerces ont emboîté le pas, et les campagnes vertes déferlent sur les citoyens. *Tout le monde, il est beau, tout le monde, il est vert!*

Nous sommes donc responsables de notre consommation et de nos déchets. Individuellement, nous séparons les matières recyclables de nos déchets et nous nous mettons à

composter frénétiquement. Cela nous donne l'impression d'agir et cela nous semble éthique.

Mais, à l'autre bout de la chaîne, certains recycleurs en viennent déjà à jeter les matériaux récupérés parce qu'ils ne leur trouvent pas de débouché industriel. Aucune norme gouvernementale ne vient obliger les entreprises à respecter une quelconque teneur en matériaux récupérés; la Société québécoise de récupération et de recyclage n'a aucun pouvoir en la matière. En même temps, l'industrie favorise l'utilisation de matériaux de moindre qualité pour augmenter ses marges de profit. Elle adopte l'obsolescence programmée pour se garantir de futures ventes. Quelques normes, telles LEED et ISO, ont bien été adoptées par les entreprises, peut-être plus souvent par souci de séduire une clientèle écologiste plutôt que de ménager réellement la planète. Ainsi, lors d'un grand salon de l'automobile, en 2008, un vice-président d'un des grands constructeurs d'automobile américains a déclaré à un journaliste de la SRC que, pour son entreprise, l'intérêt des consommateurs pour des voitures plus écologiques « *n'était qu'une mode et que celle-ci finira par passer* ».

Et nous continuons de consommer comme avant en utilisant notre véhicule comme bon nous semble et en achetant des produits de piètre qualité qu'on importe de l'autre bout du monde parce qu'ils sont moins chers. Nous continuons à travailler de manière insouciant au sein d'entreprises qui polluent ou qui prennent de gros risques avec notre sécurité.

Le néolibéralisme crée une pression énorme sur les gouvernements afin de poursuivre la déréglementation

des activités industrielles. Il propose plutôt de miser sur les mécanismes d'autorégulation des entreprises induits par le marché. Or, les entreprises sont, par définition, vouées à la rentabilité. C'est pour elles une question de survie. Le choix entre obéir aux règles ou survivre est donc clair pour leurs dirigeants lorsqu'ils se trouvent acculés au pied du mur. Ce n'est pas nécessairement parce qu'ils sont de mauvais citoyens, au contraire. Imaginez la responsabilité d'un employeur qui sait que des dizaines, voire des centaines d'emplois dépendent de sa décision... Mais il y a aussi bon nombre d'incitatifs financiers qui sont offerts par les entreprises à leurs PDG pour les inciter à forcer la rentabilisation des investissements qu'ils administrent.

Nos gouvernements qui, en temps d'élections, nous promettaient de veiller au grain deviennent avides de développement économique dès que les odeurs caractéristiques du pétrole et du gaz parviennent à leur nez. Pour eux, tout ce qui peut créer du développement économique et des emplois est politiquement rentable... Mais ils ne semblent guère plus habiles à gérer les catastrophes et les scandales qu'à les prévenir. Ainsi, pour atteindre leurs objectifs de «déficit zéro», ils préfèrent mettre à pied leurs inspecteurs et leurs professionnels qui pourraient tirer sur la sonnette d'alarme.

Comme je l'écrivais dans l'avant-propos de cet ouvrage, de nombreux scientifiques crient « *au feu* » depuis des décennies et nous ne réagissons pas; nous ne nous laissons pas convaincre facilement. Les écologistes doivent parfois avoir l'impression que l'humanité se précipite volontairement vers un mur, comme mue par une volonté inconsciente de disparaître. Un inconscient collectif voué à l'autodestruc-

tion, à la mort, comme ces baleines qui viennent s'échouer sur les plages...

Selon certaines personnes, nous n'avons pas à prendre la responsabilité de sauver l'humanité malgré elle. Ce n'est pas de notre faute si le monde ne veut pas changer. À les croire, ce sont les écologistes qui ne comprendraient pas qu'il est temps pour l'humanité de disparaître, comme les dinosaures l'ont fait avant nous. Elles croient probablement qu'une nouvelle espèce prendra la relève d'ici quelques millions d'années et que cela est dans l'ordre des choses.

Mais toutes ces personnes nous disent cela dans le confort de notre civilisation. La plupart refusent de remettre en question leur mode de vie et participent à consommer plus de ressources que la planète ne peut produire. Elles s'opposent avec vigueur aux projets d'oléoducs dans leur municipalité, mais continueront d'utiliser leur VTT, leur motoneige, leur motomarine ou leur « Hummer » pour s'amuser. Les contradictions du syndrome « *pas dans ma cour* » sont nombreuses.

D'autres participent effectivement au recyclage des déchets, au compostage des matières organiques et à tous les efforts possibles pour moins polluer, mais plus pour des questions d'éthique sociale ou, encore, pour leur image et leur bonne conscience.

Alors que la situation environnementale se dégrade à grande vitesse, tous ces gens baissent les bras alors que plus de la moitié de l'humanité n'a pas droit au chapitre. Peut-être simplement parce qu'on se sent dépassés par la situation, on condamne cette majorité d'humains qui n'a

jamais eu, elle, accès au progrès, à l'éducation, aux services de santé et aux loisirs. Elle ne parvient même pas à répondre à ses propres besoins. Ses droits et libertés sont bafoués chaque jour et elle vit dans la misère. Elle est condamnée parce que des personnes privilégiées qui en auraient la capacité ne croient pas avoir personnellement l'obligation de sauver leur monde.

C'est pourtant le développement des pays avancés qui a conduit la planète au bord du gouffre. Pour répondre à nos besoins et nos caprices, nous, les citoyens des nations les plus favorisées, avons permis à nos entreprises de piller et ravager la planète. Nous avons autorisé nos gouvernements à les laisser faire. Afin de maintenir nos privilèges, nous avons même laissé nos entreprises et nos gouvernements soutenir des despotes et des tortionnaires qui asservissaient, emprisonnaient et tuaient des êtres humains. Repus, nous nous sommes soumis docilement aux diktats de l'économie, abrutis par le bruit des médias, aurait dit Adorno.

Pourtant, nous, les Occidentaux, sommes parmi les générations d'humains les plus technologiquement et socialement avancées, les plus techniquement compétentes, les plus éduquées et les mieux équipées que l'humanité n'a jamais comptées depuis l'aube des temps. Malheureusement, il y a de fortes probabilités pour que nous soyons également les dernières à l'être...

Nous n'avons pas choisi de naître ici, en Amérique du Nord et nous n'avons pas non plus été consultés sur la question. Mais, privilégiés par le hasard, par notre condition d'humains libres, conscients de l'état de dépérissement du monde, de notre dette envers nos anciennes colonies

et armés du savoir nécessaire, n'avons-nous pas, nous les citoyens des sociétés avancées, le devoir moral d'agir et de sauver l'humanité, ne serait-ce que par solidarité envers nos sœurs et nos frères moins favorisés ?

Ou bien concédons-nous simplement et égoïstement qu'après nous, il n'y a plus d'avenir ?

N'est-ce pas Jean-Paul Sartre qui a dit que l'humain se définissait d'abord par ce qu'il fait ?

La quête de la liberté

Qu'est-ce qui distingue les droits des libertés et des privilèges ?

La liberté est la faculté de pouvoir choisir qui est conférée à chaque individu. C'est ce qu'on appelle le « *libre arbitre* ».

Le droit désigne plutôt la possibilité, pour chaque individu, de faire ou d'exiger ce qui est permis par la loi ou l'autorité.

Les libertés précèdent les droits et les législations parce qu'elles sont reconnues indistinctement à tout individu du simple fait de son appartenance au genre humain. Par extension, elles pourraient l'être pour tout être pensant ou conscient, qu'il soit humain ou non, mais nous n'entrerons

pas ici dans ce type de débat, qu'on laissera pour l'instant aux philosophes et aux xénoanthropologues.

Dans toute société, les libertés individuelles des uns entrent fréquemment en concurrence avec celles des autres. Les règles de droit et les législations ont donc comme fonction première de baliser l'usage de ces libertés afin d'éviter les conflits entre les individus. Adoptées par les autorités, elles permettent de coordonner les libertés individuelles pour que, théoriquement, tous puissent en jouir⁷. On dit que l'État doit arbitrer les intérêts divergents de la société.

Les droits et les lois peuvent évoluer dans une société donnée selon la disponibilité des ressources matérielles, humaines et financières ainsi que suivant la conjoncture, les changements des valeurs sociales ou l'apparition de nouveaux besoins et de nouvelles technologies.

La réciprocité et l'universalité des droits et libertés

Si, dans une société donnée, on accepte qu'un seul individu soit, de façon anormale, illégitime ou immorale, privé de ses droits et de ses libertés, c'est que les droits et les libertés ne sont plus considérés que comme de simples privilèges. C'est pourquoi nous devons toujours rester vigilants.

⁷ Lire *La juste part, Repenser les inégalités, la richesses et ll fabrication des grille-pains*, de David Robichaud et de Patrick Turmel, collection *Documents* chez *Nouveau Projet*, 2012.

De même qu'il ne faut pas empêcher les individus qui possèdent de plus grands potentiels d'atteindre leur plein développement sous prétexte d'égalitarisme, il ne faut pas laisser pour compte ceux dont le potentiel est moindre au nom d'un équilibre budgétaire ou de rationalisation. Il faut plutôt revendiquer pour chacun le droit au plein développement de ses capacités et de ses compétences.

C'est à la société de palier aux déficiences des individus démunis ou handicapés afin de leur permettre d'user de leurs droits et libertés, d'atteindre leur plein épanouissement et d'apporter leur contribution à la société. Le respect de l'universalité et de la réciprocité des droits et libertés est primordial.

Les limites des droits et libertés

La liberté ne permet pas à l'individu de faire ce qu'il veut quand il le veut. Cela dégènerait rapidement en chaos puisque la liberté d'un individu se heurterait inévitablement à celle des autres. Au regard de leur universalité et de leur réciprocité, nous pouvons déduire certaines limites naturelles :

- Les droits et libertés des autres individus;
- Les limites (innées ou acquises) psychologiques, intellectuelles, physiques et biophysiques propres à l'individu. Celles-ci déterminent sa capacité à élargir ses choix et à en assumer individuellement ou collectivement les conséquences;

- La disponibilité des ressources personnelles ou collectives nécessaires, la capacité de l'environnement et l'avancement du savoir et des technologies.

Ce sont les règles de droit (les lois et les règlements) qu'adopte la société qui arbitrent la concurrence entre les droits et libertés des individus.

La responsabilité

Jean-Jacques Burlamaqui, juriste genevois du XVIII^e, écrivait dans *Principes du droit naturel* :

« Le droit produit l'obligation. Le droit et l'obligation sont deux idées relatives, comme parlent les logiciens : l'une de ces idées suppose nécessairement l'autre et l'on ne saurait concevoir un droit, sans une obligation qui y réponde. »

Si un individu n'accepte pas d'assumer ses propres responsabilités, aussi bien celles qu'implique son choix que celles qui en sont la conséquence, elles deviendront tôt ou tard un fardeau pour la société et d'autres individus devront les assumer à sa place.

Ce fardeau représentera donc en lui-même une entrave anormale, illégitime et immorale aux droits et aux libertés de ces individus.

Par conséquent, au regard de la réciprocité des droits et libertés, chaque individu doit accepter d'assumer ses res-

ponsabilités s'il veut que la société lui reconnaisse ses propres libertés.

Le privilège

Le privilège est un droit exclusif, une autorisation qui est accordée exceptionnellement sur la base de critères objectifs ou arbitraires afin de permettre à des individus de bénéficier d'autorisations ou d'avantages. Le privilège n'est pas accordé à l'ensemble des membres de la communauté. Pour l'obtenir, l'individu doit avoir démontré qu'il détient un savoir, une qualité ou une compétence particulière. Le privilège est attribué en raison de la rareté ou du coût élevé d'un bien, d'un service, d'une ressource ou d'une technologie ou encore en raison de sa dangerosité ou de son caractère amoral et antisocial.

Le privilège peut être socialement acceptable s'il est accordé de façon équitable sur la base de critères objectifs, par exemple, lorsqu'un individu fait preuve d'une disponibilité, d'une compétence ou d'une capacité particulière ou que cela est utile à la société et ne lui nuit pas. Son attribution et son usage doivent être encadrés par des balises claires et acceptables par tous. Par exemple, tout le monde a le droit de posséder un **véhicule automobile**, mais seulement les individus qui en possèdent à la fois la capacité et la compétence et qui acceptent de se conformer aux règlements de la circulation pourront obtenir et conserver un permis de conduire.

Un privilège devient inacceptable s'il est dénié à des individus en raison de leurs origines ou de leur refus de se

soumettre à des contraintes arbitraires. De même, il doit être dénoncé s'il accorde trop de pouvoir à son détenteur au mépris de l'équité, des droits, des libertés et de la justice, qu'il nuit à la société ou qu'il ne sert qu'aux seuls détenteurs du privilège et de l'instance qui le leur accorde. Les milices au service d'un état dictatorial, comme les *Tontons macoutes* sous le régime Duvalier (père) en Haïti, les écoutes illégales de la NSA aux États-Unis révélées par Edward Snowden ou les chemises brunes en Allemagne sous le Troisième Reich en sont des exemples. Cependant, la plupart du temps, il s'agit de passe-droit comme les permis de garderie accordés par l'ancien ministre libéral, Tony Tomasso, à ses proches et aux amis du Parti.

Les enfants

Les enfants sont des individus en devenir. Ils sont très vulnérables et démunis face au monde et à la société. Le développement de leur corps et de leur intellect est un lent processus. Cela exige qu'en raison de leur incapacité à subvenir à leurs besoins essentiels, de leur inaptitude et de leur ignorance des adultes veillent à les nourrir, les loger et les protéger d'eux-mêmes et des autres, et ce, jusqu'à la fin de leur croissance. Les enfants ne sont pas la propriété de leurs parents. Ils sont sous leur responsabilité jusqu'à leur majorité légale ou jusqu'à ce qu'ils puissent devenir autonomes. Cette responsabilité implique pour les adultes de préparer les jeunes à devenir des adultes libres et responsables.

Je crois que la grande majorité des gens aiment leurs enfants, même quand ils ne savent pas comment exprimer cet amour sans détruire leurs enfants. Peut-être parce que

l'amour se vit d'abord par les émotions et que plusieurs ne cherchent pas plus loin. C'est probablement pour cela qu'il y a tant de drames familiaux. Les gens ont peur de perdre l'objet de leur amour ou, plutôt, la source d'émotions variées qui va de l'amour sincère à un orgueil démesuré. **L'amour doit être réciproque, sinon il n'est que l'expression** d'un illusoire et néfaste droit de propriété sur les autres. Et ils sont encore nombreux ces parents qui croient avoir un droit de propriété sur leurs enfants, tout comme il y en a qui croient avoir des droits sur leur conjoint. Pourtant non. Dans les deux cas, nous n'avons que des responsabilités et des engagements envers eux. Prétendre le contraire, c'est violer leurs droits et libertés.

Ainsi, si les parents ont le droit d'élever leurs enfants selon leurs valeurs et leurs croyances religieuses, ils n'en ont pas moins l'obligation de leur permettre de recevoir un enseignement objectif, un enseignement qui couvre aussi les autres courants religieux ainsi que l'athéisme et l'agnosticisme. Ce n'est qu'ainsi que les parents respecteront la liberté de croyance de leurs propres enfants, car ces derniers ne pourront choisir véritablement que s'ils sont bien informés des choix qui s'offrent à eux.

Jusqu'à la fin de l'adolescence, malgré l'autonomie dont ils sont capables, rares sont les enfants qui sont aptes à assumer la totalité des conséquences et des responsabilités qui viennent avec la liberté. C'est donc graduellement que la majorité d'entre eux feront l'apprentissage de cette liberté. Ils élargiront leurs possibilités, soit par la négociation de nouvelles permissions avec leurs parents ou leurs tuteurs, soit en cachant à ces derniers certaines nouvelles expériences. Il y a crise lorsqu'il y a rupture des négociations ou

perte de confiance entre les deux parties en raison d'une mésentente portant sur l'évaluation de la capacité du jeune à assumer de nouvelles responsabilités.

Vouloir être libre

La principale question soulevée par les guerres d'Iraq et d'Afghanistan au début du siècle et aujourd'hui par la Syrie, l'Égypte et l'Ukraine est selon moi celle de savoir si la liberté peut être donnée et reçue ou si elle doit être prise.

La quête de la liberté et de la démocratie est peut-être davantage un cheminement de la pensée qu'une recette infaillible qu'on peut exporter partout. Ce doit être un acte volontaire, un véritable désir d'émancipation, partagé par une société. Il ne suffit pas que le peuple désire évincer un despote ou un usurpateur. Il faut que les citoyens acceptent de s'impliquer personnellement dans les orientations et les décisions de la société, d'en assumer leur part de responsabilité. C'est là le prix de la démocratie, ce que bien des gens ignorent dans ces pays et que certains ont oublié ici.

Et si, dans les démocraties avancées, nous ne pouvons nous substituer à ceux et celles qui veulent entreprendre une telle quête, nous ne pouvons rester inactifs, comme de simples spectateurs. Nous avons l'obligation morale d'apporter notre soutien à ceux et celles qui l'entreprennent.

Une liberté donnée n'est pas une liberté, mais un privilège. Car, généralement, ceux qui la donnent peuvent également la reprendre...

Le politique

Le rôle d'un gouvernement

Nous avons défini plus haut la société comme étant « *un groupe d'individus qui travaillent ensemble au bien-être de chacun* ». Le rôle d'un gouvernement est de maintenir l'équilibre entre les aspirations et les intérêts des différentes forces sociales qui forment la société et qui, souvent, sont en concurrence entre elles. Tout gouvernement doit donc veiller par réglementation et législation, par sa gestion et par sa diplomatie :

- À faire reculer pour tous ses citoyens les limites de temps, d'espace et de ressources qui peuvent encore restreindre leurs choix et leurs libertés;
- À faciliter les échanges;
- À assurer la redistribution équitablement de la richesse produite collectivement;
- À assurer une paix sociale, une sécurité et le respect strict des droits et libertés de chacun de ses citoyens (arbitrer);
- À rechercher sur le plan international un climat de paix, d'harmonie et de solidarité en faisant la promotion des valeurs et des intérêts de ses citoyens;

- À garantir l'accès à l'information essentielle à la vie démocratique;
- À faciliter l'accès équitable aux produits, aux services et à la technologie qui sont disponibles;
- À accueillir et à intégrer les nouveaux citoyens.
- À assurer la préservation et l'exploitation de ses écosystèmes, de ses ressources, de sa faune et de sa flore dans une optique d'équité, de durabilité et de renouvellement;
- À assurer sa propre pérennité et son renouvellement ainsi que ceux des institutions essentielles à son bon fonctionnement.

La démocratie

La démocratie représente la possibilité pour chacun des individus d'une société de donner son opinion et de participer aux débats et aux décisions entourant les orientations et les actions collectives de cette société.

On l'a vu, elle nécessite la libre circulation de l'information.

Elle requiert de la part de chacun des citoyens une attitude de bienveillance envers la société et leurs concitoyens par une quête constante de l'équité et de la justice, dans une indépendance d'esprit et un individualisme égalitaire.

La démocratie nécessite une grande capacité d'écoute et de discernement de la part de l'État.

Son développement est donc fortement déterminé par celui de la circulation de l'information, bref, des communications. La démocratie véritable va de pair avec une reconnaissance minimale des droits et des libertés pour chacun des citoyens.

On devrait facilement pouvoir démontrer que l'avancement de la démocratie dans les sociétés de masse est conditionnel à celui des médias (les médias, au sens *macluhannien*, incluent les moyens de transport). Selon l'hypothèse énoncée plus haut, plus la population est nombreuse, plus le support de la technologie est nécessaire afin de permettre une diffusion rapide de l'information, donc des idées, des opinions et des décisions.

La démocratie représentative

Étant donné qu'en raison des limites du temps et de l'espace, il est impossible pour chaque individu de participer à toutes les prises de décision concernant les divers aspects de la gestion d'une grande société, les citoyens mandatent un groupe restreint d'individus pour les représenter en leur déléguant leurs pouvoirs pour une période de temps déterminée.

Des individus, dont on a reconnu les compétences et les habiletés – ou qui prétendent les détenir –, ont donc la responsabilité d'exercer ces pouvoirs. Au nom de ceux et celles qu'ils représentent, ils doivent convenir, entre élus,

des orientations, objectifs, résolutions et actions, de même que des privilèges et de leurs limites pour l'ensemble des individus de cette société.

C'est vrai pour tous les paliers de gouvernement comme pour les organisations politiques, économiques, sociales et syndicales qui prétendent agir au nom de leurs membres.

La Démocratie parlementaire

La forme de démocratie représentative de nos gouvernements est la démocratie parlementaire, c'est-à-dire que des députés sont élus pour une période de temps déterminée afin de prendre les décisions nécessaires au nom de tous.

Les candidats à la députation se présentent habituellement, mais pas nécessairement, sous la bannière d'un parti politique qui propose des orientations idéologiques globales au développement de la société à courts, à moyens et à longs termes. Il le fait par un programme électoral. Tous les citoyens sont donc invités à se prononcer à la fois sur le candidat et sur les idées mises de l'avant par les partis politiques.

Au Canada, et dans chacune de ses provinces, le parti dont le plus grand nombre de candidats est élu est invité à former le gouvernement. Son chef devient alors le Premier ministre. Il nomme les membres de son cabinet (les ministres) et décide avec eux des orientations et des actions de son gouvernement en fonction des ressources de l'État, des événements et de son programme idéologique.

Mais, la démocratie parlementaire a été inventée à une époque où l'immense majorité des gens n'avait ni l'instruction, ni l'information, ni le temps nécessaire pour bien s'occuper des questions politiques. Cette majorité se fiait à ses élites et au clergé pour lui suggérer sa conduite, et ce, jusque dans l'isolement. Évidemment, les intérêts de ces élites avaient souvent préséance sur ceux de la majorité qu'ils étaient censés représenter. Constituant la classe dominante, ces élites disposaient de l'instruction, des ressources, de la compétence et du temps requis pour s'occuper de politique, accéder au pouvoir et s'y maintenir.

Aujourd'hui, malgré bien des lacunes, les citoyens disposent en majorité de l'instruction, de l'information et du temps requis pour bien s'occuper des questions politiques qui les regardent. Toutefois, l'obligation pour les parlementaires d'observer la ligne du parti, la diffusion de débats stériles entre parlementaires, l'impossibilité pour les électeurs de mandater spécifiquement leurs propres représentants pour chaque question illustre les limites de la démocratie parlementaire. Les scandales et les inepties qui s'accumulent à tous les paliers de gouvernement deviennent de plus en plus intolérables pour le citoyen, obligé d'accepter son impuissance à influencer sur les orientations et la gestion de l'État. Isolé, le sarcasme et le cynisme restent ses seules armes contre le système.

À mon sens, ces frustrations sont à l'origine du manque d'intérêt des citoyens pour la chose politique dans les vieilles sociétés démocratiques.

Le sondage, à l'opposé de la démocratie

Lorsqu'on fait un sondage, on interroge à froid un individu sans lui laisser le temps de réfléchir ou de s'informer adéquatement quant aux pendants et aboutissants des questions qui lui sont posées. Il n'y a pas de place aux débats ni aux nuances.

La façon de structurer le questionnaire et de poser et d'ordonner les questions oriente souvent le répondant dans son choix de réponse. Pour biaiser les résultats, il suffit de ne présenter qu'un aspect calculé du sujet, de limiter les choix de réponse ou même d'influencer le répondant dès le départ en énonçant quelques demi-vérités, en faisant des omissions calculées ou en présentant une opinion comme une vérité.

Si certains sondages font preuve d'objectivité scientifique et se basent sur des intentions honnêtes, bon nombre sont d'abord des instruments de manipulation de l'opinion publique.

Le sondage est le contraire de la démocratie. Les partis politiques y recourent fréquemment pour justifier leurs décisions ou appuyer leurs positions. Ils semblent exceller dans l'art de poser les bonnes questions aux bonnes personnes pour obtenir les réponses qu'ils veulent entendre. De toute façon, si le résultat d'un sondage ou d'une étude ne leur est pas favorable, ils ont tout le loisir d'oublier le document sur une tablette, d'en différer la publication ou de n'en citer que les quelques extraits qui s'accordent à leur discours.

L'entreprise privée utilise les sondages pour orienter la production, la recherche et la distribution de biens et de services. Selon les diktats des spécialistes du marketing et des institutions bancaires, il n'est plus possible, de nos jours, de se passer d'une étude de mise en marché pour entreprendre la moindre activité commerciale. Il est à craindre que cela ne se traduise en fin de compte par une certaine uniformisation de l'offre.

Cela finit surtout par être la dictature des aveugles, celle du plus grand nombre de consommateurs et du questionnaire biaisé.

La démocratie directe

La démocratie directe doit permettre à tous les citoyens de participer aux prises de décision. Elle n'exclue pas la délégation de pouvoir mais en limite la portée en limitant le champ de décision et la durée du mandat de la personne déléguée. Permettra-t-on bientôt aux citoyens de se prononcer véritablement sur l'ensemble des sujets qui concernent la société?

Dans des organismes de l'altermondialisme, plusieurs expériences de démocratie directe ont été testées dans des situations critiques, par exemple lors de désobéissance civile non violente. Si bon nombre d'expériences ont bien fonctionné à petite échelle, la démocratie directe a ses limites lorsqu'il s'agit de grande population. Il faudra probablement compter sur un support accru de la technologie pour permettre les débats et la consultation auprès de chacun,

car, sans le débat, on se borne à faire du sondage, qu'importe la grandeur de l'échantillonnage retenu.

La route vers la démocratie

La démocratie est un état de grâce fragile dont l'existence est permise par la convergence de plusieurs facteurs.

Le premier facteur est fondamental : c'est la volonté d'accéder à la démocratie. Un peuple qui ne désire pas la démocratie ne peut y accéder qu'accidentellement et ne s'engagera jamais à la défendre contre l'arbitraire et l'autoritarisme.

En voici d'autres, tout aussi importants :

- Le sentiment d'appartenance. Pour émerger, la démocratie a besoin que les citoyens partagent un objectif commun minimal, que ce soit celui de vivre ensemble, de se protéger mutuellement, de défendre une idée ou de réaliser un projet.
- La circulation de l'information. Pour prendre des décisions éclairées, les participants doivent disposer d'informations complètes et véridiques.
- Chacun doit avoir la possibilité d'exprimer son opinion afin d'alimenter les débats.
- Chacun doit aussi être à l'écoute de l'opinion des autres.

- Finalement, la proximité réelle ou virtuelle. Les citoyens doivent pouvoir se rassembler physiquement ou virtuellement pour échanger, débattre et décider ensemble. Il faut que la technologie soit disponible pour supporter le niveau de communication nécessaire. Cela inclut autant le transport, les médias que l'informatique et les communications. La technologie affranchit la démocratie des limites que lui imposent le temps et la distance.

Plus une société est grande, plus elle repose sur les technologies de communication. C'est pourquoi le contrôle de l'information, la concentration et la convergence des médias ainsi que la désinformation représentent un danger pour la démocratie. Ce contrôle permet aux groupes qui disposent de pouvoirs de fausser la perception qu'ont les individus de la réalité ou, tout au moins, de favoriser leur point de vue, orientant ainsi la société dans une direction qui les avantagera, eux, aux dépens parfois de la collectivité.

La couverture médiatique québécoise relative à la crise économique de 2008 en constitue une belle démonstration. L'impression qu'il me reste est celle d'une grande iniquité dans les entrevues diffusées par les grands médias. La proportion des critiques et des analystes issus des institutions capitalistes a été de beaucoup supérieure à celle des représentants de la gauche. Selon mes informations, plusieurs d'entre eux auraient été boudés par les grands consortiums. Certains auraient même été bâillonnés lorsqu'ils ont tenté de prendre la parole.

La technologie et la démocratie

Quand on doit consulter 100 millions d'individus dans un pays grand comme le Canada, les délais peuvent devenir une menace, surtout lorsqu'il faut faire face à une situation d'urgence ou à une menace. Je le répète, l'avancement de la démocratie dans des sociétés de masse est conditionnel à celui des technologies des communications.

Depuis l'avènement des nouvelles technologies de l'information et des communications, on a vu l'importance qu'ont pris les médias sociaux, qu'on pense au *Printemps arabe*, à *WikiLeaks* ou ici même, au *Printemps érable*. Il est indéniable qu'avec les milliards de messages qui y circulent, il devient de plus en plus difficile de discerner le vrai du faux. Si chaque citoyen a maintenant les moyens de s'exprimer, les gens de pouvoir l'ont également. Ceux-ci voient donc leurs capacités de manipuler l'information décuplées. Que vaudra le pouvoir des médias sociaux si personne ne peut déjà plus s'y fier ?

Ainsi, avec la guerre civile en Syrie, on s'est aperçu que de multiples factions rivales, dont l'État islamique, tentaient de manipuler l'opinion mondiale. Les morts se sont accumulés, alors que nos gouvernements hésitaient non sans raison à prendre parti. Prise dans l'impasse meurtrière, la révolte légitime a fini par être infiltrée et totalement détournée par la mouvance islamique radicale et fanatisée. Le massacre perpétré par le gouvernement de Bachar el-Assad se poursuit encore aujourd'hui, mais nous avons détourné le regard...

La science asservie idéologiquement

La recherche scientifique connaît actuellement un net recul en raison de l'idéologie politique du gouvernement conservateur.

L'ancien ministre des Sciences et Technologies, Gary Goodyear, était un créationniste avoué. Malgré tous les efforts du ministre pour rassurer les Canadiens, ils sont plusieurs, parmi les intellectuels et les scientifiques, à redouter que ses croyances n'aient influencé les politiques gouvernementales conservatrices sous son mandat.

Depuis plusieurs années, le gouvernement de M. Harper procède à des coupes dans les budgets de la recherche fondamentale et à la fermeture de certaines institutions névralgiques. D'un côté, il bâillonne les chercheurs et détourne leurs projets pour éviter qu'ils n'alarment davantage la population puis, de l'autre, libéralise les activités économiques au détriment de l'environnement. Basées sur de prétendues plaintes de Canadiens sur la vie privée, ses nouvelles directives concernant le recensement de Statistiques Canada ont souvent rendu les résultats inutilisables. Selon les milieux scientifiques, la perte de ce précieux outil est immense.

En même temps, il évite tout débat public sur les choix éthiques et moraux qui devraient baliser le travail des scientifiques. Son idéologie semble vouloir s'y substituer.

On dirait que notre premier ministre préfère prendre ses décisions sans avoir à tenir compte de l'avis des scientifiques. Il a récemment reformulé le mandat de certains

organismes de médiation entre les développeurs industriels et les communautés afin d'en restreindre l'accès aux groupes dont les avis scientifiques sont en désaccord avec ses projets ou ceux des promoteurs. C'est comme conduire à vive allure sur la route, dans la nuit, sans allumer ses phares pour voir ce qu'il y a devant.

Peut-être craint-il que les chercheurs n'invalident ses prétentions en ce qui concerne le réchauffement climatique, la pollution émise par l'exploitation des sables bitumineux ou les dangers potentiels de leur acheminement vers les ports côtiers.

Pour être vraiment à l'abri des fuites, M. Harper a également compliqué à l'extrême pour les journalistes l'accès aux chercheurs qui demeurent à son emploi de même qu'aux résultats de leurs recherches. Une variante de la politique de l'autruche, en quelque sorte...

La recherche en science fondamentale est préalable à la recherche appliquée. Le premier ministre Harper devrait se rendre compte au plus vite que sans la première, le Canada prendra un retard technologique considérable qui, non seulement coûtera très cher à notre économie, mais nous mènera tout droit vers une catastrophe écologique majeure.

Je crois qu'au même titre que l'information, la connaissance scientifique fait partie du bien commun. Ne serait-ce pas au gouvernement de voir à ce qu'elle se développe pour répondre aux défis de demain ?

La démocratie citoyenne

La démocratie parlementaire fait en sorte qu'un citoyen d'un quartier, d'une circonscription électorale provinciale et fédérale ou d'un arrondissement municipal peut faire élire un député, un échevin, un membre d'un conseil d'administration d'un organisme de l'éducation ou de la santé. Mais on ne lui demande jamais de prendre des décisions. On le consulte, on le sonde, on analyse son comportement sous toutes ses coutures, mais trop souvent pour mieux le faire taire et agir en son nom...

Les gouvernements consultent la population sur des questions importantes, mais leurs détracteurs les accusent fréquemment de dicter les conclusions à l'avance. Est-ce vraiment mieux dans les organisations communautaires ?

En 2005, lors de l'organisation de la lutte contre le déménagement du Casino de Montréal au bassin Peel, j'ai personnellement assisté en tant que militant de La Pointe Libertaire à une réunion d'information publique. Elle avait été organisée par la Table de concertation communautaire Action-Gardien de Pointe Saint-Charles qui regroupe une vingtaine d'organismes du quartier. J'ai alors constaté qu'il existait une grave lacune structurelle en matière de démocratie au sein des mouvements populaires et communautaires du quartier.

Après avoir reçu l'information sur le dossier du déménagement du casino, l'assistance aurait voulu se prononcer publiquement et mandater les organismes du quartier pour entreprendre les moyens d'action visant à contrer les projets de Loto-Québec. Mais, quelle n'a pas été sa grande surprise

lorsqu'elle s'est aperçue que cela ne lui était pas possible. En fait, il s'est avéré qu'aucune structure ne permettait à la population de prendre des décisions et qu'aucune des chartes des organismes œuvrant dans le quartier ne permettait aux citoyens de décider de leurs mandats.

Au sein des groupes communautaires, on a l'habitude de présumer de ce qui est préférable pour la population en se basant sur des théories sociales, économiques et politiques. On s'étonne ensuite que beaucoup de citoyens ne se solidarisent pas et on leur reproche leur peu d'engagement dans les enjeux qui les concernent. Peut-être ne se reconnaissent-ils simplement pas dans le discours idéologique de ces organismes ni dans les opinions exprimées ou les actions prises en leur nom. La bonne volonté des militants ne suffit pas à démocratiser l'action sociale.

Un cas extrême, la gauche québécoise des années 70, celle qui était omniprésente (infiltrée, disaient nos gouvernements, ce qui est faux) dans la plupart des organisations communautaires et syndicales. Celle-ci n'a pas hésité à imposer ses idéologies, ses orientations et ses priorités aux organismes de la société civile. Les objectifs et les intérêts des « *leaders* », relayés par leurs nombreux militants, ne coïncidaient pas nécessairement avec ceux des organismes dits « *infiltrés* ». Ils étaient parfois même radicalement en contradiction avec ceux-ci. À mon avis, dans plusieurs cas, il y a eu trahison à plusieurs reprises...

Si nous voulons changer le monde, il faut apprendre à faire confiance aux citoyens, agir avec transparence, pallier leurs lacunes par une information et une formation non instrumentalisées.

Tous les grands systèmes politiques du 20^e siècle ont érigé en système la méfiance paranoïaque. La méfiance des gouvernements envers les citoyens ainsi que celle des citoyens envers leurs gouvernements, leurs voisins et les étrangers. Qu'on pense au rejet automatique de toute idée socialisante chez certains « patriotes » américains ou de la répression de toute opposition dans les pays de l'ex-URSS...

Dans les cas extrêmes, des régimes politiques ont détruit, grâce à l'endoctrinement et à l'entretien d'un climat de peur, le tissu social de leurs propres nations, étouffant tout sentiment de solidarité et de fraternité entre les individus pour le remplacer par la suspicion, la peur et la délation. Il faut donc reconstruire des ponts et rebâtir la confiance entre les gens, choses qui, aux yeux de plusieurs, peuvent paraître impossibles encore aujourd'hui.

Pour que vive la démocratie, il faut que chaque citoyen apprenne à se préoccuper des questions qui le regardent. Combien de personnes parmi nous n'ont jamais voté aux élections scolaires et n'ont même jamais assisté à une réunion de parents à l'école que fréquentaient leurs propres enfants? Et que dire du Conseil d'administration des institutions de santé de nos quartiers? Et nos députés, combien de fois avons-vous simplement osé les contacter pour leur donner notre avis sur leur travail ou celui du gouvernement?

Il nous faut donc repenser la place et le pouvoir de la citoyenneté dans la société. Quelle forme prendra-t-elle? À nous d'y réfléchir.

Pour changer le monde, il faut aussi faire confiance aux individus et s'impliquer avec sincérité à leurs côtés.

Changer le monde (bis)

Le peuple n'est pas une pâte à modeler

Quand je regarde l'action de certains meneurs parmi les militants du « *Printemps érable* » ou ceux du « *Printemps arabe* », je ne peux que conclure que certains d'entre eux, une minorité heureusement, tentent toujours de manipuler la population et laissent les citoyens dans l'ignorance de la véritable finalité des décisions et des actions qu'ils proposent. Aussi, aux dépens de l'intérêt général, feront-ils dérailler toute proposition ou toute solution contraire à leurs propres stratégies.

Je le répète, si nous voulons changer le monde, il faut apprendre à faire confiance aux citoyens et chercher à pallier leurs lacunes par l'information et l'éducation et. Il faut renoncer à l'endoctrinement et à la manipulation et les dénoncer. Il faut éviter d'ériger en système la méfiance vis-à-vis des « autres », de les démoniser. Sinon, comme les systèmes politiques du 20^e siècle, on ne réussira qu'à affaiblir le tissu social et la société civile...

De toute façon, les recherches en sciences sociales ont démontré depuis plus de cinquante ans que l'opinion publique ne se laissait pas aussi facilement manipuler⁸. Les gens filtrent les nouvelles informations qu'ils reçoivent. Ils le font à partir de leurs connaissances et de leur éducation, de leur équilibre psychologique, de leur culture, de leurs

8 Lire entre autres les recherches empiriques en communication de J. T. Klapper de l'École de Columbia

valeurs, de leurs préjugés et du « *sens commun* » qu'ils partagent. Ils se réfèrent à des *leaders d'opinion*, ceux et celles en qui ils ont confiance. S'ils se sentent trahis, manipulés ou même simplement sous-estimés par ces derniers, plusieurs s'en détourneront alors définitivement.

C'est ce qui me porte à croire que, si l'on peut véritablement changer le monde, c'est souvent un seul individu à la fois, car le discours doit être ajusté pour chacun, tant pour le niveau de langage que pour la stratégie pédagogique à adopter. Il est peut-être facile aux opportunistes de manipuler les masses en se jouant des sentiments, des émotions et de l'instinct des individus, mais l'histoire nous a souvent démontré qu'il en résultait des situations pires que celles qu'on avait prétendu vouloir changer. Selon moi, les véritables changements sont induits en s'adressant à l'intelligence des gens.

L'utopique révolution

Chacun de leur côté, les anarchistes, les marxistes et les innombrables factions du communisme ont rêvé de l'avènement d'une grande révolution du prolétariat qui mettrait à bas le capitalisme. Mais ils ont semblé avoir oublié que, pour réussir, il leur fallait d'abord convaincre le peuple de la nécessité de faire cette révolution. Ce qui est encore loin d'être chose faite, même aujourd'hui, au Canada comme ailleurs. En font foi ici les résultats décevants des candidats de la gauche à toutes les élections, que ce soit pour les candidats modérés comme pour les extrémistes.

Il ne faut donc pas se bercer d'illusions. On peut affirmer sans l'ombre d'un doute que si le capitalisme disparaissait demain matin, le peuple rechercherait d'abord la stabilité sociale et économique. Rien n'est plus important pour la majorité des gens que d'avoir la certitude que, demain matin, ils pourront aller au travail, gagner leur pain quotidien et acheter le beurre pour mettre dessus.

Avant d'envisager la chute du système économique, les citoyens voudront savoir quelle organisation pourra réellement leur garantir du travail et de quoi se nourrir, se loger et se déplacer, parce qu'ils redoutent que les firmes qui les emploient ne ferment leurs portes, faute de financement. Qu'arrivera-t-il de leurs épargnes, de leur logement, de leur pension de retraite et des services publics dont ils dépendent ?

C'est pour cela qu'advenant la chute du système capitaliste, il est probable que la population, plutôt que de faire confiance à la gauche, sera probablement plus encline à donner le pouvoir à l'armée, à la police, aux religieux, voire à des organisations mafieuses. Si on leur garantit la stabilité, les gens seront même prêts à crier « *vive la dictature* » plutôt que de se fier à une bande de gauchistes utopistes qui, malgré toutes leurs bonnes intentions, n'ont jamais été capables de faire élire plus d'une poignée de députés ni de présenter l'ombre d'un programme politique clair, réaliste, cohérent et... rassurant.

Pour les électeurs, les programmes de la gauche ressemblent souvent davantage à une série de bonnes intentions à la carte, souvent naïves et contradictoires, qu'à un projet de société viable. ces programmes ne disent pas comment

seront financées leurs politiques ni comment sera maintenue la viabilité économique de la société. On ne dit pas exactement par quoi seront remplacés les investissements privés qui, aujourd'hui, financent les initiatives ou les projets privés de production de biens et de services. Et le financement d'État qu'on veut parfois leur substituer, peut-il aussi efficace et abondant? Car, n'est-ce pas cela que ce qui est visé?

Aura-t-on droit alors aux comités d'ouvrier, aux commissaires du parti, aux tribunaux idéologiques? Combien de temps sera-t-il nécessaire pour que les travailleurs s'approprient réellement les moyens de production, répondent efficacement aux besoins de la population et assurent la viabilité du nouveau système? Jusqu'à maintenant, toutes les révolutions communistes ont vu le pouvoir être usurpé par les partis politiques qui les avaient mis en place et leurs amis.

Si, un bon matin, la gauche prenait le pouvoir avec une véritable intention de changer les choses, dès le lendemain, toutes les entreprises seraient paralysées en raison des nombreuses fuites de capitaux, de la rupture de leur approvisionnement, des mises à pied massives, de la démission des cadres et de l'exil des dirigeants compétents. J'ai peine à imaginer le chaos qui risque de s'ensuivre.

C'est aussi ce que craint le citoyen ordinaire, celui qui part travailler tous les matins et qui rentre chez lui en fin d'après-midi avec la certitude de toucher un salaire à la fin de chaque semaine et une rente à sa retraite. C'est pour cette raison que, malgré son exploitation et ses frustrations, il continue de croire que le capitalisme est mieux que les

incertitudes du communisme ou de l'anarchisme. Ce citoyen aura beau s'indigner, fredonner à l'occasion quelques chants de contestation, railler ses gouvernements et signer d'innombrables pétitions, il ne croit pas vraiment aux promesses de lendemains qui chantent, devant les lourds sacrifices qu'il devra leur consentir. Il aime son confort, même s'il sait pertinemment que cela ne pourra pas durer.

Qui oserait dénoncer les aspects irréalistes du programme de *Québec Solidaire*? Avec toutes les bonnes intentions qui s'alignent dans leur programme économique, ses membres pensent-ils réellement que les entreprises laisseront se mettre en place une « *socialisation des activités économiques* » sans réagir? Avec quel argent procéderont-ils à la nationalisation de toutes les grandes entreprises? Les salariés des entreprises, les représentants de l'État, les élus régionaux, les groupes de citoyens et ceux des Premières Nations seront-ils réellement prêts et assez compétents pour prendre en charge l'administration générale et la fixation des objectifs particuliers pour toutes ces entreprises?

Je suis loin de nier la nécessité de transformer radicalement notre économie dans le sens que propose Québec Solidaire. Mais comment s'assurer que la société continuera à fonctionner advenant la disparition des institutions capitalistes? Comment convaincre tous les travailleurs de rentrer au travail sans garantie de recevoir leur salaire, de conserver leur pouvoir d'achat, d'avoir accès aux mêmes produits de consommation et aux mêmes choix de vie? Et comment convaincre ceux et celles qui détiennent un poste clé dans l'organisation du travail de collaborer tout en acceptant d'importants changements dans leurs rapports avec les autres travailleurs, dans la hiérarchie, dans les ob-

jectifs de production et surtout dans leur rémunération ? Sans compter le fait que la grande majorité des investisseurs s'empressera de transférer tous ses capitaux et tous ses équipements de production dès qu'elle le pourra vers n'importe quel pays qui lui offrira un refuge. Aucun parti politique ne peut garantir que cela n'arrivera pas. Trop de questions restent sans réponse. La gauche reste encore aujourd'hui un « ramassis » de « *pelleteux de nuages* » dans l'opinion publique, peut-être avec raison...

Les quelques victoires électorales éclatantes des gouvernements centre-gauche, telle celle du PQ pour le Québec et du NPD pour l'Ontario, n'ont jamais réussi à empêcher les investisseurs de mettre à mal l'économie durant leurs mandats. Non pas que j'accuse les financiers d'avoir comploté en ce sens malgré le fait que ce soit dans l'ordre du possible, mais, inquiets pour leurs capitaux, ils ont simplement ralenti leurs opérations et retardé ou déplacé certains investissements. Aux prises avec des économies vacillantes, les gouvernements en question n'ont pas eu d'autre solution que d'imposer des politiques de restrictions budgétaires, de compressions dans les budgets et de suppressions dans le personnel de la fonction publique. Ces mesures impopulaires, dignes des pires conservateurs, ont suffi pour dégrader le climat social et donner envie aux électeurs de changer de gouvernement aux élections suivantes.

Si la gauche radicale devait, malgré tout, prendre le pouvoir un jour, elle devrait par la suite éviter de se faire isoler économiquement (boycottage, embargo). Elle devrait peut-être aussi avoir à déjouer d'éventuelles tentatives de coups d'État ou de putschs militaires à la Chilienne ou à

la Nicaraguayenne. Nous sommes voisins du géant américain, après tout, tout juste dans sa cour arrière...

Il faut alors se demander si la gauche peut nous offrir la véritable alternative économique sans convaincre d'abord le peuple américain de sa nécessité et de sa légitimité. Il y a là tout un mandat pour l'éducation populaire et les relations avec la société civile américaine.

La gauche radicale s'oppose au capitalisme en bloc. Mais, tout n'est peut-être pas à rejeter dans ce système économique. Ne devrait-on pas reconnaître au capitalisme certaines caractéristiques positives, certaines forces qui ne sont pas totalement incompatibles avec l'intérêt général? Ne serait-ce que cette fabuleuse capacité à s'adapter rapidement aux changements et à offrir les conditions favorisant l'émulation (pas la compétition) et l'innovation pour les individus créatifs. Comment changer le système sans pour autant perdre ces avantages.

Toujours est-il qu'avec ou sans concessions au capitalisme, la gauche radicale devra préalablement mettre sur papier un programme politique, économique et culturel viable, appuyé par des économistes crédibles - des gens qui font autorité auprès de la population - avant de se permettre de tout balayer d'un revers de la main.

Peut-être que la révolution, c'est d'abord dans nos têtes qui faudra la faire...

Les compromissions

Trop de citoyens vivent dans la précarité. Ils sont innombrables ceux qui sont compromis par de petites fraudes, par le travail au noir ou par de je ne sais quelles recettes de débrouillardise amORAles ou même immORAles. Et soyons certains que ces gens refuseront de remettre en question leur fragile confort. Il est inutile de tenter de pointer un coupable ou un autre, le système fait en sorte qu'ils n'ont pas le choix. Rares sont ceux et celles parmi nous qui n'ont jamais accepté de payer « *cash* » pour ne pas avoir à déboursER les taxes. Ceux qui ont eu affaire à l'industrie du remorquage savent qu'on peut éviter facilement de payer les taxes. Les offres sont tellement nombreuses qu'on n'arrive plus à y résister. Bref, l'immense majorité des exploités semble incapable de renoncer à sa propre exploitation par crainte de perdre le peu qu'elle possède.

Mais, il faudra bien que cela change; l'avenir de cette planète en dépend. La biosphère ne pourra soutenir longtemps le rythme de notre consommation effrénée.

La capacité biologique de la Terre, c'est la capacité de la Terre à produire nos ressources et à absorber nos déchets. Selon les données compilées par le *Global Footprint Network* et rapportées par *Le Devoir*, nous avons déjà épuisé la capacité biologique annuelle de la Terre dès le 22 août pour l'année 2013 et dès le 18 août pour 2014. Cela signifie que qu'à partir de de ces dates et ce, jusqu'au 31 décembre suivant, l'humanité avait rogné sur son capital, réduisant ainsi sa capacité future de production. À ce rythme, nous nous retrouverons devant un mur infranchissable avant la moitié de ce siècle. En 1961, nous n'utilisions que 75 % des

ressources annuelles renouvelables. En 2003, nous avons utilisé 130 % de celles-ci. Aujourd'hui, c'est plus de 156 % de cette capacité que nous consommons. Le mur est proche; il faut absolument ralentir. On ne devrait plus parler de *déficit zéro* mais plutôt de *développement zéro*!

Le gaspillage actuel des ressources et des énergies épuise rapidement la planète. Bientôt, celle-ci ne pourra plus suffire à assurer la viabilité de ses écosystèmes. Nous engendrons une telle pollution et ravageons de si nombreux écosystèmes que sa diversité biologique diminue rapidement. **Au niveau mondial, une espèce animale disparaît** toutes les 20 minutes, soit 26 280 espèces chaque année, ce qui a représenté une réduction de 40 % du nombre d'animaux entre 1970 et 2000. Dans certaines régions de l'Europe, l'agriculture ne tient plus que parce qu'on gave la terre de produits chimiques : la terre est morte. Il n'y a plus assez de micro-organismes pour qu'elle puisse se régénérer par elle-même.

Selon la Banque Mondiale, les changements climatiques, la montée du niveau des océans, la raréfaction des ressources alimentaires sont les maux qui nous guettent au-delà de 2050. Alors que la population mondiale et la consommation personnelle ne cessent de s'accroître dans de nombreux pays très peuplés et ce, dans des proportions alarmantes, il est évident que les fléaux tels que les famines, les guerres pour les ressources et les maladies frapperont bientôt l'humanité. Les flots de migrants actuels représentent déjà un problème insurmontable pour bien des pays. Nous devons réduire notre consommation dès maintenant. Visionnez donc le document *Les changements climatiques :*

L'état des lieux de l'excellente émission *Découverte* de la SRC sur Tou.Tv⁹.

Il est essentiel de revoir tant la redistribution du travail et des richesses que nos modes de vie et de production. Il ne suffit plus de s'appuyer sur les initiatives personnelles des citoyens; il faut conscrire l'ensemble des citoyens du pays, de nos gouvernements, de nos entreprises ainsi que l'ensemble des nations pour initier ces changements.

Il impératif d'arrêter le néolibéralisme et le néoconservatisme. C'est une question de survie pour tous!

L'anarchisme

Si je suis anarchiste, je suis tout de même conscient des aspects utopiques de cette idéologie. Je ne crois pas qu'il soit possible qu'une société anarchiste puisse advenir avant longtemps. D'abord parce que les préjugés contre l'anarchisme sont puissants et que l'ignorance à son sujet est savamment entretenue. Mais aussi et surtout parce que les gens ne se font pas assez confiance mutuellement et qu'ils sont encore trop psychologiquement dépendants d'une autorité, quelle qu'elle soit.

Dans les années 70, même à l'UQAM, qu'on disait alors très à gauche, la bibliothèque ne disposait que de deux volumes sur le sujet, dont celui écrit par Lénine, mettant en garde les bons communistes contre cette idéologie préten-

9 <http://www.tou.tv/decouverte/S2013E03>

dument « *infantile* »¹⁰. Ce n'est que depuis peu que la population a accès à de la véritable information sur l'anarchie. Sur les ondes de la radio de Radio-Canada, les billets philosophiques de Normand Baillargeon¹¹ tentent d'instruire les auditeurs sur ces théories depuis quelques années. Pourtant, des politiciens, des journalistes et d'autres chroniqueurs des médias persistent à semer la confusion en associant à l'anarchisme la moindre situation chaotique ainsi que toutes les manifestations de violence politique ou sociale. Ils confondent également toutes les tendances de l'anarchisme qui sont innombrables et peuvent être autant de gauche que de droite.

Alors, avant que la population révise enfin son opinion sur les anarchistes et s'ouvre à cette pensée, il risque de s'écouler beaucoup d'eau sous les ponts. Je m'efforce donc d'être anarchiste par ma pensée et par mon attitude politiques, mais je reste pragmatique, acceptant de voter afin de favoriser les changements sociaux que je considère aujourd'hui opportuns pour l'évolution de ma société. Je reste profondément convaincu qu'à long terme, cette idéologie apparaîtra comme une des solutions les plus prometteuses à la crise actuelle de la démocratie.

Quand je dis que les gens sont dépendants d'une autorité, c'est que la plupart des individus considèrent sécurisant de ne pas avoir à se casser la tête avec tous les problèmes,

10 Vladimir Ilitch Lénine, *La Maladie infantile du communisme : le gauchisme*, Février 1976, Sociales/la Dispute, collection Bibl. marxiste.

11 Normand Baillargeon est professeur en sciences de l'éducation à l'UQAM et collaborateur à l'émission *Dessine-moi un dimanche* de Franco Nuovo.

les défis et les responsabilités de notre société. Il est plus facile de s'en remettre aux élus, aux autorités, plus rassurant d'avoir des gens qui sont payés pour penser et agir à notre place, pour trouver des solutions ou, tout au moins, pour colmater les brèches. Et si cela ne marche pas, on pourra toujours chialer...

Le système scolaire joue un grand rôle dans l'avancée de la pensée libertaire lorsqu'elle adopte des méthodes pédagogiques qui apprennent aux enfants à créer, à trouver eux-mêmes les réponses et les solutions aux problèmes qui leur sont soumis. En revanche, les méthodes qui consistent à retenir par cœur les bonnes réponses et à répéter les solutions qu'on leur montre forment des citoyens dociles qui hésiteront devant les situations nouvelles.

La violence dans les « manifs »

Il est édifiant de voir la spirale de violence progresser dans les manifestations citoyennes à Montréal. Et sa radicalisation est, selon moi, la démonstration que la violence n'est pas le bon choix. Elle constitue tout au plus un moyen extrême à n'utiliser que lorsque tous les autres recours auront été épuisés, lorsque la vie d'individus sera directement menacée et que l'inaction équivaudra à laisser se réaliser cette menace.

La lutte contre le néolibéralisme et le néoconservatisme ainsi que leur mondialisation (la mondialisation de l'économie) ont amené de nombreux regroupements de

l'altermondialisme à adopter le principe de la *diversité des tactiques*. Ce qui s'est traduit par une grande tolérance de la part des militants pour les actions recourant à la violence gratuite contre la police et les biens personnels. La vie des individus n'ayant jamais été directement menacée au Canada, je crois que cette tolérance a été une grande erreur de leur part. Voici les six principales conséquences qui en découlent :

- À cause des actions violentes de ces organisations, le gouvernement et les grands consortiums médiatiques réussissent facilement à discréditer l'ensemble des mouvements de revendications et à effrayer les populations influençables.
- Pour faire face à la violence, les forces de la répression justifient plus facilement l'acquisition et l'usage d'un arsenal de plus en plus sophistiqué et de méthodes de plus en plus discutables. Cela augmente d'autant la probabilité d'incidents graves, voire mortels.
- Effrayée par la violence, une partie de la population adhère aux discours de la répression, allant jusqu'à applaudir au matraquage des manifestants, même dans des circonstances injustifiées. Cette peur est alimentée par une information-spectacle qui, non seulement n'informe pas les citoyens sur les enjeux réels des conflits, mais véhicule fréquemment de la désinformation.
- Des citoyens n'osent plus prendre part à des manifestations par crainte d'être victimes d'affrontements, même s'ils appuient les revendications. C'est donc leur droit d'expression qui est brimé.

- De plus en plus de pressions sont faites sur les gouvernements par des politiciens opportunistes, les tenants du statu quo social et une population craintive pour limiter le droit de manifester. Ce discours est entretenu et amplifié par les grands consortiums médiatiques et certains de leurs ténors populistes.
- La violence s'accapare de toute l'attention des médias. Elle est comme un brouillard qui masque le message, celui des revendications des manifestants. La violence de quelques-uns reçoit toute l'attention des médias, alors que le message de milliers d'autres, celui à l'origine de la démonstration, passe totalement inaperçu. J'ose affirmer que les tenants de la violence kidnappent littéralement le droit de parole de la majorité. Les droits de celle-ci sont littéralement déniés par le règne de la violence.

Plusieurs cas ont démontré l'implication des forces policières dans la provocation de la violence, ayant comme objectif de détruire la réputation des revendicateurs. N'est-il pas étonnant alors de la part de militants d'accepter encore aveuglément de recourir à la violence et de jouer ainsi le jeu du pouvoir répressif?

Par chance, il y n'a eu que peu de blessures sévères au cours du *Printemps érable*. Mais, en continuant d'alimenter la violence de part et d'autre, la probabilité qu'advienne un décès augmente encore et encore. Un jour, un manifestant ou un policier sera donc tué. Dans le premier cas, l'opinion publique risque fort de jeter le blâme sur les manifestants eux-mêmes, de clamer que la victime « *l'avait bien cherché* ». Dans le second cas, elle légitimera l'État qui

voudra réduire nos droits et instaurer des lois arbitrairement répressives et inquisitrices.

Alors, on peut se demander quels sont les véritables objectifs des individus et des groupes qui encouragent le recours à la violence ?

Peut-être que la majorité des tenants de la violence croient sincèrement que, par leurs provocations, ils parviendront à démontrer dans quel système répressif nous vivons¹². Mais ces gens oublient qu'aux yeux de la population et selon le discours officiel que relayent les médias, c'est d'abord leur propre violence qui est pointée du doigt. Ils me font penser à un enfant qui, pour se justifier d'avoir frappé un autre enfant, l'accuse de l'avoir provoqué ou d'avoir commencé.

Il est navrant qu'une minorité d'entre eux trouvent simplement dans la violence un exutoire pour leur désir légitime d'exercer un contrôle sur leur vie et sur leur société.

Je m'explique. Dans les sociétés modernes et peuplées, de nombreuses personnes sont à même de se rendre compte que « *ça ne peut pas continuer comme cela* ». La corruption, les inégalités et les iniquités sociales pullulent alors que, de l'avis de plusieurs, les gouvernements participent même au festin. Leurs frustrations sont telles qu'une intervention s'avère urgente à leurs yeux.

12 *Manifeste du CARRÉ NOIR*, Anonyme, 2012 - 14:55, <http://archives-2001-2012.cmaq.net/fr/node/45191.html>, visité le 18-09-2013.

Mais une grande société est, par définition, un organisme complexe et rébarbatif au changement. Les sociétés contemporaines sont composées de millions d'individus qui se contentent du peu qu'ils ont, tant il leur en a coûté d'efforts, et qui redoutent par-dessus tout de le perdre. Alors, lorsqu'on parle de révolution ou de réforme, ils restent d'abord méfiants. Les groupes qui souhaitent changer l'ordre des choses sont habituellement mal vus. Ils sont des « *chialeux* » aux yeux de certains dirigeants lorsque ceux-ci deviennent la cible des récriminations de ces citoyens engagés. Si ces derniers décident de passer à l'action sociale, ils le feront la plupart du temps en devenant militants au sein d'une association citoyenne.

Les médias ne font pas, ou si peu, le relais entre les agents du changement et le public. Sans compter qu'ils ont souvent tendance à en dénaturer le message, probablement par manque d'intérêt, mais également pour les besoins du sensationnalisme et de l'information spectaculaire. Alors, l'effort à produire pour amener un changement devient facilement titanesque. Les moyens de la formation populaire sont insuffisants et l'intérêt qu'elle suscite, trop faible. Il arrive donc que des militants parmi les plus impatientes finissent par avoir l'impression de n'être qu'un pansement sur une plaie qui ne guérira jamais: trop de monde à convaincre et trop de résistance au changement. Les périodes de doute et de démoralisation se succèdent, puis certains se laissent convaincre de recourir aux grands moyens... C'est la radicalisation!. Ils trouveront un réconfort dans des idéologies qui semblent leur offrir de meilleures chances de résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés.

C'est là que l'idée de manipulation des foules entre en jeu. L'objectif, frapper l'imaginaire des foules. Il y a d'abord la manipulation des idées par les médias. On use de sophismes et de raccourcis pour induire la population dans l'erreur. On joue sur les craintes, les préjugés et les stéréotypes. Propagande, désinformation, langue de bois; l'arsenal est large. Mais encore faut-il en avoir les moyens et la compétence. Le terrorisme en est l'expression ultime, la plus tragique. Manipuler des esprits perturbés pour agir sur la population par la terreur jusqu'à ce que celle-ci exige un changement...

Le fort sentiment d'impuissance qui habite les militants qui ont à contrer les méfaits de la mondialisation économique néolibérale a poussé un grand nombre d'entre eux à la désobéissance civile violente. Cette violence est le symptôme d'un échec : celui de l'intelligence, de la communication et de l'arbitrage. Ce devrait être aux gouvernements d'arbitrer sans parti-pris les conflits entre les intérêts divergents de la société. Malheureusement, nous vivons dans une pseudo-démocratie où une majorité de citoyens affichent une très grande indifférence face aux enjeux sociaux les plus importants. N'est-ce pas simplement qu'ils se sentent impuissants devant l'ampleur de la tâche à accomplir ?

Au cours de ma vie de militant, j'ai souvent été navré de constater que, pour certains de ces « casseurs », le principal objectif semblait être davantage la recherche d'un affrontement, qui leur procurerait leur dose d'adrénaline, que l'avancement des revendications. La cause servait de prétextes pour justifier leur violence. Ceux-là confondaient allègrement le fait de mettre une cause légitime au service de leur révolte personnelle et celui de mettre leur révolte personnelle au service de cette cause.

Pour les autres, la stratégie politique de la violence viserait à délégitimer et à discréditer les institutions gouvernementales et procapitalistes en révélant sa nature répressive et antidémocratique. Ultimement, les casseurs pensent contribuer au renversement du système capitaliste.

À tort, ils croient que la fin justifie les moyens. À travers la planète, des organisations de droite, de gauche, religieuses ou non, impérialistes ou nationalistes, ont adopté les mêmes « *stratégies du pire* » pour parvenir à leurs fins. En cela, ils ressemblent presque aux « *nihilistes* » russes d'avant la révolution de 1917. Du chaos devait émerger une nouvelle société...

Je le répète, l'usage de la violence contre les individus ne devrait-il pas n'être justifié que lorsque la vie est directement, irrémédiablement et immédiatement menacée et que tous les autres moyens pour l'éviter ont échoué? Et même dans ce cas... Toute vie est unique et sacrée, chaque individu a le droit d'avoir son opinion, de douter et, même, de se tromper.

Mais avant tout, il faut apprendre à se méfier de ceux qui ne doutent jamais, surtout lorsqu'ils tentent de vous persuader que la fin justifie les moyens et que les victimes collatérales seront nécessaires et inévitables.

N'oublions jamais que, selon Max Weber dans *Le Savant et le politique*, l'État a le monopole de la violence. Il écrit : « seule peut être un « État » l'institution dont le personnel administratif défend avec succès (moral et pratique) une revendication sur le monopole de l'utilisation légitime de la violence en vue de renforcer l'ordre en son sein. »

Logiquement, user de la violence contre l'État c'est, de son point de vue, tenter d'usurper son pouvoir. Il ne peut donc qu'opposer plus de violence pour défendre ses prérogatives.

Il est aberrant de voir les précautions que les forces de l'ordre prennent pour capturer un animal qui s'est évadé d'un zoo. Filets, balles anesthésiantes et autres outillages spéciaux sont utilisés, alors qu'ils n'ont aucune peine à abattre d'une balle l'itinérant qui gueule trop fort contre les badauds dans la rue.

L'action directe radicale non violente

La section qui suit est tirée intégralement d'une brochure datant de 2002 et présentant la plateforme politique d'une organisation de la société civile aujourd'hui disparue, l'Opération SalAMI. Née en 1998 d'une campagne citoyenne contre l'Accord multilatéral sur l'Investissement (AMI), Opération SalAMI s'est inscrite dans la mouvance altermondialiste opposée au néolibéralisme et a mené plusieurs actions de désobéissance civile de masse ainsi que d'importantes campagnes de sensibilisation et d'éducation sur la mondialisation économique. J'ai été membre de ce collectif et j'ai participé à la réalisation du document.

« Dans la société actuelle, la violence est érigée en système, comme moyen de maintenir en place les systèmes de domination (capitalisme, patriarcat, impérialisme...), et de maintenir le pouvoir institué et les privilèges de quelques minorités.

La non-violence radicale s'offre comme moyen d'extirper les racines de la violence institutionnelle en s'attaquant à toutes les formes de domination et de privilèges. Elle s'inscrit dans la tradition de l'action directe -s'attaquer directement au problème qui nous préoccupe- et de la résistance civile.

Tandis que le modèle de pensée prépondérant accepte voire légitime et valorise la violence comme outil de libération, notre lutte politique repose sur l'idée que, comme l'arbre grandit de la semence, la fin découle des moyens. En ce sens, la non-violence est certes un choix moral. Mais, pour les militantEs de SalAMI, la non-violence est aussi une stratégie efficace de lutte.

La non-violence n'est certes pas synonyme de pacifisme angélique. Si la non-violence radicale n'est pas incompatible avec certaines formes de colère —et peut même s'en nourrir, comme elle devrait aussi se nourrir d'un amour profond pour l'humanité-, elle rejette cependant les méthodes fondées sur la volonté de faire du mal, physiquement ou moralement à toute personne ou à toute forme de vie. CertainEs diront qu'une révolution sans sang versé est impossible, et ils auront probablement raison. Une remise en question des privilèges de l'élite politique et économique entraîne toujours une répression brutale. La non-violence radicale se propose toutefois d'attaquer les privilèges de l'élite sans s'attaquer physiquement aux personnes. Nos « ennemis » ne sont pas les personnes, mais les gestes, paroles, idées que soutiennent les individus et les structures et institutions auxquels ils participent. Ceci n'exclut pas, comme forme d'action directe non violente, certains dommages matériels stratégiques, contrôlés et assumés qui ne mettent pas en danger la vie ou l'intégrité des personnes et qui ne risquent pas non plus d'entraîner une répression accrue sur qui que ce soit d'autre.

Cette optique stratégique a pour effet de maximiser l'impact politique et les retombées des actions de résistance : en l'absence de « contre-violence » du mouvement, la violence du système est mise en évidence de façon claire et incontournable. De plus, la non-violence radicale enlève à l'État et à l'appareil répressif son prétexte, alors que la violence lors d'actions de résistance peut renforcer l'emprise tactique, stratégique et politique de l'État sur les manifestations.

Au cœur de notre pratique de la non-violence, nous proposons donc la résistance civile non violente comme stratégie de lutte rassembleuse, comme vecteur de transformation en profondeur de la société. Un mouvement massif et diversifié saura utiliser les moyens stratégiques et légitimes à sa disposition (de l'éducation populaire à la proposition d'alternatives, en passant par les boycottages et la désobéissance civile) afin que nous puissions délégitimer les institutions en place et leur mode d'action, et que nous puissions vivre, résister et (nous) transformer avec intégrité et dans le respect. »

Le mouvement spontané des manifestations à la caserole du *Printemps érable* en a été selon moi la parfaite démonstration.

Alternative à la révolution

Je crois que tout mouvement révolutionnaire progressiste qui prétendrait mettre à bas le système capitaliste est voué à l'échec en occident. On le sait, la vie sur la planète est menacée à court terme de disparaître. Alors, dans le temps qui nous est impartis, je prétends que la seule alternative réaliste à une révolution est de créer dès maintenant un large consensus mondial afin de brider le capitalisme.

Tout en maintenant le système économique, il faut parvenir à lui imposer des limites qui le mettront enfin au service de l'humanité et non son contraire, comme c'est le cas actuellement avec l'idéologie dominante.

Il s'agit ici d'imposer aux entreprises et aux échanges économiques un cadre législatif mondial uniforme qui assujettira toutes leurs opérations à une série de normes et d'obligations ayant comme objectifs spécifiques de protéger et de promouvoir l'équité, le progrès social, les droits et libertés des individus et des communautés ainsi que de protéger l'environnement et la diversité biologique.

Il devrait être plus facile de rallier les gens à l'idée de réformer le système capitaliste plutôt que de tenter de les convaincre de le mettre à terre pour le remplacer par on ne sait quoi. Un système économique, c'est une imbrication fragile et très complexe d'entreprises interdépendantes de toutes tailles qui ont synchronisé toutes leurs opérations au fil des ans par un nombre incalculable de contrats et d'ententes, guidés par leurs besoins réciproques et ceux de leurs clientèles. On ne peut pas remplacer un tel édifice en un claquement de doigts sans compromettre la survie même de la société.

On peut avoir une idée de l'importance du chaos appréhendé lorsqu'un seul secteur d'activité connaît un conflit de travail et que ses travailleurs se retrouvent en grève. Les fournisseurs doivent alors ralentir leur production, mettre temporairement à pied certains de leurs travailleurs en plus d'avoir parfois à faire patienter leurs créanciers.

Leurs clients doivent tenter de s'approvisionner ailleurs à des prix parfois désavantageux et ce, à des qualités et des

disponibilités pas nécessairement équivalentes. Ils doivent même parfois se restreindre en raison de la non-disponibilité du produit de remplacement ou de son prix trop élevé. Si les créanciers s'énervent vraiment, il y a quelques entreprises qui devront se résoudre à fermer définitivement leurs portes.

Imaginons maintenant que toutes les entreprises d'une société donnée cessent leurs opérations en même temps, en attente de directives ou, tout au moins, d'indications qui leur assureront d'obtenir les autorisations et le financement nécessaires pour maintenir leurs activités.

L'impact d'un tel événement sur l'économie, sur les conditions de vie des populations et sur l'écosphère est incalculable. Cela pourrait même entraîner de multiples nations dans des guerres pour des ressources ou des territoires. Le chaos provoqué par la disparition brutale du capitalisme pourrait en définitive se traduire par l'effondrement de notre civilisation, de notre technologie. L'abandon d'une surveillance adéquate des sites dangereux pourrait provoquer une suite de catastrophes environnementales majeures, ce qui constituerait une menace additionnelle pour toutes les formes de vie de la planète.

Les situations chaotiques et le grand nombre de victimes que celles-ci généreraient font en sorte que toute idée d'une révolution de cette ampleur devient presque un crime contre l'humanité.

Et, comme je le suggérais plus haut, le système capitaliste n'a pas que des défauts. Il mise sur l'imagination, la spontanéité, le leadership, l'autonomie et la créativité des individus. Tous les systèmes pseudo-communistes que no-

tre monde a connus ont, au contraire, toujours eu une tendance paranoïaque à vouloir tout contrôler et à étouffer les qualités essentielles qui permettent à l'humanité de s'adapter rapidement aux situations et aux défis auxquels elle est confrontée, lui permettant de s'épanouir librement.

Réformer le capitalisme apparaît donc comme un objectif réaliste en comparaison. À moyen et à long terme, une telle réforme permettra peut-être de contrer l'accélération du réchauffement planétaire, de faire profiter à tous les citoyens des bienfaits de la civilisation et d'un environnement sain et sécuritaire.

Mon idée va certainement à l'encontre des traités de libre-échange que l'ALÉNA et une dizaine d'autres qui ont déjà été ratifiés ou qui sont actuellement en négociation tels ceux avec l'Europe et la zone de coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC). Elle remet en question les orientations des grandes institutions économiques internationales actuelles qui sont chargées de gérer la mondialisation économique planétaire. Au lieu de libéraliser les marchés et d'abolir les entraves que représentent les réglementations et les normes, l'idée est au contraire de soumettre toutes les entreprises aux mêmes réglementations et aux mêmes normes à l'échelle de la planète. En matière de concurrence, une telle régulation planétaire uniformisée devrait avoir le même résultat que la déréglementation, puisque tous les pays, toutes les entreprises y seraient assujetties et ne pourraient plus tirer d'avantages des différences entre les législations et les réglementations.

Un impôt mondial

Une taxe sur les transactions financières, en plus de permettre la redistribution équitable des richesses et de participer au progrès social, peut avoir pour effet de modérer la spéculation abusive qui mine fréquemment la santé financière des entreprises.

La redistribution de l'assiette fiscale que nous en retirerions pourrait assurer à chaque pays la capacité de développer et de maintenir tous les services publics requis pour assurer un bon progrès social. Ajustée de façon équitable, elle pourrait même aider à rétablir un meilleur équilibre entre toutes les économies de la planète dont certaines ont historiquement été mises à mal par le colonialisme et le néolibéralisme.

Arrêter le néolibéralisme et le néoconservatisme

Dans les années soixante et soixante-dix, ce qui a permis l'avancement rapide du progrès social (notre fameuse *Révolution tranquille*) est le fait que nos gouvernements avaient les outils et la capacité de décider et d'agir. Or, on le sait, en signant les multiples ententes de libre-échange, nos gouvernements ont renoncé systématiquement à ces outils, les sacrifiant sciemment à l'autel des marchés comme stipulé par les dogmes du néolibéralisme.

Je crois qu'actuellement les ténors de la droite enclenchent à travers le monde une étape cruciale visant la soumission des nations aux diktats de leur idéologie écono-

mique. Ils tentent de faire croire aux peuples que la seule issue à une crise économique qu'ils ont inventée de toutes pièces est la réduction drastique des services publics et leur privatisation. On peut accuser ses adversaires de caricaturer le néolibéralisme soulignant sa propension à « *privatiser les profits tout en socialisant ses pertes* ». C'est pourtant très près de la vérité quand on regarde la réalité.

Il nous faut donc démontrer dès maintenant qu'une solution de rechange est possible. Sinon, il ne nous reste plus qu'à accepter de devenir aussi pauvre, aussi déréglementé et aussi servile que les plus pauvres, les plus déréglementés et les plus serviles des pays avec lesquels nous sommes en concurrence sur le marché mondial.

Un autre monde reste possible même en maintenant en partie le système économique capitaliste. Le temps nous est compté. Vouloir attendre l'avènement d'une révolution hypothétique est la pire des solutions. Je suis personnellement persuadé que, si un jour la population accepte de se révolter, c'est qu'il sera déjà trop tard, c'est que les gouvernements auront alors avoué qu'ils se sont trompés et qu'ils ont provoqué la catastrophe finale. Ils le feront avec les excuses les plus sincères, en déchirant leur chemise pour étayer leur bonne foi. Mais, soyez certains qu'ils nous vendront l'eau potable, l'air pur et les rares produits alimentaires à prix d'or. Et ils institueront probablement une loterie pour nous permettre de gagner une euthanasie gratuite. Et nous, nous achèterons plein de billets avec l'espoir de gagner, bien sûr... Nous en serons peut-être là d'ici trente ans.

Il nous faut donc rallier au plus tôt toutes les forces vives et dormantes pour bloquer cette offensive. Il faut que chacun soit mis au fait que nous fonçons à toute allure vers

un précipice. Mais il faut surtout convaincre tout un chacun qu'il a un rôle à jouer!

Il ne suffit plus de s'appuyer sur les initiatives personnelles des citoyens ou sur d'éventuelles interventions des entreprises progressistes, il faut conscrire l'ensemble du pays, nos gouvernements ainsi que l'ensemble des nations à ces changements. C'est Albert Jacquard qui parlait de « Développement joyeux ». Il faut commencer dès aujourd'hui.

Il est plus impératif que jamais d'arrêter le néolibéralisme. C'est une question de survie pour tous!

Les errements de la gauche relativement au libre-échange

Je crois que la société civile a commis une grave erreur lorsqu'elle a décidé des nouvelles orientations pour ses actions contre la mondialisation néolibérale de l'économie.

« *Agir localement et penser globalement* » était le nouveau mot d'ordre.

Si les actions locales ont effectivement progressé, il me semble que beaucoup trop d'organismes ont oublié de penser globalement. Il aurait fallu que des organisations crédibles conservent la capacité d'intervenir sur les enjeux mondiaux et de mobiliser les citoyens pour ce faire.

Actuellement, aucune organisation ne semble se préoccuper de contrer les négociations de libre-échange, que ce soit avec l'Europe, les Amériques ou l'Asie-Pacifique¹³. Sauf les trop rares interventions des partis de l'opposition, peu de voix s'élèvent pour dénoncer la teneur des négociations en cours.

Les exigences et les concessions des uns et des autres sont tenues dans le secret le plus complet. Très peu d'informations transpirent à ce sujet et sont encore moins relayées par les consortiums médiatiques. Très peu d'analyses sur les implications et les conséquences du libre-échange nous sont présentées. Quelle est l'organisation crédible capable de réunir et de coordonner au Canada ou, tout au moins au Québec, les forces vives opposées à l'asservissement de l'humanité aux lois du libre marché?

Pour parvenir à mobiliser la population, il faudra d'abord démocratiser davantage les structures de nos organisations de la société civile afin de permettre aux citoyens d'avoir une emprise sur leur environnement immédiat. Pour parvenir à cela, tous les citoyens devraient faire l'apprentissage de la démocratie participative et de l'action sociale. Comme on a pu le voir lors des nombreuses manifestations nocturnes du *Printemps érable*, les gens ont une grande soif d'agir. Il faudra donc impérativement mettre aussi à leur disposition tous les outils nécessaires d'information, de réflexion et de concertation. Sinon, il est certain que des profiteurs tenteront encore de détourner le pouvoir citoyen à leur profit.

13 Normand Baillargeon, *Pauvres crevez !*, Voir, <http://voir.ca/chroniques/prise-de-tete/2013/09/04/pauvres-crevez/>, 4 septembre 2013.

Qui dit informations, dit médias. Nous devons développer nos propres médias de masse. Il est incompréhensible que les grandes centrales syndicales n'aient pas jugé bon d'investir suffisamment dans les nouveaux médias pour contrebalancer le pouvoir que détiennent les PowerCorp, Québecor, Sun et consort sur l'opinion publique. Si elles le font à l'occasion, c'est de façon sporadique, à petite échelle et sans l'envergure nécessaire pour contrebalancer le pouvoir des grands consortiums. À quand un *24 Heures* des forces progressistes au Québec ou au Canada?

Parallèlement à cela, nous devons établir ou renforcer nos contacts avec les organisations citoyennes du monde entier. Une révolution locale ne parviendra jamais à stopper les ravages du néolibéralisme. Il faut une révolution planétaire. Nous devons donc mettre sur pieds des mécanismes permanents de concertation internationale. Ils nous permettront de définir ensemble les normes et les règles minimales qui permettront de brider le capitalisme. Ultime-riement, ces mécanismes pourront coordonner nos réformes de l'économie internationale.

À long terme, nous devons finalement faire adopter par nos gouvernements respectifs un train de mesures, de normes et de lois internationales. Issues des consensus développés précédemment, ces mesures devront nous permettre de brider le capitalisme et d'empêcher ces mêmes gouvernements de brader de nouveau nos droits, nos libertés, nos services publics et nos normes sociales et environnementales contre de vaines promesses de développement économique. Pour parvenir à nos fins, il sera probablement nécessaire de changer éventuellement la forme de nos dé-

mocraties pour permettre un plus grand contrôle par les citoyens sur leurs gouvernements.

Finalement, une taxe uniforme sur toutes les transactions financières devra être instaurée sur le plan international. Cela impliquera de mettre sur pieds des structures internationales de contrôle, de perception et de redistribution des revenus de cette taxe. Ces structures devront être capables de mettre au pas le système bancaire mondial, quitte à le retirer des mains de l'entreprise privée.

Face au terrorisme

L'existence d'une « *force du mal* », d'un ennemi lointain et déshumanisé de l'État, c'est toujours bien pratique pour les despotes, qu'ils soient milliardaires américains ou saoudiens. George Orwell l'avait bien compris, George W. Bush et Ben Laden aussi.

Trois de mes grands-parents sont nés aux États-Unis et sont revenus au Québec fonder leur famille. Durant la Seconde Guerre mondiale, mon père a préféré acquérir la citoyenneté américaine pour s'engager dans l'armée américaine plutôt que de servir dans les armées de Sa Gracieuse Majesté Britannique. Les Canadiens-français y servaient de « *chair à canon* », disait la rumeur.

À la fin de la guerre, il a eu l'occasion de visiter Hiroshima et cela a probablement déterminé sa grande foi dans le pacifisme. Durant les années 50-60, alors qu'il était président de la *Légion américaine au Canada*, lui et mon grand-père maternel, un américain de naissance, se sont

opposés à l'intervention américaine au Viêt Nam. Cela lui aura probablement coûté son poste et plus d'un ami.

Cela dit, j'ai de très nombreux parents américains. J'aime beaucoup ceux et celles que j'ai pu rencontrer et je les respecte profondément. Cela ne m'empêche pas de ne pas partager toutes leurs opinions sur tous les sujets. Alors, ne confondez pas « *anti-américanisme* » avec « *liberté de conscience* »; il est trop facile de dénigrer ceux qui ne sont pas d'accord avec vous en leur apposant une étiquette.

Quand les autorités américaines installent des caméras dans le métro ou sur les places publiques comme mesure de prévention et de dissuasion contre le terrorisme, on peut douter fortement de leur efficacité. Tout juste si leurs captations peuvent servir, après coup, à identifier les auteurs d'attaques monstrueuses, à alimenter les nouvelles à sensation de CNN et à nourrir la soif vindicative du peuple américain.

Un terroriste, c'est quelqu'un qui agit seul ou presque et à l'abri de la foule. Savez-vous combien de voyageurs transitent par le métro de New York à l'heure de pointe? Autant chercher une aiguille dans un grand champ de foin... En prime, ces mesures alimentent en prétextes les gens qui, dans les institutions gouvernementales, profitent de la paranoïa pour instaurer une société à la *Big Brother* en faisant miroiter aux yeux des naïfs la promesse irréalisable d'une plus grande sécurité.

Est-il naïf de croire que l'impérialisme économique et politique des Américains et des Israéliens alimente le terrorisme international? Le Canada de Steven Harper appuie sans réserve cette politique depuis le début du XXI^e siècle.

Et si les États-Unis, Israël et le Canada se préoccupaient davantage de ne pas se faire autant d'ennemis plutôt que de comploter pour amasser encore plus de profits ou conquérir plus de territoires ?

On peut toujours s'étonner qu'il n'y ait pas eu d'autres attentats avant le 11 septembre 2001 et que ces attentats n'aient pas été fomentés par des Sud-Américains, des asiatiques ou des noirs africains. Les Américains récoltent ce qu'ils ont toujours semé partout sur la planète depuis plus de 150 ans.

Ce constat n'enlèvera rien au drame vécu par les familles des victimes et par les survivants des attentats du World Trade Center ou des autres victimes telles celles de l'attentat du marathon de Boston, mais, s'il a été très émouvant de voir toutes les manifestations de solidarité à travers toute l'Amérique et dans les pays occidentaux envers les victimes, il m'apparaît scandaleux que peu de personnes expriment la même solidarité envers les victimes d'attentats combien plus meurtriers et plus fréquents qui frappent presque quotidiennement le Moyen-Orient, l'Asie et l'Afrique. Pourquoi ces victimes n'ont-elles pas droit aux mêmes démonstrations de solidarité ? On est amené à croire que cette arrogance occidentale, cet égocentrisme et cette insensibilité sont aussi à l'origine du terrorisme.

Bien qu'on ne puisse aucunement approuver le recours à la violence, surtout lorsqu'elle frappe aveuglément, il serait idiot de croire que le terrorisme international ne proliférera pas tant que sévront l'impérialisme des États-Unis d'Amérique, l'occupation israélienne et les ravages de la mondialisation économique néolibérale.

Seules les populations américaines et israéliennes pourraient véritablement infléchir les politiques de leurs pays respectifs. Leurs ennemis font l'erreur de croire qu'ils peuvent changer le cours de l'Histoire en terrorisant la population de ces deux pays. Il est à craindre qu'au contraire, la terreur ne mène qu'au durcissement de la détermination des Américains et des Israéliens, jouant ainsi le jeu de ceux et celles qui tirent profit et pouvoir de cette peur du terrorisme.

C'est seulement en se solidarisant avec le reste de l'humanité que nous pourrons un jour vivre en paix.

Espérons que tous se réveilleront bientôt!

Pour arrêter la guerre

La guerre civile en Syrie a livré son lot d'horreur aux médias de la planète jusqu'à ce qu'on s'y soit habitués. Les va-t-en-guerre haranguaient la foule : « *il faut intervenir militairement pour sauver le peuple syrien des attaques de l'armée de Bahar al-Assad* ». De nombreux citoyens de par le monde redoutaient avec raison que cela ne dégénère en un conflit comme cela s'est produit en Iraq et en Afghanistan. Trop d'intérêts politiques, économiques et religieux étaient liés à cette guerre. Fallait-il ôter le pouvoir à Bachar al-Assad pour risquer de le voir tomber aux mains d'intégristes musulmans? On a préféré laisser pourrir la situation, laissant Bachar massacrer son peuple à sa guise.

Sans le soutien de la communauté internationale, les forces rebelles n'ont pas eu d'autre choix que de s'associer à ces mêmes intégristes et alimenter ainsi la mouvance is-

lamique radicale à travers le monde. L'inaction de l'Occident a donné un véritable coup de pouce à l'État islamique naissant.

Et que proposaient les organismes comme *Échec à la guerre*? Leur communiqué du 4 septembre 2013¹⁴, repris dans de nombreux médias, propose ceci :

« Pour cela, il faut exiger un cessez-le-feu immédiat, l'arrêt de toutes les livraisons d'armes aux belligérants et l'amorce de négociations, sans condition. Outre le régime et les oppositions syriennes armées, ces négociations doivent également inclure des représentants des mouvements syriens d'opposition non armés, des organismes qui œuvrent sur le terrain pour favoriser la désescalade du conflit et la réconciliation, des organisations de femmes, etc. Et elles doivent être placées sous l'égide de l'ONU, mais hors du contrôle des grandes puissances. »

Si l'analyse de cet organisme nous a pu nous paraître juste, on peut tout de même douter qu'elle eut convaincu les belligérants. Avec l'évolution de ce conflit, la négociation et le blocus n'auront pas donné la capacité au gouvernement Bachar ni à ses opposants de faire pression sur le camp adverse. Elle aura plutôt poussé la rébellion dans les bras des intégristes, alimentant l'incendie qui allait bientôt embraser tous les pays du nord-est de l'Afrique.

14 <http://www.echecalaguerre.org/index.php?id=248>

Que faire d'autre sans recourir à la violence ?

Lors de la guerre d'Irak, on a vu près d'une centaine de citoyens occidentaux, surtout des Britanniques et des Américains, tenter audacieusement de s'interposer physiquement entre l'armée américaine et certains de ses objectifs militaires. C'est ce qu'on a appelé les « *boucliers humains volontaires* ». Si la manœuvre a pu paraître intéressante en tant que stratégie non violente, elle a perdu toute crédibilité lorsque les militants se sont mis aux ordres de Saddam Hussein et ont défendu la légitimité de son gouvernement.

Si l'expérience s'avère peu concluante et l'attitude des boucliers volontaires semble puérile, le concept mérite peut-être qu'on s'y attarde. Laurent Collasse, un juriste du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) déclarait au Major EMG Ludovic Monnerat dans un article sur le site de *Checkpoint-online* :

« Il serait donc inexact d'affirmer que des personnes qui se mettent volontairement devant une cible légitime participent directement aux hostilités.

(...) Ces personnes restent donc protégées contre les effets des hostilités.

(...) Le fait de tuer un bouclier humain, volontaire ou non, constituera un crime de guerre au sens de l'article 8 des Statuts de la Cour Pénale Internationale s'il s'agit par exemple d'une infraction grave aux Conventions de Genève, comme l'homicide intentionnel, ou s'il s'agit d'une autre violation grave des lois et coutumes applicables aux conflits armés internationaux. »

Par contre il ajoute :

« La Partie au conflit sur le territoire duquel se trouvent les boucliers humains volontaires a l'obligation, selon l'article 58 PA I, de s'efforcer, dans toute la mesure de ce qui est pratiquement possible, d'éloigner du voisinage des objectifs militaires la population et les biens civils »

Par conséquent, la présence de boucliers humains comme de civils irakiens à proximité d'objectifs militaires constituait explicitement une violation du Droit International Humanitaire par le gouvernement de Hussein. Cela plaide donc contre toute action concertée avec un des belligérants. On peut également s'interroger sur le choix des volontaires de protéger des immeubles industriels pouvant abriter des équipements militaires.

Est-ce que l'action coordonnée de volontaires d'origines diverses, chargés de s'interposer physiquement et pacifiquement entre tous les belligérants sur un champ de bataille, pourrait réellement avoir la capacité de faire cesser les hostilités? Aurait-elle plus de crédibilité que la Croix Rouge ou le Croissant Rouge? Cela reste à voir...

Cela nécessiterait évidemment une très bonne logistique, l'appui financier de gouvernements neutres pour le transport, de même que l'hébergement et l'alimentation des volontaires. Cela leur permettrait de ne pas rester les bras croisés pendant qu'on assassine la population d'un autre pays tout en évitant de s'engager dans des aventures militaires ruineuses.

Mais pourrait-on jamais recruter un nombre suffisant de volontaires prêts à se faire tuer pour arrêter une guerre?

L'action serait-elle aussi efficace dans un conflit où il est difficile de savoir à quel camp appartient réellement chacun des belligérants? Où les parties se moquent complètement de tuer des gens? Difficile à dire...

Le revenu de citoyenneté

Une des façons les plus constructives, socialement parlant, de redistribuer équitablement les revenus générés par le travail, par l'exploitation des ressources du bien commun et par les différentes formes de taxation et d'impôt est, selon plusieurs, le revenu de citoyenneté. L'idée, qui était chère au grand syndicaliste Michel Chartrand, semble faire difficilement son chemin, même au sein des organisations dites progressistes.

Voici un plaidoyer en sa faveur.

Convenons qu'aucun d'entre nous n'a demandé à être là; qu'on n'a demandé à personne, sauf aux immigrants à qui l'on fait prêter serment, s'il désirait vraiment faire partie de la société. Pire, on ostracise habituellement ceux et celles qui refusent de jouer le jeu.

Convenons également qu'aucun d'entre nous n'a choisi son pays, son quartier, son village, son ethnie, sa famille, sa classe sociale et sa religion. Tous ne recevront pas l'amour des meilleurs parents, l'éducation dans les meilleures écoles, les conseils des meilleurs entraîneurs, l'attention des meilleurs amis, ni les revenus des meilleurs emplois. Tous ne jouiront pas nécessairement d'une bonne santé physique

et mentale, d'un héritage génétique sans tare ni d'un environnement exempt de toute pollution. Alors, convenons que tous ne sont pas également choyés par le sort à leur naissance.

Pourtant, selon les principes et les valeurs mêmes de notre société, tous les citoyens sont égaux.

S'il y a un lieu où la société peut tenter de rétablir les inégalités liées aux origines et aux opportunités disponibles, c'est bien dans la redistribution des richesses et dans l'offre de services publics.

En tant que citoyens d'un pays, nous sommes chacun copropriétaires de ses ressources, de ses richesses et de ses infrastructures. Nous les avons reçus en héritage de ceux et celles qui nous ont précédés, ceux qui ont contribué à les développer et à les découvrir, et nous les léguerons à ceux et celles qui nous suivront. Entre ces deux actes de passation que sont notre naissance et notre mort, nous devons accepter de partager, d'entretenir et de développer à notre tour ce « *bien commun* » en bon « père de famille ». C'est la partie fondamentale du contrat social qui nous lie.

- De nombreuses activités sont essentielles à notre pérennité :
- La bonne préparation des nouveaux arrivants;
- L'éducation des nouvelles cohortes de citoyens;
- Les besoins de formation et d'information des citoyens pour le bon fonctionnement de la société et de ses institutions;

- Les soins à promulguer à ceux et celles qui en ont besoin;
- La recherche de l'équité, de la sécurité et de la justice nécessaire pour préserver la cohésion sociale;
- La bonne gestion du bien commun et la protection de notre environnement.

Si tous sont égaux, il est donc normal que tous aient droit de bénéficier de ces services. Or, faire payer pour ces services, c'est en interdire ou tout au moins en restreindre l'accès à ceux et celles dont les revenus sont insuffisants pour faire face à leurs besoins et à leurs obligations. C'est aussi pénaliser ceux et celles qui dépendent de ces gens, comme les enfants, les gens âgés, les femmes enceintes, les personnes souffrantes ou handicapées, celles vivant la précarité ou le désœuvrement. Bref, faire payer pour les services, c'est rendre la misère héréditaire et inévitable pour trop de citoyens.

Au Québec, pour pallier les carences des services offerts par l'entreprise privée ou répondre à certaines conjonctures économique-démographiques qui nous touchaient plus particulièrement, nous avons opté pour des mesures universelles comme la gratuité scolaire jusqu'au cégep, l'assurance médicament et les régimes d'assurance-maladie, de rentes, de l'assurance automobile ainsi que de la santé et la sécurité au travail. Nous avons inventé une foule de mesures, comme l'aide financière aux études, les garderies à sept dollars, les congés de maternité et de paternité, etc. Et pour parer au pire, nous avons institué l'aide sociale, la rente d'orphelin et les subventions à l'emploi pour ceux et celles qui, temporairement ou non, n'avaient plus de revenus et

n'arrivaient pas à se qualifier pour le marché du travail. Il y a eu ensuite un lot d'enveloppes budgétaires pour parer aux imprévisibles catastrophes et aux mauvaises conjonctures économiques.

Or, parmi ces mesures, il m'apparaît que l'aide sociale, par son mécanisme, devient l'une des principales causes de l'exclusion sociale et de son endémisme.

Lorsqu'un individu reçoit des prestations de l'aide sociale (le BS), il subit trois types de perte de statut : statut social, statut économique et statut professionnel.

L'exclusion sociale

L'exclusion sociale touche tous les membres de la famille. Vivre du « BS », c'est encore considéré comme une honte par beaucoup de gens. Ils considèrent les prestataires comme des fraudeurs potentiels, des voleurs et des paresseux. De leur côté, le gouvernement et ses fonctionnaires se donnent le droit de fouiller dans la vie privée des prestataires, de leur dicter des choix. Certaines personnes et certains fonctionnaires en situation d'autorité deviennent arrogants envers les bénéficiaires et les méprisent ouvertement. Et, comme le montant de la prestation allouée est souvent insuffisant pour couvrir toutes les dépenses d'une famille, on leur fait subir une humiliation supplémentaire en les obligeant à recourir à l'aumône, aux organismes de charité et, parfois, à la fraude.

Peut-être avez-vous déjà croisé ces personnes qui font la queue aux portes des comptoirs alimentaires? Il y a toujours une filée d'adultes résignés qui tentent de calmer leurs

enfants turbulents en attendant leur tour d'être servis. Ce que j'ai souvent remarqué, c'est la révolte dans les yeux des jeunes adolescents obligés d'accompagner leurs parents. Ces jeunes semblent en vouloir au monde entier de voir ainsi leurs parents s'humilier publiquement. J'ose simplement espérer qu'ils réussiront à trouver chacun un moyen constructif de canaliser leur révolte plutôt que de devenir une menace pour la société...

Dans la plupart des sociétés, on favorise l'intervention de la charité. On n'a qu'à voir le nombre d'organisations caritatives qui viennent en aide aux personnes démunies pour comprendre que les gouvernements comptent énormément sur elles pour réduire leur propre contribution. Or, je suis de ceux qui croient, comme Jean-Paul Sartre, que la charité n'est qu'un moyen de plus, pour les riches, d'exercer leur domination et de savourer vaniteusement leur grandeur d'âme. Je crois la solidarité plus respectueuse de la dignité humaine.

Cela paraît bien de donner aux « *quêteux* » et on n'a pas à se soucier de ce qu'ils feront de l'aumône qu'on leur donne. Qu'importe si ces dons permettent aux itinérants de s'autodétruire davantage. Ou alors, on contribue aux oeuvres de charité en allant jouer au golf, manger ou danser à un gala ou encore assister à un spectacle. Cela apporte des déductions fiscales aux généreux donateurs en plus de leur valoir un certain prestige social.

Or, il est question ici de dignité humaine. Il faut avoir été dans la nécessité pour savoir à quel point il peut être humiliant de dépendre du bon vouloir des autres. Cette humiliation contribue grandement au sentiment d'exclusion sociale et mène parfois à la révolte. Car, si certains bé-

néficiaries acceptent d'être les victimes, plusieurs refusent cette victimisation et préfèrent même prétendre être des exploiteurs du système. Ceux-là, qu'on associe facilement aux fameux « Bougons » de la télé, s'enfoncent davantage dans une dépendance cyclique vis-à-vis de l'aide sociale. Croyant à tort en ressortir gagnants, ils se condamnent à vivre en marge de la société et imposent à leurs proches les mêmes vexations sociales.

L'exclusion financière

Perdre son statut financier est plus direct. Non seulement la personne n'a plus de revenus suffisants, mais elle n'a plus accès au crédit, sinon en s'adressant à des entreprises ou à des « *shylocks* » qui appliquent des taux d'usuriers. De plus, il est impossible à un prestataire de l'aide sociale d'améliorer sa situation par un travail à temps partiel ou à temps plein sans subir une diminution de ses prestations lorsque le revenu qu'il en tire dépasse le maximum mensuel permis. Quand on sait que le type de travail qui lui est accessible est souvent mal rémunéré, on comprend alors l'importance pour lui de conserver ses prestations. L'individu a l'impression de ne pas jouir des mêmes droits que les autres. Petit à petit, il perd sa qualité de vie, sa capacité de consommer. Même s'il y a méprise, la consommation est le principal indice de bonheur pour plusieurs. Donc, pas de vacances, pas de voyages, pas de folies. L'exclusion se mesure pour l'individu et sa famille dans leur incapacité à suivre ceux qui ont des revenus. Relisons « *Bonheur d'occasion*¹⁵ », particulièrement la scène sur les vitrines de la rue

15 Gabrielle Roy, *Bonheur d'occasion*, Montréal, Éditions Boréal, 2009, p. 51

Sainte-Catherine, pour comprendre le sentiment d'exclusion sociale. Les frustrations des prestataires sont grandes et profondes. S'ils tentent de s'en sortir, on les replonge dans la misère. La situation encourage donc le travail au noir, la fraude et, parfois même, la grande délinquance. Et le fait d'être « hors la loi » amplifie selon moi le sentiment d'exclusion sociale.

L'exclusion professionnelle

L'exclusion professionnelle est plus insidieuse. Même si c'est illusoire, le bénéficiaire de l'aide sociale aura souvent l'impression d'être jugé lorsqu'il est à la recherche d'un emploi. « *C'est un BS, pourra-t-il être à la hauteur de l'emploi?* » C'est une tare dont il vaut mieux taire l'existence. Personne n'indiquera dans son CV les périodes de sa vie où il aura été prestataire de l'aide sociale. Quelqu'un qui a été un jour « BS » semble être suspect, presque autant que ceux et celles qui ont eu un jour des problèmes de santé mentale. Les préjugés vont bon train...

Choisir l'inclusion plutôt que l'exclusion

L'aide sociale semble être un piège dont il est difficile de se sortir. Selon les études de l'ancienne ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Agnès Maltais, naître dans une famille d'assistés sociaux augmente la probabilité de le devenir soi-même un jour.

Le revenu de citoyenneté (RC) reste rattaché à l'individu. Il est attribué pour chacun des membres d'une famille

et non pas au seul chef de famille. Jusqu'à ce que les enfants atteignent l'âge de la majorité, les adultes qui en ont la responsabilité en gèrent les revenus. Le RC est le même pour tous. Il est insaisissable et ne diminue pas en fonction des autres revenus de l'individu.

Par contre, tous les autres revenus sont imposés de façon progressive. Plus ils seront élevés, plus le taux d'imposition le sera également. Une telle politique constitue l'un des principaux obstacles au retour sur le marché du travail d'un grand nombre de prestataires aptes à travailler et devrait disparaître.

Contrairement aux prestations de l'aide sociale qui, comme je le disais, sont automatiquement diminuées lorsque le prestataire retire un revenu mensuel de travail supérieur à 200 \$, le RC n'est pas affecté. Le revenu d'un travail s'ajoute simplement à celui-ci. Tout effort de travail devient donc avantageux pour l'individu, chacun peut améliorer ses conditions de vie sans craindre de perdre au change.

On imagine l'essor économique que pourrait amener une telle réforme. Au nombre de ses avantages, il y a une augmentation certaine du nombre de travailleurs, de la productivité, de la consommation et du bien-être général. Plus une diminution de la criminalité, des problèmes de santé mentale et des problèmes sociaux. Il en résulte un plus grand sentiment d'inclusion sociale.

En instituant le revenu de citoyenneté, on peut abolir l'aide sociale, la rente d'orphelin, l'allocation familiale, l'aide financière aux études supérieures et la plupart des autres prestations de soutien. Seules demeurent les prestations pour invalidité qui assurent à ses bénéficiaires de dis-

poser de revenus suffisants pour couvrir les dépenses supplémentaires, de disposer d'un confort légitime et d'user de leurs droits et libertés, ce dont leur handicap les prive. Le RC remplace fort avantageusement le système des prêts et bourses qui, bon an mal an, demeure inéquitable et malheureusement inaccessible à trop d'étudiants malgré toutes les réformes qu'on y a apportées.

Dans les années 60, la robotisation de la production laissait miroiter l'avènement de la société du loisir. Or, aucun gouvernement n'a voulu gérer cette transformation de la production, préférant laisser faire les entreprises. L'inaction des élus a laissé les lois du marché dicter la suite des événements. Les entreprises, préférant réduire leurs frais et augmenter les profits à court terme, ont transformé le rêve en cauchemars. Il s'avère donc que la civilisation du loisir s'est plutôt traduite en surcroît de travail pour les uns et en chômage pour les autres.

Appliqué de concert avec une politique de réduction des heures de la semaine de travail, le revenu citoyen pourrait contribuer à l'accession au marché du travail à l'ensemble des citoyens aptes au travail et à réduire l'incidence du surcroît de travail sur la santé des travailleuses et des travailleurs stressés et souvent à bout de souffle. Le revenu citoyen devrait donc contribuer à répartir plus équitablement les périodes de travail en permettant aux travailleurs de se réserver davantage de temps de loisir.

Si, comme expliqué précédemment, l'exclusion sociale pèse sur ceux qu'on nomme les « *BS* » et contribue à leur isolement, à leur renfermement vis-à-vis de la société, elle peut mener à la violence contre soi ou contre les autres, à la révolte individuelle ou collective. On ne mesure pas les

conséquences sociales et financières de cette exclusion ni de son rôle dans l'émergence de sociétés parallèles concurrentes comme les organisations mafieuses. Inévitablement, cette exclusion doit jouer un rôle important dans les taux de la criminalité, de la toxicomanie et de la corruption.

En 1998, le syndicaliste Michel Chartrand, faisant campagne contre l'ex-premier ministre Lucien Bouchard dans le Comté de Jonquière aux élections provinciales, présentait ainsi la question du revenu de citoyenneté.

« **Fin du travail et dignité humaine**

La pauvreté zéro, cela veut dire principalement :

- *L'éradication de la misère pour deux millions de Québécois;*
- *Le respect des personnes;*
- *L'aide aux parents;*
- *L'agrandissement du champ de la liberté pour les femmes;*
- *Le libre choix pour la première génération de jeunes de leur formation, leur métier, leur travail;*
- *Un nouvel argument de négociation pour les travailleurs et les travailleuses;*

- *Et j'ajouterais : un frein à l'exode des municipalités dévitalisées par une impulsion immédiate sur l'économie régionale, ce qui peut s'étendre aux régions sinistrées par les cataclysmes naturels.*¹⁶»

Le sauvetage économique par le FMI des pays aux économies vacillantes ou l'art de tuer un pays.

En 2011, Athènes a été obligée d'adopter le plan de mesures économiques proposé par la zone euro et le Fonds monétaire international (FMI) pour sauver la Grèce de la faillite. Ces mesures fort impopulaires devaient permettre le déblocage de la cinquième tranche de 12 milliards d'euros du prêt de 110 milliards consenti en mai 2010 par les pays de la zone euro et le FMI, puis de 130 milliards deux ans plus tard.

Les bailleurs de fonds de la Grèce ont donc fait pression sur le gouvernement pour forcer l'adoption de ce plan de sauvetage. Cela devait permettre au gouvernement grec de maintenir son économie à flot jusqu'au versement d'un second plan international d'aide. Aux prises avec une dette de 375 milliards d'euros, équivalant à 150 % de son produit intérieur brut (PIB), le premier ministre socialiste Georges Papandréou espérait parvenir par ces mesures draconiennes à récolter d'ici 2015 près de 50 milliards d'euros, soit à peine 20 % du PIB. Ce plan comportait l'obligation

16 Bernard, Michel et Michel Chartrand, *Manifeste pour un revenu de citoyenneté*, Les éditions du Renouveau québécois, Montréal, 1999, in <http://www.ababord.org/spip.php?article1269>, site *À Bâbord*, Alain Masson.

de privatiser bon nombre des sociétés sous le contrôle de l'État. Les ports, les aéroports, les chemins de fer, l'eau de Thessalonique et d'Athènes, les hippodromes, les télécommunications et la Banque postale étaient dans la mire du plan de privatisation.

Pendant plusieurs semaines, les citoyens « *Indignés* » opposés à l'adoption de telles politiques ont occupé la rue. La population, déjà étranglée depuis mai 2010 par des gels et des réductions de salaire, une réforme « amaigrissante » des pensions et une hausse de la TVA à 23 %, ne semblait pas croire à la solution adoptée par ses élus. Avec un chômage qui, selon les données d'Eurostat, passait de 14,1 % de sa population active en décembre 2010 à 27 % en 2013 et une croissance négative du PIB (-2,0 %) en 2009, le pays connaissait une situation économique grave. Minée par la gestion catastrophique des gouvernements précédents, la prospérité du début du millénaire avait été balayée par la crise économique de 2008. Plusieurs pays de la zone euro ont connu une situation similaire. La France est engagée à l'heure actuelle dans une spirale qui risque fort de la faire chuter dans une dépression économique grave. Rien pour rassurer les autres membres de la zone euro quant à une éventuelle sortie de crise.

Il est en effet difficile pour une majorité de Grecs, d'Espagnols et de Français d'imaginer que leur pays puisse connaître une quelconque reprise économique à court, à moyen et même à long terme en s'engageant dans les programmes de restrictions économiques concoctés par le FMI ou l'Union européenne. Comme dans de nombreux pays occidentaux, la confiance dans les institutions politiques et économiques était déjà plutôt basse. De nombreuses révélations ont donné raison aux peuples européens de se mé-

fier de leurs hommes politiques. En France, les investisseurs sont d'autant plus méfiants que le gouvernement socialiste actuel leur est hostile.

Le remède proposé risque fort d'être pire que le mal lui-même. En réduisant les revenus d'un grand nombre de citoyens, soit les fonctionnaires et les retraités, puis en abolissant de nombreux emplois dans la fonction publique, ce sont les revenus de l'impôt sur le revenu qui baissent. Les citoyens dont les revenus diminuent, mais dont l'impôt augmente sont portés à restreindre leur consommation et à recourir à une économie souterraine. Ce sont les revenus des taxes à la consommation qui s'amenuisent alors.

Dans un tel contexte, le travail au noir et les petites fraudes connaîtront inévitablement un nouvel essor. De plus, une forte proportion de la population rurale se tourne vers le troc, cela réduit encore par la force des choses les revenus de l'État. La morosité économique s'installe et risque de miner tous les programmes de relance économique que l'État voudrait éventuellement appliquer.

La seule issue proposée par les grands financiers de ce monde est l'adoption de mesures qui, si elles mènent au démantèlement de l'État, n'offrent aucune garantie de le sauver de la faillite. Les privatisations dans les services publics et les sociétés d'État placent en définitive la Grèce en situation de totale dépendance de l'aide économique extérieure. À moins d'un miracle, le pays est donc engagé dans une spirale de déficits et de récessions dont il aura grand peine à se sortir. Et cette descente mène la Grèce inévitablement vers la faillite. Le déficit public en regard du PIB est de 12,7 % en 2013 et il est plombé par des intérêts de 175,1 % du PIB par ses gigantesques dettes.

En juin 2013, le FMI admet que le premier plan de sauvetage de la Grèce s'est soldé par des « échecs notables », provoqués notamment par des désaccords avec ses partenaires européens et par la méfiance des marchés. L'économie a été confrontée à une récession bien plus forte que prévu; ses projections de dette publique grecque sont donc faussées dans une large mesure.

À quand des syndicats de faillite à la tête de l'État? Et c'est ce qui attend le Portugal, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Irlande, Chypre, l'Italie et bientôt la France, pays dont les économies vacillent actuellement. Suivront-ils les traces de la Grèce en se pliant aux diktats des bailleurs de fonds?

Sachant que le FMI est depuis longtemps l'un des principaux fers de lance du néo-libéralisme, on ne s'étonnera pas des solutions que cet organisme propose.

Pourtant, nombreux sont les opposants au néolibéralisme qui dénoncent ce piège depuis plusieurs décennies. Malheureusement, les grands médias relayent peu leur discours.

Le plan du FMI s'insère parfaitement dans les stratégies du néolibéralisme et vise le démantèlement des états ou plus précisément :

- la réduction de leurs fonctions protectrices par le resserrement des dépenses publiques;
- la libéralisation des marchés (les accords multilatéraux ou bilatéraux de libre-échange);

- la libre circulation des capitaux, des investissements, des produits, des services et de la main-d'œuvre;
- la déréglementation de tout ce qui entrave les profits (la protection de l'environnement et la gestion de l'offre) et la réglementation de tout ce qui pourrait réduire la possibilité de profits (les droits de propriété intellectuelle, les brevets);
- la privatisation des ressources et des services qui appartenaient au domaine public par vente des sociétés d'État et la cession des secteurs rentables des services publics tels l'énergie, les médias, les banques, les assurances, les transports, l'eau, les forêts, les hôpitaux, les écoles et les universités.

Le néolibéralisme repose sur l'hypothèse que libérer partout les marchés de toutes entraves locales permettra d'assurer un essor de l'économie mondiale. Sauf qu'on oublie qu'en raison de la concurrence que se livrent les pays entre eux pour attirer les investisseurs et les projets de développement, les gouvernements n'ont pas d'autre choix que de réduire leurs réglementations environnementales et leurs charges sociales, d'alléger le fardeau fiscal des entreprises, de couper dans les services à la population et de privatiser les sociétés d'État. On nivelle donc par le bas, entraînant tous ces pays vers une plus grande pauvreté, une plus grande impuissance à relever les défis qui les attendent. Comme celui de parer aux prévisibles et inévitables catastrophes environnementales qui découleront de la déréglementation tous azimuts et de l'incapacité des états démembrés d'encadrer les activités industrielles dangereuses.

Pour l'ensemble des nations de la planète, l'alternative serait d'abord d'instaurer une taxe sur les transactions financières (taxe Tobin ou Robin Hood) et d'imposer des normes et des politiques minimales communes en matière d'éducation, de santé, de protection des droits des citoyens, des travailleurs, des retraités et de préservation de l'environnement.

Les néolibéraux comme les néoconservateurs dénoncent toute entrave au commerce et toute fiscalité qui, selon leur point de vue, créent des inégalités entre les entreprises et font que la libre concurrence ne joue pas son rôle de régulatrice du marché.

Or, si on applique la même fiscalité et les mêmes réglementations à toutes les entreprises de la planète, on ne crée ni davantage ni de désavantage pour celles-ci. Mais on s'assure de mettre l'économie au service de l'humanité, et non le contraire, comme c'est le cas actuellement. La taxation des transactions financières mentionnée ci-haut est un frein à la spéculation abusive. Elle permet de stabiliser le financement des entreprises qui, actuellement, sont à la merci des sautes d'humeur des spéculateurs, des ambitions des puissances financières et de leurs tractations douteuses. Elle oblige également les institutions financières à une meilleure traçabilité des capitaux, facilitant l'identification des comptes « offshore » illégaux ainsi que le repérage d'opérations de blanchiment de l'argent issu du crime et de la fraude.

Mais, encore ici, combien de politiciens auront seulement le courage ou l'audace de proposer de telles mesures ?

Les Amérindiens, génocide en la demeure...

Depuis plus d'un siècle et demi, nous assistons ici même à un génocide tranquille.

Encore en 2013, nous avons droit à notre lot habituel de victimes de la violence en territoires autochtones. Il ne se passe pas une semaine sans un suicide, un viol ou un meurtre dans les communautés autochtones.

Nous savons depuis longtemps que l'alcoolisme, la toxicomanie et les troubles du comportement qui en découlent affectent plus les populations amérindiennes que les autres Canadiens. Et la fréquence de ces problèmes nous suggère que le mal est si profond qu'il devient même aux yeux de certains un trait culturel. C'est si facile et si commode, la généralisation hâtive...

Des femmes et des hommes humiliés et dominés par notre civilisation et ses institutions, dont plus d'une génération a subi l'acculturation forcée et dont le droit d'exister été bafoué durant de longues années par notre impérialisme économique et culturel, n'ont pas d'autre avenir qu'un chèque du BS, les subventions de nos gouvernements et le recours au marché noir.

Leur seule bouée pour préserver leur dignité reste leur attachement aux valeurs traditionnelles. Mais, par définition, ces dernières ont peut-être tendance à être trop conservatrice et provoquent une stagnation parfois néfaste. Enfin, disons trop peu attrayante pour être une réelle solution aux yeux des jeunes générations. Leur capacité à faire évoluer et

progresser les mentalités est insuffisante pour concurrencer l'attrait que représente la société nord-américaine auprès de la jeunesse amérindienne.

Grandir dans un tel milieu a de quoi pousser n'importe quel jeune vers la révolte. Et sans outils pour provoquer le changement, sans réel interlocuteur local valable et dans un milieu si empêtré dans sa déchéance, cette révolte se tourne rapidement envers l'individu lui-même (suicide et autodestruction) ou envers sa communauté (violence familiale et criminalité sous toutes ses formes).

Nous savons tous que les Amérindiens sont surreprésentés dans les prisons canadiennes. Les victimes traumatisées par les sévices dans les congrégations religieuses sont trop souvent laissées à elles-mêmes. En maintenant la *Loi sur les Indiens*, nous perpétons le même cercle vicieux. Nous retrouvons ici tous les ingrédients pour provoquer à long terme l'annihilation des autochtones ou, tout au moins, la perte de leur identité par l'assimilation. Des solutions qui n'en sont pas...

Nos gouvernements, de concert avec les dirigeants des communautés amérindiennes, mettent sur pieds des services thérapeutiques et de prévention qui tentent de traiter ces communautés tant au niveau des individus, que de la famille et des communautés. Mais, bien que très bénéfiques pour ces communautés, de telles actions ne règlent en rien les problèmes sociaux puisque leur origine découle de cette perpétuelle tutelle de nos gouvernements.

Cette dépendance est entretenue parce que nos propres dirigeants, sous prétexte de la désorganisation chronique des autochtones, usurpent leurs pouvoirs politiques et éco-

nomiques. Ottawa refuse ou retarde le transfert intégral des responsabilités civiles et politiques aux gouvernements locaux. Le gouvernement fédéral les traite comme de grands adolescents incapables de prendre leurs responsabilités. Mais son véritable intérêt reste fondamentalement économique, les richesses naturelles et le potentiel hydroélectrique des territoires autochtones pesant très lourd dans la balance. Il n'y a que la création récente du nouveau gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le projet d'une entente initié par le PQ qui soient porteurs d'avenir.

Dans leurs relations avec les autochtones, le paternalisme des gouvernements blancs est omniprésent. Concession graduelle des pouvoirs étalée sur plusieurs années, avec garanties et conditions à remplir, le tutorat « bienveillant » des blancs n'en finira plus de perdurer sur les peuples autochtones « inaptes à gérer leur avenir ». Nous aurons beau pleurnicher sur les statistiques navrantes qui démontrent un taux de suicide parmi les plus élevés au monde et une représentation hors proportion dans le système carcéral, notre hypocrisie n'en demeurera pas moins ignoble si nous n'affranchissons pas les Amérindiens de notre tutelle.

Laissons-les se prendre en mains, offrons-leur toute l'aide au besoin et mettons en place des mécanismes favorisant un partenariat constructif avec leurs gouvernements. Nous contribuerons à réparer nos erreurs du passé par une aide basée sur une sincère solidarité entre peuples. Et que cessent enfin les politiques mesquines qui n'ont pour but que de nous approprier leurs territoires et leurs richesses. La seule condition que nous sommes en droit d'exiger d'eux est celle du respect des droits et des libertés.

Les religions et le sens de la vie

Cette section du texte s'inspire du mémoire que j'ai déposé à la Commission Bouchard-Taylor. Il en développe certains aspects.

La religion est du domaine privé. À titre personnel, je peux donc afficher mes croyances. Mais si je remplis des fonctions publiques telles enseigner, accueillir, représenter, soigner ou servir, je dois veiller à ce que ma religion n'interfère pas avec ma fonction.

Ainsi, lorsque vous faites des affaires avec un organisme privé ou gouvernemental, il est normal que vous puissiez exiger de communiquer dans des conditions où vous vous sentirez en confiance. Si la personne qui vous fait face porte une arme à sa ceinture, vous ne vous sentirez peut-être pas à l'aise. Si votre enseignante ou la préposée au comptoir de service se voile le visage, vous ne pourrez pas facilement lire ses émotions et comprendre avec certitude ses réactions. La communication risque de ne pas passer. Par contre, cela ne portera probablement pas à conséquence dans une communication téléphonique.

Si la pratique de votre religion nécessite un réaménagement de votre horaire personnel et que cela n'entre pas en conflit avec la mission de votre entreprise, il ne devrait pas y avoir de problème à ce qu'on vous accomode. Par contre, ce n'est pas à l'entreprise ou à la société d'assumer les dépenses que cela pourrait nécessiter.

Que des personnes tiennent à porter le voile en public, je ne vois aucune raison de les en empêcher lorsqu'elles le font dans le cadre de leur vie privée. Je suis même persuadé qu'avec le temps, elles en viendront à s'en débarrasser. Et

ce sera plus rapide si elles ne se font pas pointer du doigt comme actuellement. En les ostracisant, nous les obligeons à se retrancher dans leurs valeurs les plus conservatrices pour se protéger. S'attaquer aux croyances religieuses de ces personnes, ce n'est pas la même chose que de légiférer sur l'habillement dans les écoles. Elles se fermeront à notre société parce que notre société les aura menacées. Il faut au contraire leur laisser le temps d'appivoiser notre culture, nos valeurs et notre style de vie. Et, qui sait, peut-être nous enrichirons-nous de nouvelles pratiques, car une culture vivante doit évoluer.

Il est plus urgent d'améliorer l'accueil que nous leur réservons et les actions intégratrices plutôt que de tenter de les contraindre à coup de lois et de menaces.

Les accommodements raisonnables en matière de religions, ce sont ceux qui permettent aux individus de pratiquer leur religion sans entrer en conflit avec les droits et les libertés individuelles, sans bafouer les valeurs fondamentales (qu'il faudra bien définir un jour...), sans nuire à la mission première des lieux ou de l'organisme à qui l'accommodement est demandé.

Nos valeurs incluent l'égalité des individus, soit le sexe, l'ethnie, les orientations sexuelles et religieuses. L'accommodement ne doit pas créer une situation d'exclusion ou de ségrégation.

Les accommodements doivent être à deux sens. Les chrétiens ont inventé des petites croix pour symboliser celle du Christ qui devait faire dans les quatre à cinq mètres de haut. Quelqu'un aurait dû proposer aux Siks de leur fabriquer des petits couteaux miniatures inoffensifs et la ques-

tion du port du « *kirpan* » aurait peut-être été résolue sans devoir recourir aux tribunaux. Car, même dans nos écoles laïcisées, on permet bien aux chrétiens de porter une petite croix au cou. Le kirpan, comme la croix ou le croissant, sont des symboles et à ce titre, n'ont de valeur que pour ceux et celles qui les portent. Ils peuvent donc être une copie miniaturisée, quitte à en avoir de vrais pour les cérémonies entre coreligionnaires.

De même, si au lieu de maintenir la prière au début des séances d'une réunion publique on proposait plutôt un temps où chacun peut prier, méditer ou simplement se recueillir selon ses convictions, sa foi ou sa philosophie. Ce qui me choque dans le débat soulevé dans le conflit entre M. Jean Tremblay, maire de Saguenay, et le regroupement Alain Simoneau - le Mouvement laïque québécois, c'est que personne ne semble vouloir en arriver à une solution, un compromis qui aurait satisfait tout le monde. Autant le maire en rajoute de son bord avec son prêchi-prêcha catho-nationaliste, autant les laïques veulent absolument tout interdire de leur côté.

Comme je le mentionnais, il me semble que si on avait proposé une minute de recueillement, pour que les uns puissent prier en silence et que les autres puissent réfléchir à leur rôle d'élu, cela aurait économisé pas mal d'encre et de bande passante. Mais non! Chacun veut avoir raison. « *C'est assez, silence tout le monde et marchez chacun dans vos chambres!* » aurait dit ma mère...

Mettre un lieu pour le culte à la disposition d'un groupe dans une institution publique n'est pas équitable s'il occasionne des dépenses pour l'ensemble de la communauté. La solution évidente est d'offrir la possibilité de louer un

lieu pour tous les cultes qui le demanderont de façon à ne pas gêner la mission de l'organisme.

Les communautés religieuses, quelles qu'elles soient, doivent se plier aux réglementations. Si elles désirent construire ou modifier un bâtiment pour en faire une école ou un lieu de culte, elles doivent s'assurer de ne contrevenir à aucune règle ou, si nécessaire, d'entreprendre les démarches nécessaires auprès des autorités concernées pour modifier ces règles en suivant le même processus que tous les autres citoyens. Elles ne doivent faire l'objet d'aucun traitement de faveur ni d'aucune discrimination.

Je suis agnostique, c'est-à-dire que je ne crois ni aux cosmologies, ni aux dogmes, ni aux pratiques religieuses. Pour moi, la seule question à laquelle je peux répondre est de décider si je crois que l'univers est un accident ou s'il est un projet. Au-delà de cet unique acte de foi, il n'y a aucune question d'ordre théologique à laquelle je peux répondre sans tomber dans la spéculation gratuite ou l'anthropocentrisme.

Personnellement, mon explication préférée repose sur les constatations de nombreux scientifiques tels Hubert Reeves concernant l'évolution de la matière vers un état plus complexe, depuis l'apparition des éléments primitifs lors du « *Big-bang* » jusqu'à la vie, puis jusqu'à la conscience. Je crois que l'univers « *en-soi* » devient un univers « *pour-soi* » au sens sartrien. Et, pouvons-nous le supposer, il est probable qu'il chemine vers d'autres états plus complexes que nous ne pourrions jamais imaginer ni comprendre, enfermés comme nous le sommes dans notre condition d'humain. Mais cela reste une théorie et parmi bien d'autres aussi intéressantes.

Pour moi, l'athéisme reste également un acte de foi. On ne peut pas démontrer scientifiquement l'existence de Dieu ni sa non-existence. Or, lorsque le Parti québécois et le Mouvement laïque québécois ont proposé la disparition des signes ostentatoires des institutions publiques, cela a évoqué pour moi davantage une lutte idéologique pour imposer à tous la vision athée qu'à faire respecter le droit des citoyens. Le but légitime du projet de loi sur la laïcité aurait dû être d'assurer à tous et à toutes le droit d'obtenir des services neutres, non instrumentalisés, qui n'aurait avantage ni discriminé aucune religion ni aucun citoyen sur la base de son appartenance religieuse. Or, le projet de loi du PQ s'est arrêté aux apparences et affectait plutôt les droits individuels de ceux qui rendent ces services.

Et Dieu, dans cette histoire?

Ici, on dit Dieu, mais c'est faute de concept mieux adapté. J'aurais pu parler de cosmologie ou d'origine de l'Univers.

Un jour, mon frère, qui est athée, et moi discussions de l'existence ou de la non-existence d'une entité divine. Ma mère, qui était croyante, est intervenue dans notre discussion sur un ton qui était marqué par l'anxiété et le reproche : « *Ainsi selon vous, votre père et moi, nous nous serions sacrifié toute notre vie pour rien?* » Cela en disait long sur son besoin de croire en quelque chose...

Je comprends donc très bien le fait que pour un croyant, la religion puisse être à la base de sa compréhension et de son acceptation de l'Univers.

Lorsque mes enfants fréquentaient une école primaire alternative, nous avons tenté d'implanter un cours sur les religions. Afin de mieux préparer les élèves à faire leur propre choix dans la vie, chacune des religions ainsi que l'athéisme et l'agnosie auraient été présentés et expliqués par des représentants respectifs de ces croyances. Mais la majorité catholique a refusé notre proposition.

Je maintiendrai toujours que l'école doit préparer les enfants à exercer leurs droits et leurs libertés, donc les outiller et les informer afin que ce choix soit éclairé pour ce qui regarde leur foi. C'est aux églises et aux parents de donner aux enfants la formation religieuse. Et lorsqu'ils seront en âge d'y adhérer, les jeunes le feront librement et non par contrainte, par ignorance ou par conformisme. L'adhésion aux croyances d'une religion ou aux valeurs d'une philosophie n'est pas une conscription, c'est un acte de foi individuel.

Et si Dieu existe, il ne souhaite probablement pas qu'on lui amène des fidèles les pieds et les mains liés, un bâillon sur la bouche ou un fusil au creux des reins. Avec toute la puissance dont il dispose – n'a-t-il pas créé le monde? –, Dieu n'avait qu'à ne pas nous donner ce foutu libre arbitre s'il nous voulait soumis. Et puis, ne devrait-il pas être capable de corriger la situation en un clin d'œil?

Alors, lorsqu'un fanatique affirme agir au nom de son dieu pour justifier l'injustifiable, ou lorsqu'il prêche la violence contre les impies, à mon avis, il commet un blasphème. En agissant comme si son dieu était impuissant à régler ce petit problème de recrutement, c'est un affront qu'il lui fait. Son dieu ne désire sûrement pas être honoré par des sujets mus que par la crainte de représailles. Si ce

Dieu aime ses enfants, il doit préférer plutôt être vénéré par des convertis sincères et aimants. Et ce n'est pas la coercition qui arrangera cela. Comprenez, si ce dieu préférerait réellement voir les humains terrorisés, enchaînés et soumis, il ne mériterait pas qu'on lui voue notre amour, car en réalité, ce serait un démon.

Pour de nombreux laïques athées, la religion des autres devient un frein intolérable au progrès de leur projet de société. Leur impatience se teinte souvent de condescendance et de mépris.

J'avoue que, croyant ou non, il est presque impossible de parler de la foi d'un autre sans paraître condescendant. On a toujours l'impression de l'excuser de son erreur, de sa crédulité puisqu'après tout, c'est nous qui avons raison...

Le problème, c'est que le croyant (athées inclus) cherche des certitudes et qu'il ne peut trouver que des doutes.

Remettre en question la religion d'un individu équivaut à remettre en question sa conception de l'Univers. C'est menacer son équilibre psychologique, sa capacité d'accepter l'intolérable, la souffrance et la mort. La tolérance envers d'autres pratiques religieuses, c'est déjà une trop grande menace pour certains, leur coexistence jetant un doute sur leurs propres croyances.

Il nous faut donc beaucoup de doigté pour convaincre, d'une part les nouveaux arrivants de confessions différentes d'adopter nos valeurs sociales qui peuvent être en contradiction avec celles de leur foi et, d'autre part les tenants des religions indigènes de coexister avec celles de ces nouveaux

arrivants, que ces derniers ne sont pas une menace pour eux. Il faut discerner les valeurs de la foi.

La neutralité de l'État n'est pas dans l'apparence de ses représentants, elle est plutôt dans la desserte de ses services comme dans l'édition de ses lois et de ses règlements. Comme en fait foi l'exception qui avait été prévue pour le crucifix de l'Assemblée nationale, nos politiciens ne semblent pas avoir compris la différence.

La culture

Au sens sociologique, la culture est définie comme étant

« Un ensemble lié de manières de penser, de sentir et d'agir plus ou moins formalisées qui, étant apprises et partagées par une pluralité de personnes, servent, d'une manière à la fois objective et symbolique, à constituer ces personnes en une collectivité particulière et distincte.¹⁷ ».

La culture, dans son sens le plus large, est considérée par l'UNESCO, comme étant :

« L'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle comprend, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances ».

La culture, c'est donc l'identité des peuples, ce qui les distingue les uns des autres. Elle est le lien entre l'individu et son groupe d'appartenance, entre lui et ses ancêtres comme ses descendants. C'est par la culture que s'exprime le rapport qu'un peuple entretient avec son territoire, son environnement et sa réalité. Elle est porteuse de l'identité de l'individu.

17 Yves Rocher, *Introduction à la sociologie*.

La société est par nature préservatrice

En sociologie, on désigne la société comme « un ensemble d'individus qui partagent des normes, des conduites et une culture, et qui interagissent en coopération pour former un groupe ou une communauté ». Il y a de petites sociétés : un village, un quartier, un immeuble d'habitation. Puis, il y a de grandes sociétés : une ville, une région, un pays ou l'humanité. Tout est relatif.

En définissant la culture comme un « *ensemble de manières de penser, de sentir et d'agir plus ou moins formalisées qui, étant apprises et partagées par une pluralité de personnes, servent, d'une manière à la fois objective et symbolique, à constituer ces personnes en une collectivité particulière et distincte* », on s'accorde pour dire que la culture est porteuse de l'identité des peuples et qu'elle est déterminante sur la manière avec laquelle nous établissons nos relations interpersonnelles, familiales, professionnelles, communautaires, territoriales, internationales et avec l'Univers.

Je me référerai au corpus théorique de l'interactionnisme symbolique où l'on considère que la vérité et la réalité sont des constructions de l'esprit. Selon ces théories, on ne peut jamais saisir le réel tel qu'il est. Nous interprétons toujours la réalité sur la base de nos connaissances, de notre culture et de notre idéologie, et ce, dans les limites étroites de nos sens et de notre technologie.

Bref, la culture, c'est comme un décor dans lequel une société donnée baigne et qui, par l'atmosphère qu'il crée, conditionne ses membres dans leur façon de percevoir leur environnement et d'agir sur lui.

On peut en déduire qu'en tant que *système de savoirs socialement transmis et largement diffusés par cette société*, les constructions de l'esprit (ce que nous prenons pour le réel) peuvent souvent être teintées d'ethnocentrisme, parce que chacun a tendance à les considérer de son point de vue comme des vérités universellement partagées.

Les êtres humains sont condamnés à interpréter leur monde en émettant des hypothèses. La méthode scientifique veut que ces hypothèses soient validées avant d'être acceptées comme connaissances. Malheureusement, pour bien des gens, elles sont considérées comme des vérités, surtout lorsque, génération après génération, elles leur ont été transmises comme telles dès la naissance. Les gens préfèrent les certitudes, cela est probablement nécessaire à leur équilibre psychologique.

Si « *le sens commun est un ensemble d'interprétations cristallisées* » comme le suggère le psychologue et philosophe américain William James, nous pourrions craindre que, dans l'absolu, les sociétés ne se sclérosent lorsque ces interprétations y sont présentées comme immuables par le conformisme idéologique ou par tradition.

Le changement social

Lorsque, dans une société donnée, de nouvelles connaissances forcent d'émettre de nouvelles hypothèses, de facto, celles-ci remettent en question la quiétude qu'apportaient les certitudes maintenant obsolètes. Une société est un organisme qui vise à maintenir un état d'équilibre entre les forces concurrentes qui tentent de satisfaire leurs besoins respectifs. Et tous les événements, toutes les nou-

velles découvertes, toutes les nouvelles idées qui adviennent peuvent potentiellement rompre cet équilibre. Lorsque le mode de vie ou même le système hiérarchique est remis en question, il est normal que cela mène parfois à des conflits de pouvoir au sein d'une société qui tentera de résister au changement.

Pourtant, n'est-ce pas là le prix à payer pour faire face efficacement aux nouveaux défis que l'humanité rencontre ? Il est essentiel de remettre en question les idées tenues pour acquises, c'est une question de survie. Ce que nous tenons tous pour vérité sera peut-être remis en question demain dans l'avalanche des nouvelles idées. Le réel doit donc être continuellement réinterprété. mais il faut un certain temps et un certain courage à une société pour ajuster l'ensemble de ses croyances à l'arrivée de nouvelles idées.

Ainsi, trois siècles après son apparition, la pensée cartésienne n'est pas encore partagée par tous, même en Occident. Certains en sont encore à la pensée « scolastique », d'autres à la « symbolique magique ». Alors, imaginez pour Kant, Nietzsche, Sartre, Beauvoir et les autres...

Confort et paresse intellectuelle, idéologies trop bien intégrées dans une structure de pouvoir et conflits de valeur sont autant d'écueils auxquels se bute inmanquablement toute nouvelle idée.

La société a donc besoin qu'on la secoue régulièrement, parfois même avec une certaine force, pour qu'elle prenne conscience du décalage. Et donner un bon coup de pied dans la fourmilière (sans faire trop de victimes), n'est-ce pas là l'une des spécialités qu'on attribue aux artistes et aux intellectuels ?

Il n'existe pas, parmi les artistes et les spécialistes, de consensus pour définir l'art et sa raison d'être. Quand on connaît les difficultés à mener une carrière artistique, on peut s'étonner que des gens s'y engagent encore sans même être capables d'expliquer ce qu'ils font. C'est pourtant le cas. Tout au plus, la plupart affirment ressentir un besoin pressant de s'exprimer, de dire, comme dans la chanson, qui ils sont.

Avec de tels égos et un tel « flou » quant à rôle social des artistes, on ne s'étonnera pas du peu de considération que la société accorde aux arts.

Et pourtant...

Mais que font donc ces artistes ?

Qu'est-ce que l'art ?

L'art, c'était autrefois la recherche d'harmonies qui, disait-on, avaient la capacité de provoquer de fortes émotions agréables associées au plaisir chez l'individu, d'élever son âme. La simple contemplation nous révélait notre humanité, notre lien avec Dieu sinon avec l'Univers.

Depuis le dernier siècle, les nouvelles pratiques artistiques ont démontré qu'on ne pouvait pas réduire l'art à la maîtrise d'une technique ou à la quête d'un esthétisme pur. Par exemple, de nombreuses œuvres contemporaines recourent davantage à la provocation et au dégoût. Même chez les artistes des siècles précédents, il se trouvait toujours quelques œuvres qui ne correspondaient pas exactement à la définition et aux canons de la beauté alors en vigueur, ces règles de proportions des dimensions des membres permettant d'obtenir une beauté idéale en sculpture et en peinture.

Aujourd'hui, on sait que chaque individu est unique. Notre personnalité est la conséquence d'un équilibre entre notre hérédité et notre culture, en constante évolution parce que perpétuellement en interaction avec un environnement événementiel. Les différences culturelles suffisent elles-mêmes à rendre impossible tout consensus sur la notion de beauté. Ajoutez à cela les différences psychologiques et générationnelles, et le potentiel de divergence devient infini.

Une définition de l'art ne peut donc pas reposer sur l'idée de la beauté. De même, on ne peut pas dire que la maîtrise d'une technique produit nécessairement une œuvre d'art alors que l'absence de maîtrise n'empêche en rien de réaliser un chef-d'œuvre.

Alors, si on ne peut le faire par la technique ou par l'esthétisme, comment peut-on définir l'art ?

L'art, un moyen de communication ?

Convenons qu'il ne peut y avoir d'œuvre d'art sans que l'artiste ait une intention de communiquer. Dans les cas des plus introvertis, on peut parler du conscient qui converse avec l'inconscient. Qu'elle soit l'expression d'une affirmation, d'un questionnement, d'une émotion ou d'un sentiment, c'est de l'intention consciente de l'exprimer par la représentation que naît l'œuvre.

Alors, l'art peut assurément être défini comme une expérience visant à susciter une réaction chez le spectateur-acteur. Il peut s'adresser autant à sa conscience et à son intelligence qu'à son inconscient et à son instinct. Il invite le spectateur-acteur à se mettre en état de disponibilité et de questionnement devant l'œuvre, d'entreprendre une quête de sens. On pourrait ainsi définir sommairement l'art :

« L'art est un moyen de communication par lequel l'artiste fait vivre au spectateur-acteur une expérience intime et révélatrice en affectant ses émotions et son intelligence par l'entremise de mises en scène. »

L'artiste réalise ces mises en scène en mettant en relation une sélection de stimulus. Ses œuvres sont des représentations. Les stimulus usent de symboles ou d'éléments parfois simples, parfois complexes qui, par leur présence ou leur absence, composent l'œuvre et lui confèrent un sens. Ces éléments peuvent être des formes géométriques ou organiques, des objets, des textures, des couleurs, des rythmes, des éclairages, des mots, des textes, des sons, des mélodies, des gestes, des mouvements, des enchaînements, etc.

Les mises en scène feront appel à des stratégies et à des figures de style. Elles utilisent des référents culturels communs à l'artiste et à son public. Ce sont les phonèmes des langages artistiques. C'est cette culture commune qui permet la communication.

Mais, pour la même raison qu'il ne peut y avoir de consensus sur la beauté, il ne peut y avoir d'interprétation universelle pour une œuvre d'art. Parce qu'il est unique, chaque individu en interprète le message différemment des autres. En fixant le regard sur une œuvre d'art, c'est au plus profond de lui-même qu'il porte le sien et chacun ne peut y voir que ce qu'il porte déjà en lui-même.

Selon la structure proposée par Claude E. Shannon¹⁸, un important théoricien des mécanismes de la communication, pour qu'il y ait communication, il faut qu'il y ait un émetteur, un récepteur, un canal et un message. Tout ce qui peut déformer le message s'appelle un bruit. Selon

18 https://fr.wikipedia.org/wiki/Claude_Shannon#/media/File:Mod%C3%A8le_de_Shannon_-_Communication.png, consultée le 19 septembre 2015.

Catherine Kerbrat-Orecchioni¹⁹ et Mucchielli²⁰, les compétences et limitations linguistiques, psychologiques et culturelles constitueraient une grande partie de ce bruit (un bruit sémantique), autant celles utilisées pour construire le message que celles pour le décortiquer. Comme bien des artistes, ces théories considèrent que le spectateur n'est pas un récepteur passif, mais qu'il tient un rôle actif dans la construction de sens du message. C'est à partir de sa propre culture et de sa propre expérience qu'il donne un sens à l'œuvre. D'où l'usage du concept de « spectateur-acteur » que je reprends ici pour les besoins du texte.

L'art, socialement engagé malgré lui ?

L'artiste n'a pas à répondre aux questions qu'il pose. Il émet plutôt des hypothèses. Son rôle est de questionner notre interprétation du réel, de relever ses contradictions, de sortir le quotidien de son cadre, d'en suggérer parfois une vision alternative et d'ouvrir les esprits aux nouvelles idées.

Sartre disait de l'auteur (l'artiste) engagé qu'il écrit (crée) « ... *d'abord pour lui, pour se rassembler, mais aussi pour mettre l'accent sur tel ou tel point, et par conséquent éveiller ou réveiller les consciences de chacun afin que personne ne se considère innocent de ce qui se passe dans le monde* ».

19 Vous trouverez un résumé du concept de Catherine Kerbrat-Orecchioni dans le mémoire de Marine Le Saux, *Conséquences d'une thérapie dynamique interactive sur les stratégies communicationnelles entre une personne récemment devenue aphasique et son conjoint – Étude de cas*, pp. 13-14, Université de Nantes, 2011.

20 Mucchielli, R. (1971) *Communication et réseaux de communication*. Paris : ESF, p. 10-22.

Selon le philosophe, l'écrivain (l'artiste) est « *en situation dans son époque* » et, par conséquent, « *chaque parole a donc des retentissements, chaque silence aussi* »²¹.

En raison de sa grande sensibilité et de sa quête intellectuelle particulière, l'artiste perçoit des aspects de la réalité qui échappent généralement aux autres individus. Il les transpose consciemment ou non dans ses créations. C'est ce qui m'amène à penser qu'en art abstrait, l'artiste est probablement davantage un « *trouveur* » qu'un « *chercheur* ».

Comme tout individu, l'artiste est une éponge qui s'imbibé inconsciemment de son environnement. Je le répète, notre psyché est le résultat d'interactions complexes entre notre génétique et notre biochimie, le tout évoluant au gré de nos intérêts et de nos interactions avec notre environnement. Les possibilités et les limites de notre époque déterminent le potentiel de nos actions et de nos investigations.

L'art est également introspectif, autant pour le créateur que pour le spectateur-acteur. C'est un outil pour approfondir la connaissance de soi, laissant l'inconscient et l'instinct s'exprimer. Confronté et parfois déstabilisé, le spectateur-acteur est amené à se questionner. Toute pratique artistique authentique est donc potentiellement subversive et tout artiste authentique, un « *créateur de désordre* » avéré.

Parfois, ses créations trouvent un large écho chez ses concitoyens, parfois non. Certains artistes, après un succès fulgurant, retombent vite dans l'oubli. Parfois, leurs œuvres deviendront pertinentes plusieurs décennies, voire même plusieurs siècles plus tard. Qu'on songe à l'influence de la culture grecque de l'Antiquité à l'époque de la Renaissance

21 Jean-Paul Sartre, *Situations II*, 1948

européenne. Le sens qu'on attribuera à ces créations sera celui que l'idéologie qui s'y réfère lui attribuera, même si c'est parfois en totale contradiction avec celle de leur genèse.

Mais l'art, à quoi ça sert ?

Pour une majorité de gens, l'utilité de l'art se limite au tourisme, au développement de soi et à l'expression personnelle, à la décoration, aux loisirs et au divertissement. La musique, la télévision, le cinéma, la littérature et le numérique permettent de sublimer certains de leurs besoins affectifs en leur permettant de les vivre à travers des personnages fictifs ou virtuels. L'art sert également à commémorer les gens et les événements marquants de l'Histoire. Mais il s'agit ici d'un usage idéologique pour valoriser les valeurs et les comportements auxquels ils sont associés. Par ses qualités artistiques, l'œuvre vise à inspirer les individus afin qu'ils adhèrent à ces valeurs.

Quant aux politiciens, l'art leur semble être davantage un outil de propagande idéologique ou de séduction qu'il faut bien contrôler. Peut-être rêvent-ils qu'on érige un jour un monument commémoratif à leur effigie ? Au mieux, ils seront conscients de l'apport économique du milieu culturel à la société, apport qui n'échappe pas aux groupes financiers qui y voient surtout une occasion d'investir, de spéculer et de s'enrichir. Pour certains, l'art est une passion, alors que pour d'autres, c'est une question de statut social. Nous ne pouvons que constater qu'il y a encore beaucoup d'éducation et de sensibilisation à faire.

Comme je l'écrivais plus haut, il n'existe même pas de consensus chez les artistes et les spécialistes pour définir l'art. Alors, pour ce qui est de savoir à quoi il sert... Aussi les gens se bornent-ils à répéter les idées reçues.

Le rôle de l'art : foutre des coups de pied dans la fourmilière!

Selon moi, l'art a un rôle social beaucoup plus important et beaucoup plus complexe que les propos précédents ne nous laissent le croire.

Mon hypothèse est que l'art est essentiel à l'évolution des sociétés. Privées de cet apport, les sociétés entreraient peut-être même en déclin, qui sait? Non pas qu'elles risqueraient de disparaître, mais leur dynamisme sociotechnologique se trouverait probablement fortement affecté. Le rythme d'évolution des sociétés modernes exige d'elles une adaptation rapide aux changements. Et c'est, selon moi, dans ce processus d'adaptation au changement qu'intervient l'artiste.

Dans la société, la grande majorité des individus vivent le nez collé sur leur quotidien. Quelques individus perçoivent parfois au-delà de ce quotidien. L'artiste en est. Il se nourrit de l'air du temps, tout comme il nourrit celui-ci par ses œuvres. Même lorsqu'il remet le monde en question, il contribue à sa construction. L'art met en scène notre réalité. On pourrait émettre l'hypothèse que, sans même que l'artiste ne s'en rende compte, sans même qu'il n'ait à énoncer quoi que ce soit, son art prépare l'intellect des individus à recevoir des idées nouvelles, comme si l'art possédait la

capacité de reconfigurer ou d'assouplir nos synapses pour que, par après, de nouvelles idées puissent s'y insérer ou en émerger plus facilement.

Selon la sociodynamique de la culture (Abraham Moles), certaines propositions ne s'adressent qu'à une petite élite plus sensible et informée. Cette élite se chargera ultérieurement de traduire les propositions sous des formes moins indigestes afin qu'elles puissent être enfin assimilées par l'ensemble de la société. Mais, cela peut prendre beaucoup de temps... Par exemple, il faudra probablement beaucoup de temps pour que les idées émises dans ce document soient socialement et idéologiquement intégrées.

Et quels artistes et quelles formes d'art seront alors pertinents pour notre avenir ? Pas facile de décider aujourd'hui sans bénéficier du recul nécessaire pour bien distinguer les choses. Les politiques culturelles doivent donc favoriser l'expression artistique sous toutes ses formes et dans toutes ses tendances. Seul le temps décidera de ce qui sera véritablement signifiant pour les générations futures et de ce qui se retrouvera dans les oubliettes de l'Histoire.

Le financement de l'éducation supérieure et la gratuité scolaire

Des visions antagonistes

Il faudrait en convenir, les organisations étudiantes s'opposent toujours aux hausses des frais de scolarité et seront réticents à leur indexation. Même le gel de ces frais ne peut satisfaire aux revendications des plus radicaux. Leur objectif est la gratuité scolaire. Le but, légitime à leurs yeux et aux miens, est la démocratisation intégrale de l'accès à l'éducation supérieure.

Les jeunes diplômés, alors qu'ils entrent dans une période de leur vie où ils sont appelés à s'engager tant sur le plan professionnel que familial, se retrouvent trop souvent étreints par de lourdes dettes d'études. Qu'ils deviennent ingénieurs, gestionnaires, enseignants, sociologues ou artistes, plusieurs ont accumulé des taux d'endettement similaires. Or, c'est dans cette même période de leur vie qu'ils auront aussi les revenus les plus bas et les responsabilités familiales les plus élevées, qu'ils devront accepter une plus grande mobilité face à l'emploi et qu'ils auront par conséquent à prendre de nombreux engagements financiers. Et nous comptons sur eux pour assurer la continuité. *Engagez-vous, qu'ils disaient, pis faites donc des enfants...*

De son côté, l'État doit trouver le moyen de financer adéquatement cet enseignement supérieur tout en maintenant son équilibre financier. Malheureusement, en jouant le jeu du néolibéralisme et en voulant améliorer la compétitivité du pays pour attirer ici les investisseurs interna-

tionaux, nos gouvernements successifs, tant à Québec qu'à Ottawa, ont sacrifié de nombreux leviers de contrôle sur notre économie en signant une série navrante d'ententes multilatérales. Et ils persistent encore aujourd'hui à nous acculer davantage dans ce cul-de-sac.

Mais ces gouvernements devraient se rappeler qu'en raison même de cette mondialisation économique, ils ne peuvent se permettre de voir se réduire le nombre de diplômés. Faut-il le leur rappeler, lorsque les chantres de la libéralisation des marchés nous ont vendu l'accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), ils nous ont affirmé que le secret de la réussite reposait en autres dans le développement de notre capacité à créer une plus-value par nos innovations techniques et technologiques et dans la formation continue de notre main-d'œuvre. Car il faut également compter avec tous ces travailleurs qui doivent régulièrement retourner sur les bancs d'école afin d'adapter leurs compétences aux changements qui ne manqueront pas de survenir dans leur secteur d'activité respectif.

C'étaient donc là, nous disait-on, les conditions essentielles pour que nous restions compétitifs sur les marchés internationaux. Or, depuis ces années-là, l'éducation supérieure n'a cessé de connaître des épisodes de coupes ou de non-indexation de ses budgets.

Malgré tous les efforts du Québec depuis la Révolution tranquille pour combler ses besoins de travailleurs de formation universitaire, nos universités ne sont toujours pas parvenues à diminuer l'écart de diplomation avec les institutions ontariennes. En effet, l'Ontario nous devance toujours avec son taux de 35,4 % de diplômés chez les jeunes de 25 à 34 ans. Avec son taux de diplômés de 25,8 % pour

le même groupe d'âge, le Québec ne parvient même pas à égaler le taux canadien qui se situe, lui, à 31,9 %. Certes, les frais de scolarité québécois sont beaucoup plus faibles que partout ailleurs au Canada²² et ne sont certainement pas la cause du manque d'intérêt des jeunes générations pour les études universitaires. Mais il est probable que leurs hausses provoqueront, elles, une baisse d'intérêt. De nombreux jeunes québécois se contenteront alors d'un diplôme collégial, créant une pénurie de diplômés universitaires.

Comme société, il faut pourtant trouver une solution au financement des études supérieures, une solution qui tienne compte à la fois des prévisions de croissance de nos besoins en travailleurs diplômés et des limites budgétaires actuelles de l'État. Ces exigences peuvent nous sembler antagonistes. Mais, il ne faudrait pas que le Québec subisse une décote, que ses étudiants soient obligés de refaire la grève, que le taux de diplomation rechute, que l'État soit obligé de couper davantage dans les autres services à la population et qu'on menace la qualité de l'enseignement. Celle-ci est déjà bien trop compromise!

C'est donc comme vouloir résoudre la quadrature du cercle... Un exercice voué à l'échec, à moins que...

L'éducation et la mondialisation de l'économie

Nous sommes entrés dans l'ALÉNA en désinvestissant dans les secteurs où nous aurions dû investir davantage. Je dois reconnaître que le Québec a bien tenté d'obliger les

22 Statistique Canada, *Moyenne des frais de scolarité des étudiants canadiens du premier cycle inscrits à temps plein, par province*, <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/110916/t110916b1-fra.htm>

entreprises à consacrer 1 % de leur masse salariale dans la formation de la main-d'œuvre. Mais on a vu récemment que le Fonds national de la formation de la main-d'œuvre (FNFMO) engrangeait un surplus de 90 millions de dollars alors que l'industrie se plaint du manque de main-d'œuvre spécialisée dans plusieurs secteurs d'activité. Il y a donc moins de formation dispensée par cet organisme que ne le permet son budget. Lucien Bouchard a eu beau vouloir fouetter les travailleurs québécois en les traitant de paresseux, si les entreprises n'incitent pas leurs travailleurs à acquérir de nouvelles formations et ne modernisent pas leurs équipements, comme nous l'apprenions encore récemment, le Québec ne pourra qu'y perdre à moyen et à long terme. Or, il se trouve que l'éducation supérieure manque cruellement de financement. Plutôt que de dormir dans les coffres du FNFMO, ces millions serviraient peut-être mieux nos intérêts en aidant les institutions pour qu'elles desservent la clientèle qui représente les travailleurs.

Alors qu'il fallait améliorer l'offre en formation et développer notre capacité à innover, à s'adapter au changement, à produire de la valeur ajoutée, nos entreprises se sont empressées d'effectuer des suppressions de postes et délocaliser la production, bref, on misé d'abord et avant tout sur la réduction des coûts de production à tout prix. Afin d'aider les entreprises en ce sens, nos gouvernements ont procédé à une déréglementation tous azimuts, ont fait appel aux partenariats public-privé (PPP) et ont réduit la contribution fiscale des riches et des entreprises. En réduisant ainsi ses revenus fiscaux, l'État a affaibli davantage sa propre capacité d'intervention sur notre économie. Pire, parallèlement à cela, il a entrepris de procéder à un dégraisage systématique de sa fonction publique, affaiblissant du

coup son expertise et, par le fait même, encore sa capacité de contrôler notre économie.

Presque tous en conviennent, les principales menaces que fait planer une éventuelle hausse des frais de scolarité reposent sur l'accès à l'éducation supérieur et l'endettement des étudiants. Les ténors du néolibéralisme favorisent les concepts de l'utilisateur-payeur, du désengagement de l'État et de la privatisation de l'éducation. Il faut rester compétitifs sur les marchés libérés, plaident-ils. Si nous acceptons leurs règles, nous devons toujours couper davantage dans l'ensemble de nos services à la population. À ce compte, sacrifions-y tous nos règlements du travail, nos normes environnementales et nos politiques d'équité sociale en matière de santé, de culture et l'éducation. C'est, selon eux, le prix à payer pour être en lice au côté des pays les plus pauvres, les moins socialement avancés et les moins législativement protégés. Mais, à ce jeu, nous ne pourrons jamais gagner, car, au Québec, nous aurons toujours à composer avec les dépenses supplémentaires et les courtes saisons cultivables qu'impose notre climat, et ça, les idéologues de la droite n'y pourront jamais rien.

Malheureusement, nous sommes pieds et mains liés par les accords de libre-échange auxquels nos gouvernements ne cessent de nous faire adhérer. Si nous ne voulons pas avoir à payer les lourdes pénalités prévues en cas de désengagement de ces accords, la seule solution est de convaincre tous nos partenaires de l'impérative nécessité de renégocier les ententes afin de mieux encadrer le capitalisme. Plus que jamais, il faudra faire adopter des mesures internationales sur l'environnement, la santé, l'éducation et les services sociaux ainsi qu'une taxation des transactions financières afin de financer ces services. Ce sont les seuls remparts qui

pourront encore éviter le nivelage vers le bas du progrès social et la destruction de l'écosphère planétaire.

Diplôme = meilleurs salaires?

C'est certain, une part importante des nouveaux diplômés finira par obtenir des revenus supérieurs à la majorité des citoyens. Mais on oublie facilement que bon nombre des étudiants en sciences humaines et en arts n'obtiendront jamais de salaires élevés. Les entreprises communautaires et culturelles qui les embauchent sont des entreprises à but non lucratif qui, pour la plupart, dépendent des maigres subventions de l'État, de rares commanditaires privés ou de dons provenant de la population. D'ailleurs, ces entreprises demandent souvent aux candidats à un emploi d'être éligibles aux subventions salariales. C'est dire...

Et que dire des domaines artistiques? La plupart des artistes que je connais ont vécu en mode survie durant de nombreuses années avant d'arriver à vivre de leur art. À l'UQAM, il n'y a que peu ou pas de statistiques sur l'emploi des diplômés de ces champs d'études. À une certaine époque, le chiffre de 1 % des *diplômés vivant de leur art après 10 ans de pratique* a circulé. Ils sont donc rares ceux et celles qui en font leur fortune... La grande majorité, même après plus de trente ans de pratique, ne parvient pas à en vivre.

Certains *libertariens* ou *lucides* pourraient arguer que ces individus n'avaient qu'à étudier dans un secteur plus rentable, mais ils oublient jusqu'à quel point notre société a besoin de ses travailleurs sociaux et de ses artistes. Les premiers maintiennent notre trop mince cohésion sociale. Ils réparent les pots cassés, posent des pansements sur les

maux de la société alors que les seconds ouvrent de nouveaux possibles à l'humanité. À moins qu'on me réponde encore là que seuls les enfants de riches devraient avoir la possibilité de devenir des travailleurs sociaux et des artistes...; belle société qu'on nous promet là!

Voir à long terme

Pour doter le Québec d'un système d'éducation supérieure de qualité et le maintenir, il faut penser à long terme.

Tous reconnaîtront que c'est toute la société qui bénéficie du savoir et des compétences des diplômés. L'éducation est essentielle à sa pérennité, car, en plus de former ses futurs travailleurs, elle contribue à la fois à assurer la continuité de la civilisation. Une société ne doit pas avoir à réinventer la roue à chaque génération. Pour intégrer socialement ces nouvelles générations et pour maintenir et faire progresser la connaissance et la technologique tout en prenant en compte la démographie, il est nécessaire d'assurer une planification et une coordination avancées des ressources pédagogiques et financières. Une société démocratique doit donc impérativement assumer ce rôle, car laissée aux seules mains d'institutions privées, l'éducation deviendrait rapidement un enjeu entre les élites économiques et sociales, un lieu où favoritisme et discrimination foisonneraient. L'exemple extrême d'Haïti donne un aperçu des résultats²³. Même si, un jour, l'État devait recourir entièrement aux secteurs privés pour dispenser l'enseignement, il devrait

23 Samuel Pierre, *Construction d'une Haïti nouvelle, vision et contribution du GRAHN*, Presses internationales Polytechnique, pp 93-98, 2010.

obligatoirement continuer à le financer, tant aux degrés élémentaires et secondaires qu'à ceux des études supérieures. Ce serait alors une question de contrôle sur la qualité et la validation des apprentissages.

Actuellement, ce sont tous les contribuables québécois qui financent les études supérieures. J'ai toujours été personnellement gêné par le fait que les travailleurs n'ayant pas eu accès à l'éducation supérieure aient à contribuer autant que moi, un universitaire, au financement des universités. Je sais, c'est probablement une question d'éthique personnelle, mais c'est un fait qu'en recevant une éducation universitaire, même si mes revenus sont inférieurs aux leurs, je bénéficierai toujours d'avantages intangibles qu'eux n'ont pas.

Et contrairement à nos concitoyens anglophones, les diplômés francophones n'ont pas l'habitude d'aider financièrement les institutions d'enseignement qu'ils ont fréquenté.

Faire sa juste part?

Durant la crise du *Printemps érable*, le premier ministre, Jean Charest, et ses ministres des finances et de l'éducation en tête, n'ont pas cessé de nous seriner ce mantra inspiré des préceptes du néolibéralisme : « *Il faut que les étudiants fassent leur juste part* ». Et la seule proposition que ces matamores ont été capables d'imaginer, c'est la hausse des frais de scolarité. Cette mesure était bien évidemment accompagnée de promesses d'un ajustement du régime des prêts et bourses. Boiteuses solution, car, même si le gouvernement promettait plusieurs bonnes améliorations au régime, un

trop grand nombre d'étudiants auraient être exclus et cela ne réglait en rien l'endettement étudiant, au contraire. À la suite de la défaite électorale du gouvernement Charest, le Parti québécois a pris la relève et a aboli les augmentations prévues. Vu la mauvaise situation économique de l'État, il a tout de même imposé l'indexation des frais de scolarité. M^{me} Marois pensait peut-être avoir calmé le jeu, mais de nombreux étudiants croient avoir été floués. Ce n'est donc que parti remise.

Faire sa juste part? Je veux bien, mais pourquoi se limiter aux étudiants actuels? Est-ce que les étudiants d'hier et d'avant-hier ont plus fait leur part que ceux d'aujourd'hui? Étendons donc le raisonnement à l'ensemble des générations de diplômés collégiaux et universitaires. Et pour être vraiment équitable, ne faudrait-il pas élargir cette responsabilité autant aux diplômés qui travaillent déjà qu'à ceux qui sont retraités? Car ils sont légions ceux et celles qui profitent actuellement de revenus supérieurs grâce aux études qu'on leur a payées. La société a investi dans l'éducation de ces gens, n'a-t-elle pas droit à ses dividendes?

Une proposition de solution

Il faut absolument rechercher une solution gagnant-gagnant. Tant que perdurera le problème, les conflits ne cesseront de perturber les institutions d'enseignement supérieur et leur financement restera inadéquat. En attendant la réforme économique mondiale pour laquelle ce livre plaide, voici une solution qui devrait répondre à ce défi.

Je propose qu'on applique aux diplômés un impôt supplémentaire, progressif (plus les revenus et les grades sont

élevés, plus le taux est élevé) en fonction d'un pointage basé sur la diplomation (plus on a étudié, plus on a à payer), et cela, de façon à exempter ceux et celles dont le revenu se situe sous les seuils de faible revenu.

On calcule le pointage selon le nombre d'années d'études postsecondaires. 1 point pour un AEC, 2 ou 3 points pour un DEC (général ou professionnel), 1 point pour un certificat, 5 points le baccalauréat, 7 pour la maîtrise et 9 pour le doctorat, etc.

Selon ce pointage et le nombre actuel de diplômés que compte le Québec, on arrive à une recette fiscale annuelle supplémentaire de près de 9 millions de dollars, et ce, en calculant 1 \$ par point (par exemple : 2 \$ ou 3 \$ annuellement pour un diplôme d'études collégiales (DEC), 5 \$ un Bac, 7 \$ une maîtrise et 9 \$ un doctorat). Il ne reste plus maintenant qu'à établir une échelle progressive d'imposition afin d'ajuster cet impôt au niveau du revenu des individus. En nous basant sur le salaire moyen de 34 500 \$ pour les 1 005 520 détenteurs de diplômes collégiaux et de 57 600 \$ pour ceux des 1 076 890 diplômes universitaires, nous en arriverions probablement à des recettes fiscales annuelles plus que suffisantes pour combler les besoins de l'enseignement supérieur.

Cela nous permettrait probablement d'assurer une stabilité financière à nos institutions d'enseignement et d'offrir éventuellement la gratuité à tous ceux et celles qui désirent s'y inscrire, tout en réduisant leur endettement et en les responsabilisant davantage vis-à-vis des études qu'ils entreprennent.

Les obstacles et les objections

Certains prétendent que ce sont les entreprises qui doivent payer un impôt supplémentaire en fonction du nombre de diplômés à leur emploi. N'est-ce pas le meilleur moyen de provoquer une hausse spectaculaire de chômage chez les universitaires?

D'autres se plaindront que le Québec est déjà le champion de l'impôt sur le revenu. Ils ont probablement raison. Certes, certains menaceront même de quitter le Québec. Qu'ils attendent de voir quelles sommes seront exigées d'eux. Cela ne vaudra probablement pas la peine de paniquer.

Par contre, ma proposition risque également de déplaire aux organisations étudiantes. Remarquez que je ne parle pas du mouvement étudiant, mais bien de ses dirigeants.

Ils avaient été conviés au Sommet de l'enseignement supérieur, puis aux divers chantiers thématiques. Les délibérations ont été handicapées par deux sérieux problèmes qui en ont limité tout le potentiel :

D'une part, les mandats confiés à ces chantiers étaient trop restrictifs, ils limitaient toutes les discussions à des balises strictes qui obligeaient le maintien du cadre imposé par les structures existantes : les frais de scolarité et le Régime des prêts et bourses.

Ensuite, les principaux acteurs avaient des lignes d'action personnelles qui, sous le couvert de l'intérêt général, cachaient des intérêts idéologiques diamétralement opposés à l'intérêt commun.

Les uns voulaient nous amener vers une plus grande intégration au néolibéralisme, à la déconstruction de l'*État providence*. Pour eux, la privatisation de l'enseignement supérieur est encore au menu.

D'autres voulaient promouvoir leur idéologie politique. La cause de la gratuité scolaire a été depuis longtemps un outil pour parvenir à leurs fins, qui sont le renversement du capitalisme et l'édification d'une société communiste ou socialiste.

On pourrait soupçonner certains des dirigeants étudiants d'avoir davantage travaillé à faire la promotion de leur plan de carrière qu'à défendre réellement les revendications des étudiants.

Enfin, les libéraux et les caquistes²⁴ se sont limités à tenter de faire trébucher le parti au pouvoir, histoire de prendre le pouvoir ou de le reprendre, selon le cas. C'était la « *game* » politique traditionnelle. Ils n'avaient aucune solution satisfaisante à proposer.

Chacun de ces groupes a donc systématiquement écarté toutes les propositions qui ne servaient pas ses intérêts ou qui ne nuisaient pas à ceux de ses adversaires.

C'est donc aux citoyens mêmes que reviendra le pouvoir d'agir, tous ceux et celles qui conservent encore un espoir dans un Québec équitable!

24 La Coalition Avenir Québec est un parti politique au Québec qui a été créé par l'homme d'affaires et ancien ministre François Legault.

Le Nationalisme

En 1968, ma famille et moi-même restions dans ce qu'on appelle aujourd'hui le quartier HOMA²⁵. C'était un quartier ouvrier de l'est de Montréal, peuplé à plus de 90 % de Canadiens français. Les autres, c'était surtout des Irlandais qui ne s'étaient pas francisés, quelques familles juives et les Chinois de la blanchisserie.

J'avais 16 ans et, comme beaucoup des gens de cet âge, j'avais une vague idée de mon avenir. Peu de mes professeurs nous croyaient en notre avenir et les statistiques étaient contre nous.

Un jour d'automne, ma sœur aînée est arrivée à la maison, un colis caché sous son grand manteau violet. Entre elle et moi, c'était la guerre depuis toujours. Alors, lorsqu'elle m'a dit « *viens! Il faut que tu écoutes ça* », j'ai été très intrigué, voire méfiant, vous comprendrez. Elle aurait eu l'air de comploter quelque chose que cela ne m'aurait pas étonné. Après m'avoir entraîné au salon, elle a sorti de sous son manteau une pochette de disque pour le moins bizarre. Un fond noir mat avec un dessin jaune très psychédélique. Elle a installé le microsillon sur le tourne-disque, démarré l'appareil. La chanson de Robert Charlebois m'a fait décoller; c'était *Lindbergh...*

Nous avons écouté ce disque religieusement pour ne pas en rater une seule parole. Ces paroles, ces mots, ils parlaient notre langue... Et là, frissonnant sur le tapis du salon, je suis né. À la fin du disque, le jeune canadien-français

25 Hochelaga-Maisonneuve, aujourd'hui fusionnée dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

que j'avais été auparavant était disparu, à sa place, c'est un jeune Québécois qui s'est relevé, encore sous le choc de la révélation. Nous n'étions plus des porteurs d'eau, c'était fini pour nous l'histoire d'être « *nés pour un petit pain* ». L'avenir se remplissait soudainement de possibilités nouvelles et il nous était désormais impensable de revenir en arrière. Nos parents nous ont regardés déployer nos ailes non pas sans une certaine crainte. Ils allaient nous rejoindre dix ans plus tard.

J'ai entendu de multiples versions de la même histoire. Michel Tremblay a fait la même chose au théâtre, Vigneault dans ses chansons et Miron par sa poésie. On ne compte plus les exemples. J'ai lu un récit semblable dans les pages du Mouton Noir de Rimouski.

Le Québec s'est émancipé et est devenu ce qu'il est aujourd'hui. Cela n'a pas été sans heurt, mais à part l'épisode FLQ, il l'a fait davantage par ses réalisations culturelles, économiques et technologiques que par la violence. Face aux provocations et à l'arrogance d'Ottawa, cela reste remarquable.

Et c'est le nationalisme québécois qui a inspiré ces réalisations.

Le terme *nationalisme* désigne, selon Wikipédia, « tout mouvement politique qui tente d'exalter une nation sous toutes ses formes (État, culture, religion, traditions, préférence nationale pour l'emploi...), par opposition aux autres nations et populations. C'est une construction idéologique qui tend à nous discerner des autres ».

Par extension, le terme nationaliste qualifie les individus qui sont effectivement exaltés par ce sentiment d'appartenance. Au XX^e siècle, ce sentiment a teinté de multiples doctrines et idéologies politiques, tels le communisme, le fascisme et les démocraties parlementaires. Il a été fortement mobilisateur auprès des populations. S'il a malheureusement souvent servi à justifier la ségrégation et à amener des peuples entiers à commettre de nombreux actes barbares, il a également inspiré d'innombrables individus dans leur contribution au mieux-être collectif, à la culture et à la paix. Il appelle au surpassement personnel. Je crois qu'en tant que peuple, nous devons devenir distincts pour contribuer de façon originale au *concert des Nations*.

Par contre, j'ai toujours été ennuyé par l'attitude de certains nationalistes exaltés qui se drapent dans le fleurdelisé en évoquant leur fierté d'être québécois. À les entendre, ils n'auraient pas pu être aussi fiers s'ils étaient nés Américains ou Malaisiens. Comme si le Québec avait été le centre de l'Univers, le nombril du Bon Dieu.

Le nationalisme servait même aux patrons d'entreprises canadiennes-françaises pour mieux nous exploiter. « *Il faut se serrer la ceinture si on veut les avoir, les anglais !* ». C'est là que certains auraient dû comprendre que de se faire « fourrer » en français, ce n'était pas mieux que de se faire « fourrer » en anglais...

Ce qui est également risible dans cela, c'est que, ce qui vous semble tolérable chez vos compatriotes quand vous êtes vous-même exalté de la sorte par votre nationalisme, devient facilement insupportable à vos yeux lorsqu'il s'exprime chez les autres peuples. On n'a qu'à penser au patrio-

tisme excessif au Canada anglais, chez les Américains ou les Français pour entendre fuser les moqueries.

Je ne suis pas fier d'être canadien et, par les temps qui courent, encore moins d'être québécois. C'est vrai toutefois que je suis juste relativement heureux d'être né ici, ou devrais-je dire plutôt, je suis heureux de ne pas être né ailleurs. Mais je suis aussi découragé par les nombreux rendez-vous ratés des Canadiens et des Québécois avec l'histoire et la politique. Non seulement je ne partage pas les valeurs qui semblent animer les Canadiens de certaines autres provinces, mais je ne partage pas leur vision du pays. La leur me semble être étrangère à tout ce que je crois. Je recours peut-être trop souvent à généralisation hâtive...

Je suis admiratif des grandes réalisations de mes ancêtres et de mes contemporains. Je suis reconnaissant pour leur courage, leur persévérance et leur résilience. Croyez que j'aurais probablement la même attitude pour mon peuple si j'étais né ailleurs. J'éprouverais tout au moins de l'amour ou de la compassion pour mon peuple.

Ce qui ne m'empêche pas d'avoir honte d'être québécois lorsque ses citoyens se laissent mener par leurs préjugés et le *gros bon sens* populistes. Je sais qu'il n'est pas toujours facile de discerner le vrai du faux, le bon du mauvais, et que choisir, c'est parfois davantage un coup de dés qu'un choix éclairé. Nous ne sommes pas parfaits, loin de là et, comme tous les peuples, le nôtre comporte son lot d'imbéciles, de naïfs et de monstres.

Tous les peuples peuvent être admirables, tous les peuples peuvent aussi être minables en même temps. Notre histoire n'est pas constituée que de faits glorieux et remar-

quables. Elle comporte aussi son lot d'horreurs, de massacres, de trahisons et de lâcheté. Elle est faite de petites histoires personnelles, de petits gestes qu'il aurait fallu faire ou ne pas faire pour changer la vie et pour lesquels le courage nous a manqué. Nos ancêtres ont été aveuglés par la religion et la peur; ne le sommes-nous pas par notre confort, notre technologie et notre arrogance?

Même dans les nombreuses occasions où nos ancêtres ont fait de grands gestes, il y a eu des victimes innocentes, des dommages collatéraux, dirions-nous aujourd'hui.

Si je ne me reconnais pas le droit de tirer la moindre fierté d'être québécois, c'est que je ne peux pas m'attribuer le mérite des réalisations du passé. C'est trop facile de se faire valoir par notre appartenance. Nous nous sommes contentés de naître ici...

Par contre, je crois que nous pouvons être fiers de ce que nous avons réalisé parce que ça, c'est nous qui l'avons fait. Et j'espère que nous n'aurons jamais à en rougir. Le « *Printemps érable* » et ses manifestations de casserole sont des événements dont je suis très fier. Au sein de tous ces manifestants, nous partageons une grande solidarité et la profonde impression de faire l'Histoire. La communion était magique.

Si je suis souverainiste, c'est parce que je crois important de définir et de préserver l'espace essentiel à la continuité de notre culture, celle qui nous définit, qui nous distingue, qui donne un sens au réel et nous permet d'appréhender l'Univers. Je crains l'assimilation, mais je souhaite vivement que ma culture continue à évoluer, à muter.

Je ne crois pas que le Canada, dans sa forme actuelle, nous permette d'aller plus loin. Le Canada anglais est très ethnocentriste et ne nous juge souvent que par le biais de ses préjugés à notre égard (c'est réciproque). Sa définition du nationalisme est restreinte à ses aspects les plus négatifs et tend rapidement à nous y associer. C'est, paraît-il, en raison d'une différence entre les définitions anglaise et française du mot « nationalisme ». Nous en sommes toujours aux « *deux grandes solitudes*²⁶ »...

Je serais né ailleurs, je serais quelqu'un d'autre, je penserais différemment, je bougerais différemment, j'agis différemment et je voudrais sûrement conserver ma culture, quelle qu'elle soit, puisque c'est par elle que je me définis.

Je suis donc relativement heureux d'être né ici. Je ne peux vivre sans mes hivers si blancs, sans mes étés torrides, sans ces couleurs automnales ou ces printemps qui se font attendre. J'aime la chaleur du béton et des briques des villes et les sillons de roue dans la *slush* (gadoue) en hiver. Je suis bien ici même quand je chiale. Si j'étais né à Tombouctou, je vous parlerais probablement de la couleur du sable et du ciel, du goût de l'eau qu'on tire des puits, de la fraîcheur qu'on retrouve à l'ombre des maisons en adobe.

Sans sa nationalité, un individu n'est rien. Qu'importe ce qu'il devient, même s'il la reniait, elle transparaîtrait toujours dans sa personnalité. Ma nationalité, c'est celle d'un Canadien français qui est devenu un Québécois, un Montréalais d'Hochelaga-Maisonneuve, plus particulièrement de la paroisse Saint-Clément-de-Viauville. J'ai vécu dans Villeray, dans Rosemont et à Rimouski.

26 La paternité de l'expression revient à l'auteur Hugh MacLennan dans le roman *Two solitudes* publié en 1945.

Un Libanais qui vient s'établir ici n'est plus un Libanais comme les autres. Même s'il ne sera jamais culturellement tout à fait un Québécois, il ne sera jamais plus tout à fait un Libanais. Les siens percevront la différence. Ils l'appelleront le « Québécois » ou le « Canadien ». Ses enfants qui seront nés ici ou qui auront grandi ici ne seront jamais libanais, ils seront québécois. Ils connaîtront le goût de la neige, les morsures du froid et le crissement de la neige à -40 comme le froissement des feuilles mortes sous leurs pas. Ils connaîtront le goût du sirop d'érable et apprécieront le rythme fou de la vie que nous menons ici.

En vieillissant, je me suis rendu compte que l'air avait une épaisseur moindre. Ce que je veux dire, c'est que, pour moi, les lieux me semblaient surchargés de sens quand j'étais jeune. Ils m'impressionnaient davantage. Je me laissais envahir par leur présence et cela conditionnait mes relations avec ceux et celles qui les habitaient. Peut-être était-ce dû à ma naïveté ou mon innocence ?

Toutes ces expériences font donc partie de notre personnalité et font de chacun de nous un être unique. C'est cela la véritable richesse de l'humanité. Toutes ces vies uniques sont précieuses et irremplaçables.

Aujourd'hui, il me semble que IKEA et les autres grands fournisseurs internationaux dans le domaine du mobilier et de la décoration intérieure aseptisent nos milieux de vie. Qu'on soit à Montréal ou à Chicoutimi, au Colorado ou en Belgique, les mêmes intérieurs s'offrent à nos yeux, oblitérant les personnalités et les identités, uniformisant les habitats. Il est peut-être urgent de réfléchir au rôle et aux effets d'une telle déculturation dans la perte d'identité chez les individus dans nos sociétés. Je regarde parfois les émissions

à la télé où de simples citoyens nous font visiter leur maison. De plus en plus, je trouve inquiétant qu'elles soient de parfaites répliques de ces mêmes intérieurs impersonnels que les magazines de décoration nous présentent dans leurs pages, qu'importe s'ils sont édités ici ou ailleurs.

La question nationale au Québec

Depuis le régime libéral de Pierre Elliott Trudeau, le Canada n'a pas cessé de s'enfoncer dans la spirale du désaccord entre l'état fédéral et le Québec. Cette descente, en raison des stratégies adoptées par Ottawa, s'est soldée par une perte de crédibilité des institutions canadiennes.

Pour mater le mouvement séparatiste, le gouvernement libéral a adopté, dès la fin des années soixante, une stratégie qui s'est avérée nuisible en fin de compte à l'unité canadienne. Les institutions fédérales, théoriquement garantes de nos valeurs sociales, ont été mises à contribution pour terrasser la menace « *séparatiste* ». Or, utilisées comme outils de propagande, elles se sont compromises à maintes reprises dans des scandales odieux. Il y a eu d'abord l'implication de la GRC dans des attentats attribués au FLQ, puis le vol des listes de membres aux bureaux du PQ à Montréal et, enfin, l'affaire Claude Morin, la taupe de la GRC au sein du gouvernement péquiste. Il y a eu aussi les dépenses non autorisées lors des deux référendums sur la souveraineté du Québec ainsi que les détournements de fonds du programme des commandites de Patrimoine-Canada. Les gouvernements de Trudeau, Chrétien, Martin et aujourd'hui du conservateur Harper, ont renié toutes les valeurs qui avaient fait la fierté de nombreux Canadiens. Ils ont détruit la crédibilité des institutions de ce pays et,

contrairement à leurs objectifs, ils ont probablement plus contribué à consolider le sentiment indépendantiste qu'à le faire disparaître.

De nombreuses actions légales ont également été prises par les Libéraux contre la province, toujours pour tenter de la mettre au pas. La non-reconnaissance de la « *nation québécoise* », le rapatriement unilatéral de la Constitution, la négation du droit de veto du Québec en matière constitutionnelle, le sabotage des accords du Lac Meech, l'adoption de la Loi sur la clarté référendaire de Stéphane Dion, l'imposition du multiculturalisme pancanadien et les humiliantes restrictions imposées aux délégations internationales du Québec sont autant de gestes posés à l'encontre des aspirations légitimes des gouvernements successifs du Québec. Je ne compte pas toutes les décisions administratives et économiques aberrantes prises dans chaque ministère fédéral pour nuire, semble-t-il, au développement du Québec. Toutes, elles illustrent la fermeture d'esprit qui anime les politiciens canadiens. On a mobilisé à maintes reprises la Cour suprême pour imposer la vision du fédéral ou pour limiter ou rendre inopérantes des lois québécoises qui osaient défier cette vision (la loi 101, par exemple). Pour défendre leur vision de l'unité canadienne, ils ont perverti l'État canadien au point où plus d'un, qui pourtant l'aurait défendu auparavant, n'y croit simplement plus aujourd'hui.

Plus problématiques, les accords multilatéraux signés autant par les gouvernements libéraux que conservateurs n'ont pas cessé de réduire la capacité des gouvernements, tant au fédéral qu'au provincial, de légiférer dans leurs champs de compétence respectifs. Ottawa a même abdiqué en notre nom plusieurs pouvoirs, pourtant de compétences provinciales.

Des valeurs sociales inconciliables

Les conservateurs s'attaquent aujourd'hui aux mêmes valeurs, mais pour des raisons idéologiques différentes cette fois, avec pour objectif de changer le système de valeurs lui-même.

Que reste-t-il de notre intégrité morale, de notre compassion, de notre solidarité avec les autres peuples? Qu'est devenue notre propension à la conciliation plutôt qu'à la militarisation, à la protection de l'environnement plutôt qu'à celle de la rentabilité à tout prix, de l'ouverture à l'autre plutôt qu'au repli sur soi? Et que dire de la négation des droits et des libertés pour les ressortissants immigrants, et même pour certains Canadiens d'origine arabe ou maghrébine? Parle-t-on encore de droits et libertés ou bien de privilèges? N'était-ce pas là les valeurs qui faisaient la fierté et le prestige des Canadiens? Que reste-t-il de nous?

Le gouvernement de Stephen Harper « *s'offre la totale* » comme l'écrivait Manon Cornellier dans le *Devoir* en 2011.

« Le projet de loi C-9 modifie à lui seul 24 lois, dont plusieurs n'ont aucun rapport avec le budget... »

[...] En 2007, les conservateurs ont usé de ce stratagème pour modifier le mode d'approbation des emprunts. C'est aussi dans ce budget que se trouvait ce petit article visant à priver de financement les producteurs de films jugés « contraires à l'ordre public ». En 2008, le gouvernement a récidivé pour accroître les pouvoirs discrétionnaires du ministre de l'Immigration. L'an dernier, les enchères ont monté avec des modifications en profondeur aux lois touchant les investissements étrangers, la

concurrence, la propriété d'Air Canada, l'équité salariale dans la fonction publique fédérale et l'évaluation environnementale touchant les eaux navigables.

Cette année, le gouvernement s'offre la totale. Le projet de loi C-9, avec près de 900 pages et plus de 2 200 articles, modifie la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale afin de donner au ministre de l'Environnement le pouvoir d'exempter une longue liste de projets. De plus, l'évaluation de certains grands projets relèvera à l'avenir de l'Office national de l'énergie et de la Commission de la sûreté nucléaire. Toujours en vertu de C-9, le gouvernement pourra procéder à la privatisation d'Énergie atomique du Canada sans en débattre à nouveau au Parlement. Il pourra aussi mettre fin au monopole de Postes Canada sur certains services postaux. »

Le gouvernement Harper a récidivé en octobre 2012, en adoptant sans débat une nouvelle série de mesures législatives qu'on a appelée « *la loi mammouth* » et qui a modifié plus de 60 lois du Canada.

« Tout y passe dans ce projet de loi de 431 pages modifiant plus de 60 lois existantes : l'évaluation environnementale, la protection de l'habitat des poissons, l'immigration, la Sécurité de la vieillesse, la procréation assistée, la surveillance des services secrets, l'assurance des expositions culturelles itinérantes, l'encadrement des organismes de bienfaisance et bien d'autres choses encore.²⁷ »

27 Hélène Buzzetti, *Une loi mammouth pour changer les règles sans débat*, Le Devoir, 27 avril 2012, <http://www.ledevoir.com/politique/canada/348607/une-loi-mammouth-pour-changer-les-regles-sans-debat>

Et que dire de ses politiques environnementales (ou de l'absence de celles-ci) ? D'un port méthanier à l'île d'Anticosti ? Des projets de pipeline transcanadien ?

La démocratie canadienne serait-elle morte ?

Faut-il mentionner aussi la responsabilité de ce gouvernement dans l'échec des accords de Kyoto, une entente sur la taxation des banques, ses politiques belliqueuses au Moyen-Orient, son mépris des droits dans les cas d'Omar Kader, de Droit et Démocratie, du resserrement des lois sur l'immigration et du statut de réfugié et les coupes drastiques dans la fonction publique ? L'usage de ruses, de mensonges et de rétention d'information pour abolir le registre des armes à feu, pour acquérir les fameux F-35 ou pour imposer aux Canadiens des lois rétrogrades ? Les conservateurs ont maîtrisé le Parlement canadien alors que la discorde régnait parmi une opposition même lorsqu'ils étaient majoritaires. Les orientations de ce gouvernement sont une véritable menace pour notre pays. Il nie la crise écologique planétaire, est ouvertement créationniste et est aveuglément pro israélien.

Il ne reste que le NPD et le Bloc québécois pour défendre les valeurs auxquelles nous croyons. Les Libéraux de Trudeau fils auront beau tenter de nous amadouer, ce n'est pas une loi sur la légalisation de la marijuana qui nous fera croire que leur parti a une vision différente de celle qui nous a menés au scandale des commandites. Cela dénote plutôt de navrantes tentatives pour camoufler une tragique incapacité à renouveler leur vision du pays.

Ne pourrait-on pas rêver d'un véritable parti politique canadien réunissant les forces progressistes anglophones et francophones, une coalition capable d'offrir enfin l'alternative progressiste aux vieux partis traditionnels? Mais, malgré son succès au Québec lors des dernières élections, le NPD reste tragiquement centralisateur et le Bloc québécois, malgré la perte d'intérêt évidente pour son option, reste inébranlablement souverainiste.

Ces partis s'enlisent eux aussi dans les traditions sclérosantes. Ne peuvent-ils pas passer par-dessus leurs sempiternels principes pour regarder la vérité en face? Voilà plus de cinquante ans que le Canada décline, sinon stagne dans une lutte ruineuse et sans issue entre les tenants d'un centralisme fédéral niveleur et ceux d'une utopique souveraineté du Québec. En attendant, l'humanité se précipite vers une série de catastrophes économiques, sociales et climatiques.

La souveraineté du Québec en perte de vitesse

Les enfants des « *baby-boomers* » sont très différents de leurs parents et de leurs grands-parents. Ils sont plus *légers* en un certain sens. Pourquoi, parce qu'ils sont nés dans un Québec affirmé, émancipé et débarrassé de ce que les historiens ont appelé « *l'oppression nationale* ». Ils sont nés après la Révolution tranquille et ont pleinement profité de ses bienfaits.

Les « *baby-boomers* » sont nés dans une société dominée économiquement par une minorité anglophone, bridée par une élite conservatrice et abrutie par une religion omnipré-

sente. Des porteurs d'eau nés pour « *un p'tit pain* », comme nous disions.

Les Canadiens français d'alors étaient majoritairement sous-scolarisés et ils devaient composer avec un taux de mortalité infantile effarant, une espérance de vie moindre, un horizon professionnel bouché et la pauvreté pour toute condition d'existence. La santé, le secours direct et l'éducation étaient sous le contrôle de la religion catholique. Les politiciens francophones étaient souvent des bigots ou des affairistes à qui profitait la situation. La minorité anglophone, près de 20 % de la population, contrôlait près de 80 % de l'économie de la province. Le monde du travail et du commerce était anglophone et l'on vous recevait d'un « *speak white* » bien senti si vous vous aviez de vous adresser en français à certaines personnes ou dans certains commerces.

C'est probablement l'instauration d'un nouvel État québécois laïque et interventionniste, la reconnaissance de sa culture et les luttes syndicales qui ont le plus contribué à l'émergence de la société québécoise. Ils ont permis au Canadien français de se reconnaître, de s'affirmer pleinement comme Québécois, de se libérer de la chape du catholicisme et de se prendre politiquement et économiquement en mains. C'est ce qui a enfin mis fin à l'oppression nationale. Et c'est ce qu'on nomme la « *Révolution tranquille* ».

Les « *baby-boomers* » sont les premiers jeunes à avoir joui d'une éducation publique généralisée et à avoir accédé en grand nombre à l'enseignement supérieur. Leur nombre imposait la modernisation accélérée de la société et celle-ci exigeait la création d'une fonction publique élargie. Parallèlement à cela, le développement et la moderni-

sation de l'industrie exigeaient de nouvelles infrastructures et créaient une formidable demande en main-d'œuvre. La force acquise alors par les syndicats a permis d'améliorer grandement les conditions de vie des Québécois.

Or, on doit constater que les générations nées à la suite de la Révolution tranquille n'ont pas subi les effets de l'« *oppression nationale* ». Ils n'ont donc pas développé les réflexes nés de la résistance, même passive, de leurs aïeux. Il ne faut pas se navrer de ce fait, c'est nous qui l'avons voulu. Ils sont nés dans un monde où la Loi 101 a tout de même francisé en grande partie le travail et le commerce, un monde où la culture québécoise s'exporte aux quatre coins du monde et où les entreprises issues du Québec inc. sont présentes sur les marchés internationaux. Bref, un monde où toutes les possibilités dont nous rêvions semblent s'offrir à eux. Ils sont nés libres...

Or, pour ces jeunes générations affranchies, il n'y a plus de frontières. Alvin Toffler l'avait prédit, « *bientôt les nations ne se définiront plus désormais tant par le territoire occupé que par l'adhésion individuelle du citoyen à un groupe social distinct avec lequel il est relié. Les technologies de l'information et des communications dont les réseaux sociaux, les possibilités professionnelles offertes par la globalisation économique, les facilités internationales et locales de transport, l'omniprésence de l'anglais comme langue unique pour la technologie, la culture et les échanges internationaux forment donc la trame de ce Nouveau Monde*²⁸ ».

28 Alvin Toffler, *Le Choc du futur*, Denoël, Paris, 1974, (réédition Gallimard, 1987) et *La Troisième Vague*, Denoël, Paris, 1980, (réédition Gallimard, 1988).

Alors, lorsqu'il est question de séparer le Québec du Canada, plusieurs demeurent plutôt tièdes devant la perspective de s'isoler. Non pas qu'ils tiennent à préserver le Canada, ou qu'ils nient notre histoire et renient leur culture. Ils ne sentent pas très concernées non plus lorsque les ultras-nationalistes évoquent le québécois « *pure-laine* » ou que les péquistes proposent d'adopter une charte des valeurs des Québécois. C'est qu'ils sont rendus ailleurs...

Pour les jeunes, les problèmes d'hier ne sont plus ceux d'aujourd'hui. Les jeunes s'inscrivent dans une autre réalité que celle de leurs parents qui, eux, restent partiellement enlisés dans une vision « *archaïque* » des choses. N'avions-nous pas un écart semblable avec les générations précédentes? Il ne s'agit pas ici de décréter laquelle de ces générations a raison et laquelle a tort, il s'agit de comprendre une nouvelle réalité.

La perte d'intérêt des jeunes générations pour la question nationale combinée à l'usure du temps sur les vieilles générations condamne presque donc à l'échec tout référendum éventuel sur la question.

Il faudra donc trouver d'autres arguments pour les convaincre, de solides arguments. Mais, peut-être bien que le gouvernement fédéral, dans sa grande bêtise, finira par nous les offrir, ces arguments...

Pour un autre Canada

Malgré le large électorat qui appuie les conservateurs, il est indéniable que tous les Canadiens ne partagent pas les mêmes valeurs. Alors, n'imposons pas aux uns comme aux

autres des valeurs qu'ils rejettent. Reconnaissons le Canada pour ce qu'il est véritablement : un espace socioéconomique et sociopolitique. Uniquement cela!

Il faut se rendre à l'évidence que dans sa forme centralisatrice actuelle, le Canada ne peut pas reconnaître pour le Québec un droit de véto exclusif sans contrevenir à la Charte canadienne des droits et libertés. Nous sommes un pays de droits, il serait anormal que notre province ait des privilèges dont les autres Canadiens seraient privés. Il faut donc renoncer à ce droit de véto ou à un quelconque statut particulier pour le Québec dans la structure actuelle du Canada.

Par contre, le Québec francophone ne peut assurer son essor ni même sa survie à long terme dans un Canada qui reste indifférent à ses besoins essentiels et qui, inlassablement, grignote un à un ses champs de compétences.

De même, la question des autochtones ne peut être résolue si l'on maintient le statut actuel des peuples amérindiens au sein du Canada.

Le multiculturalisme confond allégrement les cultures indigènes avec les cultures des nouveaux arrivants. Ces dernières ne sont aucunement menacées par les politiques canadiennes puisqu'elles ont leurs racines à l'extérieur du Canada et qu'elles sont partagées pour la plupart par d'importantes populations. Elles sont bien à l'abri de nos querelles intestines. Alors que les cultures amérindiennes et canadiennes-françaises sont uniques et indigènes. Et pour cette raison, elles doivent bénéficier d'une attention et d'un statut particuliers. Il ne s'agit pas ici de consacrer des cultures ou de les folkloriser, il s'agit de leur donner les moyens

de s'émanciper et de se développer. Devant la communauté des nations, le Canada a la responsabilité morale d'assurer la survie et le développement des sociétés distinctes qui y ont leurs racines.

Deux choix s'offrent donc au fédéralisme canadien : soit il continue sans le Québec et les autochtones, soit il accepte de se réformer pour leur laisser la place nécessaire et les moyens pour accéder à leur plein développement socioéconomique et socioculturel. D'où mon appel pour que le NPD et le Bloc québécois entament ensemble des discussions dans une sincère ouverture d'esprit et avec la participation de penseurs représentatifs de la diversité canadienne. D'abord, pour réaliser une éventuelle fusion de leurs forces, ensuite pour esquisser les plans d'un nouveau Canada asymétrique. Ce renouvellement constitutionnel doit se faire sur la base de la reconnaissance des peuples fondateurs (anglophones, francophones et amérindiens), par la mise en place d'un gouvernement et d'un état décentralisé de type confédéral qui reconnaît et respecte la pleine juridiction des états confédérés. Il faudra faire preuve d'ouverture d'esprit et de réelle transparence, repenser la démocratie pour faire place aux citoyens.

Il devient essentiel d'offrir enfin aux peuples québécois, canadiens et autochtones l'alternative aux débats stériles avec le gouvernement fédéral sur les questions touchant à leur souveraineté. C'est la dernière chance pour le Canada...

Mais pouvons-nous seulement espérer que nos politiciens mettront de côté leurs objectifs respectifs totalement irréalistes pour faire face aux menaces que fait planer le gouvernement de monsieur Harper sur la survie de nos va-

leurs fondamentales, sur la paix, sur nos écosystèmes et sur la survie de l'humanité?

Il est l'heure pour eux de faire des choix. L'Histoire nous dira si nos politiciens auront été ou non à la hauteur des défis. Avec une planète à sauver, nous n'avons plus de temps à perdre avec ces conflits stériles!

On ne sait pas vraiment de quoi il sera fait, mais, il faut vraiment qu'un autre monde soit être possible!

Autres réflexions

Le climat et la mondialisation économique

Il serait intéressant de comparer les pays en regard des services sociaux disponibles et de leur climat respectif. Dans un pays comme le nôtre et dans la plupart des pays nordiques, il est impossible de survivre à l'hiver sans avoir un abri adéquat, des vêtements appropriés et une réserve de nourriture et une source de chaleur suffisantes. Cela explique peut-être en partie le clivage nord-sud quant au soutien ou au rejet populaire des projets de politiques sociales aux États-Unis selon qu'on vit dans les états du sud ou du nord. Cela semble aussi être confirmé par la répartition des pays selon qu'ils appuient ou non l'interventionnisme de l'État.

Je le répète, il nous est impossible d'ignorer les coûts qu'engendrent les climats extrêmes que nous avons. Il suffit de comparer les dépenses en énergie de nos ménages et de nos entreprises à celles des autres pays, ou encore aux effets de la courte saison de productivité de nos terres sur la rentabilité de nos fermes, par exemple. Il nous faut donc accepter le fait que le Canada et le Québec ne pourront jamais concurrencer les pays aux climats plus cléments, à moins de se saigner pour les subventionner.

J'avance donc l'hypothèse que, plus un pays connaît des températures froides, plus sa population doit accepter de financer des programmes sociaux.

Le vieil imbécile que je suis

Qu'est ce que je croyais ? Qu'ils allaient m'accepter dans leur groupe parce que j'avais marché deux jours avec eux ? J'aurais dû me rappeler que ça ne se passe pas comme ça. Il faut du temps, beaucoup de temps pour être accepté dans un tel groupe.

Imaginez, ils marchaient ensemble depuis plus d'un mois. Ils avaient souffert du froid, de la pluie et de l'insolation. Ils avaient douté, ils avaient pleuré, mais ils avaient aussi rigolé, chanté et dansé ensemble; ils dormaient ensemble, ils mangeaient ensemble, ils marchaient ensemble; ils avaient vécu intensément ces six-cents kilomètres avec leurs tripes et de leur âme. Et moi, j'espérais être des leurs parce que j'avais marché quelques dizaines de kilomètres avec eux, comme des vacances que j'aurais volées à la grisaille de ma vie ? Dérisoire.

Comment dire ? C'est un peu comme avec mes amis Pierre et Martine. Nous avons traversé ensemble de grands événements et de grandes épreuves du temps de l'UQAM et de la ruelle St-Amable, et c'est ça qui a consolidé notre amitié. Personne d'autre ne pouvait vraiment faire partie de cet ensemble.

Pour ma blonde, c'est le chemin de Saint-Jacques de Compostelle. Ces trois mois de 1999, ils lui appartiennent à elle et à ceux qu'elle y a côtoyés. Je n'en ferai jamais partie, sinon de façon très marginale, peut-être même davantage par mon absence.

C'est donc par pudeur et par respect de cela que je ne me suis pas joint aux effusions du groupe de la marche du

Moratoire sur les gaz de schisme après la manifestation et les interminables discours de cette journée-là. Ils fêtaient leur victoire sur eux-mêmes. Ils l'avaient fait! Ils étaient là à s'enlacer, à pleurer de joie ou de peine, ils ne le savaient plus vraiment, pour tout ce qu'ils avaient enduré, consenti et partagé. Ces gestes de consolation ou de congratulation mutuelle, eux seuls pouvaient véritablement se les prodiguer et les recevoir. Ce moment privilégié leur appartenait. Ni moi ni les politiciens parfois manifestement récupérateurs qui se succédaient au micro ne pouvions en faire partie. Sinon, j'aurais eu l'impression d'être un imposteur, de violer leur grande intimité. J'ai quitté le groupe avec amertume et l'impression d'être exclus de quelque chose de merveilleux. Je savais que je ne pouvais pas y prétendre, mais, en même temps, j'étais déçu qu'aucun d'entre eux ne me retienne. Quel imbécile je faisais!

Lorsque je me suis couché ce soir-là, c'est leurs voix, leurs cris, leurs chants, leurs rires que j'entendais. J'étais jaloux de leur détermination, de leur joie, de leur colère, de leurs illusions, de leurs idéaux; cette beauté et cette arrogance que donne la jeunesse. À travers eux, ce sont mes compagnons d'autrefois que je revoyais, ceux des luttes aux beaux-arts, ceux des garderies populaires, ceux de la rue De Gaspé ou de la ruelle Saint-Amable, du Mouton Noir ou de l'Opération SalAMI. Ils ne sont plus là, ces compagnons de lutte dont la jeunesse s'est envolée, avalés par la vie, les routines, les mondanités et tout ce cirque qui nous donne des cheveux gris. Nos chemins ont bifurqué. Parfois, j'en croise au hasard de la vie, mais c'est de plus en plus rare...

Ce que j'ai vécu avec Pierre et Martine a été merveilleux, fantastique. Mais, tout cela fait que nous ne sommes plus

que l'ombre de ce que nous avons été. Nous écrivions l'histoire. Maintenant, c'est à ces jeunes de le faire. J'ai pleuré en silence, enlaçant de mes bras ma blonde qui s'était endormie. Je me sentais si seul.

Je me sentais floué par la vie. Comme si l'on m'en avait volé une partie. La fatigue de mon corps me tenait éveillé, chaque muscle semblant vouloir me rappeler ce qu'il avait enduré durant cette relativement courte marche, interminable sous le soleil de plomb.

C'est toujours difficile de revenir à la petite vie ordinaire après avoir vécu de tels moments. L'horreur du quotidien insipide, de la routine, du bonheur tout branché. Cela nous déconcerte et nous déçoit... Peut-être est-ce la raison pour laquelle je recherche encore les occasions de revivre et de partager de telles émotions. Avoir l'impression d'avoir une vie intense, de contrôler ma vie, de ne pas me laisser engourdir par le confort ou le conformisme ambiant qui aliène les gens. C'est déjà beaucoup...

J'ai repensé à ce jeune couple de marcheurs avec leur adorable fillette. La petite était âgée de moins d'un an. Ils marchaient avec elle depuis des semaines. La fille, belle comme le printemps, radieuse et fière, le gars, solide, avec son assurance naïve et sa détermination qui ressemble à de l'arrogance. Ensemble, ils me faisaient penser à ma blonde et moi, du temps de nos vingt ans, avec nos bébés et les rêves plein la tête.

Que j'aimerais que nous revenions en ces temps-là où tout paraissait encore possible... Il me semble que nous sommes passés à côté de tant de choses, que nous gaspillons

le temps qui nous est imparti alors qu'il y aurait encore tant de choses à faire...

Mais, comme je ne suis plus qu'un vieil imbécile, je rêve encore qu'on peut changer le monde. Oh! C'est vrai, on ne change pas le monde, on change parfois du monde, mais une seule personne à la fois...

Je suis un revenant qui n'en finit plus de ressasser son passé et de radoter. Il me semble pourtant que je peux encore contribuer. Et ce corps qui me trahit un peu plus chaque jour qui passe...

Il me faut continuer, car il est de plus en plus évident pour moi que les années que nous vivons seront les plus déterminantes pour l'avenir de l'humanité.

Et pour dessert : La véritable forme de notre univers

Lorsque nous regardons les étoiles dans le ciel par une nuit sans lune, nous pouvons apercevoir une multitude éblouissante de soleils et de galaxies. Mais cette vision est une illusion.

La véritable forme de l'univers ne nous est pas accessible. Pourquoi? Simplement parce que la vitesse de la lumière nous en rend une image déformée, anachronique.

La lumière qui est émise par les étoiles nous atteindra avec un décalage temporel qui varie selon l'éloignement de chacune de celles-ci. On le sait, la vitesse de la lumière est de 29 907 920 458 mètres par seconde, soit près de 30 millions de km/s. Le soleil est à plus de 7 minutes-lumière de nous. Le système solaire le plus proche de notre soleil est à 4,2 années-lumière. C'est donc dire que la lumière que nous en recevons a pris 1 496 jours pour parvenir jusqu'à nous.

Comme notre soleil et son voisin orbitent autour du noyau de notre galaxie, la voie lactée, il y a nécessairement un décalage entre la position où nous pouvons apercevoir cet astre dans le ciel et la position qu'il y occupe réellement à ce moment précis. Alors, imaginez le décalage de la galaxie Andromède qui, elle, se situe à plus de 2,5 millions d'années-lumière. L'image que nous percevons d'elle date de 2,5 millions d'années. L'endroit où nous l'apercevons dans le ciel et celui où elle est située réellement souffre donc d'un énorme décalage puisque toutes les galaxies connues s'éloignent les unes des autres depuis le Big-bang. C'est la

théorie du « pain aux raisins ». Le diamètre d'Andromède est de 140 000 années-lumière (données Wikipédia), ce qui fait qu'il existe un important décalage dans la position respective de chacune des étoiles qui la composent. De plus, ce décalage est complexifié en raison de leur vitesse de rotation autour du noyau de la galaxie. Celle-ci est d'approximativement de 225 K/s à 1 300 années-lumière du centre, puis de 50 K/s à 7 000 années-lumière. Elle croît en fonction de leur éloignement respectif jusqu'à 45 000 années-lumière, puis elle ralentit jusqu'à 200 K/s au-delà de cette distance.

Si Andromède était un dé tournant sur lui-même, nous ne pourrions pas nous en rendre compte même avec le meilleur des télescopes. À moins de recourir aux ordinateurs pour effectuer une simulation infographique, nous n'apercevrons jamais autre chose que sa célèbre spirale. Et c'est ainsi pour chacune des petites lumières qui scintillent dans la nuit...

Un petit exercice

Par une nuit étoilée, accédez à un endroit élevé d'où vous aurez une vue sur votre communauté. Le sommet d'une montagne, un gratte-ciel, le toit de votre maison ou une excursion en avion, que sais-je ?

Regardez la fourmilière humaine qui grouille en dessous de vous. Regardez tous ces gens, ces milliards d'individus qui, jour après jour, participent presque aveuglément à maintenir en vie cette société. Chacun à ses raisons, des motivations souvent légitimes, parfois loufoques, parfois épeurantes.

Puis, regardez vers le ciel. Regardez cette multitude d'étoiles et imaginez la Terre froide, sans plus aucune vie. Que vaut l'univers s'il n'y a plus aucune conscience pour en embrasser l'immensité et la beauté ?

Dites-vous maintenant que vous avez moins de dix ans pour changer le monde.

Si vous n'êtes pas effrayés, reprenez la lecture de ce texte depuis le début.

Merci

Remerciements

Je tiens à remercier ma conjointe, pour ses encouragements et ses conseils linguistiques de même que mon frère Marc, qui s'est donné la peine de lire mon manuscrit et commenter mes textes, commentaires qui m'ont été plus que précieux.

Je remercie également tous ceux et celles qui, au fil des ans, m'ont encouragé, m'ont soutenu et ont enduré mes innombrables crises d'angoisse métaphysiques et existentielles. C'est pas facile à endurer, un artiste; encore moins un essayiste!

Montréal, le 29 septembre 2015

Claude Philippe Nolin

Biographie de l'auteur

Né à Montréal dans le quartier Hochelaga-Maison-neuve, Claude Philippe Nolin est un artiste multidisciplinaire en art visuel, un essayiste et un travailleur culturel.

Dès l'âge de 20 ans, Claude Philippe s'investit dans l'action sociale, dans l'organisation d'événement et la gestion d'organismes à caractère culturel. Pour lui, l'art peut changer la société.

Il étudie le dessin publicitaire puis, s'inscrit à l'UQAM où il termine un baccalauréat en Arts plastiques. Leader étudiant, il y mène plusieurs luttes sur des dossiers litigieux et il est coauteur d'un manifeste concernant les failles de la « gestion démocratisée » à l'UQAM.

Suite à la censure d'une de ses œuvres en 1979, il entreprend une profonde réflexion sur l'art, son rôle social, sur le droit d'expression des artistes, les droits et libertés et sur la société.

À Rimouski, il sera collaborateur au journal alternatif *Le Mouton Noir* et caricaturiste pour l'hebdomadaire *Le Fleuve*.

En 2001 il s'engage plus activement dans la lutte à la mondialisation économique néolibérale au sein de l'Opération SALAMI. Il publiera quelques textes polémiques de réflexion dans *l'Aut'journal*, animera des ateliers lors du Sommet social du Québec en 2007 et fait circuler une exposition artistique de ses photos et de ses textes sur le thème des droits et libertés depuis 2009.

Après de nombreuses années passées à travailler en graphisme, en multimedia et en muséologie, Claude

Philippe décide prendre sa retraite et de se consacrer à sa carrière artistique. Il publie dans la revue *TicArtToc* un court essai sur ses théories artistiques.

Il est membre du collectif de facilitation du Forum social mondial - Montréal 2016 et est actif au sein de son comité *Créativité sociale mondiale*.

Il est aussi administrateur-fondateur du projet *Les Inclassables, centre autogéré et multidisciplinaire de création artistique* pour l'arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc Extension de Montréal.

Il est également le grand-père de trois merveilleux petits-fils.